

15 mai 2019



# BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-5

**Direction  
de l'information légale  
et administrative**

26, rue Desaix  
75727 Paris Cedex 15  
ISSN : 1282-7924

**Édité par :**

La délégation à l'information  
et à la communication  
du ministère de l'intérieur

**Directeur de la publication :**

Thomas CAMPEAUX,  
directeur des libertés publiques  
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978  
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



**NOTA**

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

## *Sommaire chronologique*

	Pages
	—
<b>18 octobre 2018</b>	
<b>Décision n° 46887 du 18 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française .....	<b>43</b>
<b>22 octobre 2018</b>	
<b>Décision n° 47328 du 22 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique .....	<b>44</b>
<b>23 octobre 2018</b>	
<b>Décision n° 47543 du 23 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe .....	<b>45</b>
<b>5 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 49185 du 5 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie .....	<b>46</b>
<b>12 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 15918 du 12 novembre 2018</b> portant promotion des sous-officiers de réserve de la gendarmerie maritime .....	<b>47</b>
<b>14 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 21400 du 14 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	<b>49</b>
<b>15 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 22438 du 15 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>51</b>
<b>22 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 21407 du 22 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>53</b>
<b>24 novembre 2018</b>	
<b>Décision n° 52291 du 24 novembre 2018</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte .....	<b>56</b>

## 29 janvier 2019

<b>Arrêté du 29 janvier 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales d'Altkirch, de Durmenach, de Dannemarie, d'Illfurth, de Ferrette et de Pfetterhouse (Haut-Rhin).....	<b>135</b>
--	------------

## 30 janvier 2019

<b>Arrêté du 30 janvier 2019</b> portant modification des compagnies de gendarmerie départementale de Blaye, de Langon-Toulonne et de Bouliac (Gironde) .....	<b>138</b>
---	------------

## 18 février 2019

<b>Décision n° 12183 du 18 février 2019</b> portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>57</b>
---	-----------

## 22 février 2019

<b>Arrêté du 22 février 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Genlis et de Quetigny (Côte-d'Or).....	<b>140</b>
---	------------

## 5 mars 2019

<b>Décision n° 10121 du 5 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique ».....	<b>62</b>
<b>Décision n° 10122 du 5 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant ambassade ».....	<b>64</b>

## 8 mars 2019

<b>Arrêté du 8 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>29</b>
---	-----------

## 12 mars 2019

<b>Décision n° 7162 du 12 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>65</b>
<b>Décision n° 19540 du 12 mars 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « affaires immobilières » .....	<b>67</b>
<b>Décision n° 19548 du 12 mars 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « montagne ».....	<b>68</b>
<b>Décision n° 19635 du 12 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication » .....	<b>69</b>

## 13 mars 2019

<b>Décision n° 2177 du 13 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>70</b>
<b>Décision n° 6063 du 13 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>71</b>

**14 mars 2019**

<b>Décision n° 8395 du 14 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>73</b>
--	-----------

**18 mars 2019**

<b>Décision n° 4005 du 18 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	<b>75</b>
---	-----------

**19 mars 2019**

<b>Arrêté du 19 mars 2019</b> fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer.....	<b>133</b>
---	------------

**22 mars 2019**

<b>Note d'information du 22 mars 2019</b> relative à la généralisation du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales chargées du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.....	<b>157</b>
--	------------

**25 mars 2019**

<b>Arrêté du 25 mars 2019</b> portant modification des compagnies de gendarmerie départementale de Neufchâteau et de Remiremont (Vosges).....	<b>142</b>
---	------------

**28 mars 2019**

<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>30</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>31</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>32</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>33</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>34</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	<b>35</b>

**1<sup>er</sup> avril 2019**

<b>Décision n° 4127 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	<b>76</b>
<b>Décision n° 11488 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	<b>77</b>
<b>Décision n° 11575 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	<b>79</b>

## 2 avril 2019

<b>Décision n° 3047 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	<b>81</b>
<b>Décision n° 5068 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	<b>82</b>
<b>Décision n° 5263 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	<b>83</b>
<b>Décision n° 5264 du 2 avril 2019</b> portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française » .....	<b>84</b>
<b>Décision n° 5265 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie » .....	<b>85</b>
<b>Décision n° 11915 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	<b>86</b>
<b>Décision n° 21471 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	<b>88</b>
<b>Décision n° 21547 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	<b>89</b>
<b>Décision du 2 avril 2019</b> modifiant la décision du 31 décembre 2013 portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.....	<b>144</b>

## 3 avril 2019

<b>Décision n° 3803 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	<b>91</b>
<b>Décision n° 15404 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	<b>92</b>
<b>Décision n° 15405 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	<b>93</b>
<b>Décision n° 25520 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat » .....	<b>95</b>
<b>Décision n° 25528 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures » .....	<b>96</b>

## 4 avril 2019

<b>Décision n° 5672 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	<b>97</b>
<b>Décision n° 5867 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	<b>98</b>
<b>Décision n° 6720 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	<b>99</b>
<b>Décision n° 10670 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	<b>101</b>

	Pages
<b>Décision n° 14398 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	<b>103</b>
<b>Décision n° 14410 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	<b>104</b>
<b>Décision n° 14933 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique ».....	<b>106</b>
<b>Décision n° 14934 du 4 avril 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant en ambassade » .....	<b>108</b>
<b>Décision n° 18326 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	<b>109</b>

### 5 avril 2019

<b>Décision n° 8454 du 5 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	<b>110</b>
---	------------

### 8 avril 2019

<b>Arrêté du 8 avril 2019</b> portant admission dans la réserve de la gendarmerie.....	<b>26</b>
<b>Arrêté du 8 avril 2019</b> fixant la liste des candidats ayant obtenu le diplôme national de thanatopracteur .....	<b>36</b>
<b>Décision du 8 avril 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>14</b>
<b>Décision n° 2194 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	<b>112</b>
<b>Décision n° 5758 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne .....	<b>113</b>
<b>Décision n° 6935 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	<b>114</b>
<b>Décision n° 8865 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>116</b>
<b>Décision n° 8866 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>118</b>
<b>Décision n° 9979 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>119</b>

### 9 avril 2019

<b>Décision n° 27429 du 9 avril 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>42</b>
<b>Décision n° 2151 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	<b>121</b>
<b>Décision n° 18155 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>122</b>
<b>Décision n° 18161 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	<b>124</b>



	Pages
<b>Décision n° 27409 du 9 avril 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>125</b>
<b>10 avril 2019</b>	
<b>Décision n° 776 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	<b>126</b>
<b>Décision n° 3750 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>127</b>
<b>Décision n° 7170 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>128</b>
<b>Décision n° 16681 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	<b>129</b>
<b>Décision n° 16682 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	<b>131</b>
<b>Décision n° 20378 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	<b>132</b>
<b>Convention de délégation de gestion du 10 avril 2019</b> .....	<b>2</b>
<b>11 avril 2019</b>	
<b>Arrêté du 11 avril 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense .....	<b>38</b>
<b>Convention de délégation de gestion du 11 avril 2019</b> .....	<b>5</b>
<b>12 avril 2019</b>	
<b>Décision du 12 avril 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	<b>15</b>
<b>15 avril 2019</b>	
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	<b>16</b>
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	<b>22</b>
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	<b>23</b>
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	<b>24</b>
<b>Décision du 15 avril 2019</b> fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides .....	<b>28</b>
<b>16 avril 2019</b>	
<b>Arrêté du 16 avril 2019</b> portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer .....	<b>27</b>
<b>Arrêté du 16 avril 2019</b> modifiant l'arrêté du 12 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial compétent pour les services de la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité .....	<b>39</b>



	Pages
<b>Décision expresse du 16 avril 2019</b> relative aux modalités d'exécution des dépenses relatives aux baux conclus par le préfet des Pyrénées-Atlantiques au titre de l'organisation du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019 .....	1
<b>Délégation de gestion du 16 avril 2019</b> concernant la réalisation de prestations au profit de la cellule innovation participative de l'Agence de l'innovation de défense.....	11
<b>17 avril 2019</b>	
<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté du 22 juin 2017 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-47 du code de la sécurité intérieure .....	145
<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté modifié du 16 mars 2017 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-47 du code de la sécurité intérieure .....	149
<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté modifié du 21 juillet 2014 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R. 613-47 du code de la sécurité intérieure .....	152
<b>Décision du 17 avril 2019</b> portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé « PARAFE ».....	25
<b>19 avril 2019</b>	
<b>Arrêté du 19 avril 2019</b> portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	40
<b>23 avril 2019</b>	
<b>Arrêté du 23 avril 2019</b> accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement.....	41

# Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
<b>Décision expresse du 16 avril 2019</b> relative aux modalités d'exécution des dépenses relatives aux baux conclus par le préfet des Pyrénées-Atlantiques au titre de l'organisation du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019 .....	1
<i>Délégations de gestion</i>	
<b>Convention de délégation de gestion du 10 avril 2019</b> .....	2
<b>Convention de délégation de gestion du 11 avril 2019</b> .....	5
<b>Délégation de gestion du 16 avril 2019</b> concernant la réalisation de prestations au profit de la cellule innovation participative de l'Agence de l'innovation de défense.....	11
<i>Délégations de signature</i>	
<b>Décision du 8 avril 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	14
<b>Décision du 12 avril 2019</b> portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) .....	15
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	16
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	22
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	23
<b>Décision du 15 avril 2019</b> portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	24
<i>Immigration et asile</i>	
<b>Décision du 17 avril 2019</b> portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» .....	25
<i>Personnels d'État</i>	
<b>Arrêté du 8 avril 2019</b> portant admission dans la réserve de la gendarmerie .....	26
<b>Arrêté du 16 avril 2019</b> portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer .....	27
<b>Décision du 15 avril 2019</b> fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides .....	28

*Attribution de qualifications et titres*

<b>Arrêté du 8 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>29</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>30</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>31</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>32</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>33</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>34</b>
<b>Arrêté du 28 mars 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>35</b>
<b>Arrêté du 8 avril 2019</b> fixant la liste des candidats ayant obtenu le diplôme national de thanatopracteur .....	<b>36</b>
<b>Arrêté du 11 avril 2019</b> conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense .....	<b>38</b>
<b>Arrêté du 16 avril 2019</b> modifiant l'arrêté du 12 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial compétent pour les services de la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité .....	<b>39</b>
<b>Arrêté du 19 avril 2019</b> portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	<b>40</b>
<b>Arrêté du 23 avril 2019</b> accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement.....	<b>41</b>
<b>Décision n° 27429 du 9 avril 2019</b> portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>42</b>

*Avancements et promotions*

<b>Décision n° 46887 du 18 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française .....	<b>43</b>
<b>Décision n° 47328 du 22 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Martinique .....	<b>44</b>
<b>Décision n° 47543 du 23 octobre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe.....	<b>45</b>
<b>Décision n° 49185 du 5 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie.....	<b>46</b>
<b>Décision n° 15918 du 12 novembre 2018</b> portant promotion des sous-officiers de réserve de la gendarmerie maritime.....	<b>47</b>
<b>Décision n° 21400 du 14 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	<b>49</b>
<b>Décision n° 22438 du 15 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>51</b>
<b>Décision n° 21407 du 22 novembre 2018</b> portant promotion de sous-officiers de réserve du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme.....	<b>53</b>

	Pages
<b>Décision n° 52291 du 24 novembre 2018</b> portant promotion d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte.....	56
<b>Décision n° 12183 du 18 février 2019</b> portant promotion de sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	57
<b>Décision n° 10121 du 5 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique».....	62
<b>Décision n° 10122 du 5 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant ambassade».....	64
<b>Décision n° 7162 du 12 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	65
<b>Décision n° 19540 du 12 mars 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité «affaires immobilières» .....	67
<b>Décision n° 19548 du 12 mars 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité «montagne» .....	68
<b>Décision n° 19635 du 12 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «systèmes d'information et de communication» .....	69
<b>Décision n° 2177 du 13 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	70
<b>Décision n° 6063 du 13 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	71
<b>Décision n° 8395 du 14 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	73
<b>Décision n° 4005 du 18 mars 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	75
<b>Décision n° 4127 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	76
<b>Décision n° 11488 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	77
<b>Décision n° 11575 du 1<sup>er</sup> avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	79
<b>Décision n° 3047 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse .....	81
<b>Décision n° 5068 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	82
<b>Décision n° 5263 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie» .....	83
<b>Décision n° 5264 du 2 avril 2019</b> portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française» .....	84
<b>Décision n° 5265 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	85
<b>Décision n° 11915 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	86

	Pages
<b>Décision n° 21471 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est .....	88
<b>Décision n° 21547 du 2 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie .....	89
<b>Décision n° 3803 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	91
<b>Décision n° 15404 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest .....	92
<b>Décision n° 15405 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.....	93
<b>Décision n° 25520 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat» .....	95
<b>Décision n° 25528 du 3 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures» .....	96
<b>Décision n° 5672 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme .....	97
<b>Décision n° 5867 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne .....	98
<b>Décision n° 6720 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne .....	99
<b>Décision n° 10670 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	101
<b>Décision n° 14398 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	103
<b>Décision n° 14410 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	104
<b>Décision n° 14933 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique».....	106
<b>Décision n° 14934 du 4 avril 2019</b> portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant en ambassade» .....	108
<b>Décision n° 18326 du 4 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique» .....	109
<b>Décision n° 8454 du 5 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	110
<b>Décision n° 2194 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air .....	112
<b>Décision n° 5758 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne .....	113
<b>Décision n° 6935 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme .....	114

<b>Décision n° 8865 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	<b>116</b>
<b>Décision n° 8866 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord .....	<b>118</b>
<b>Décision n° 9979 du 8 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	<b>119</b>
<b>Décision n° 2151 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	<b>121</b>
<b>Décision n° 18155 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	<b>122</b>
<b>Décision n° 18161 du 9 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	<b>124</b>
<b>Décision n° 27409 du 9 avril 2019</b> portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	<b>125</b>
<b>Décision n° 776 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement .....	<b>126</b>
<b>Décision n° 3750 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	<b>127</b>
<b>Décision n° 7170 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne .....	<b>128</b>
<b>Décision n° 16681 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France .....	<b>129</b>
<b>Décision n° 16682 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris .....	<b>131</b>
<b>Décision n° 20378 du 10 avril 2019</b> portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale .....	<b>132</b>

### *Dispositions statutaires diverses*

<b>Arrêté du 19 mars 2019</b> fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer .....	<b>133</b>
--	------------

### *Organisation des services*

<b>Arrêté du 29 janvier 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales d'Altkirch, de Durmenach, de Dannemarie, d'Illfurth, de Ferrette et de Pfetterhouse (Haut-Rhin).....	<b>135</b>
<b>Arrêté du 30 janvier 2019</b> portant modification des compagnies de gendarmerie départementale de Blaye, de Langon-Toulonne et de Bouliac (Gironde) .....	<b>138</b>
<b>Arrêté du 22 février 2019</b> portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Genlis et de Quetigny (Côte-d'Or).....	<b>140</b>
<b>Arrêté du 25 mars 2019</b> portant modification des compagnies de gendarmerie départementale de Neufchâteau et de Remiremont (Vosges).....	<b>142</b>
<b>Décision du 2 avril 2019</b> modifiant la décision du 31 décembre 2013 portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.....	<b>144</b>



***Polices administratives***

<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté du 22 juin 2017 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure .....	<b>145</b>
<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté modifié du 16 mars 2017 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure .....	<b>149</b>
<b>Arrêté du 17 avril 2019</b> modifiant l'arrêté modifié du 21 juillet 2014 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure .....	<b>152</b>

***Sécurité et circulation routières***

<b>Note d'information du 22 mars 2019</b> relative à la généralisation du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales chargées du contrôle médical de l'aptitude à la conduite .....	<b>157</b>
---	------------



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des ressources et des compétences  
de la police nationale*

**Décision expresse du 16 avril 2019 relative aux modalités d'exécution des dépenses relatives aux baux conclus par le préfet des Pyrénées-Atlantiques au titre de l'organisation du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019**

NOR : *INTC1912485S*

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale, en sa qualité de responsable du programme budgétaire 176 par délégation du directeur général de la police nationale,

Constatant que l'organisation du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019 nécessite la prise à bail de logements meublés sur cette période, afin d'assurer concomitamment la sécurisation des sites dans lesquels se tiendra le sommet international, et le logement des forces de sécurités déployées à cette fin ;

Considérant que le pilotage de cette opération est assuré par le cabinet du directeur général de la police nationale et qu'à ce titre l'exécution au niveau central des dépenses afférentes aux baux mentionnés au paragraphe précédent en facilite le suivi,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Les dépenses de loyers et autres charges prévues par les baux conclus par le préfet des Pyrénées-Atlantiques, pour la location de logements meublés sis à Biarritz pour la période comprise entre le 15 et le 30 août 2019, seront imputées sur le BOP « commandement et soutien », UO 0176-CCSC-CDG1 « cabinet du DGPN » du programme budgétaire 176.

Article 2

Ces dépenses seront engagées et ordonnancées dans le système d'information financière « Chorus » par le directeur des ressources et des compétences de la police nationale, *via* le centre de prestations financières du secrétariat général du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 avril 2019.

Pour le directeur des ressources et des compétences  
de la police nationale :

*Le sous-directeur des finances et du pilotage,*  
S. DAZIANO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## Convention de délégation de gestion du 10 avril 2019

NOR : INTF1911438X

Entre :

La directrice du budget, en sa qualité de responsable du programme 349 – Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP) et de l'unique budget opérationnel de programme 349, désignée sous le terme de «délégant», d'une part,

Et :

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur, désigné sous le terme de «délégataire», d'autre part,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État,

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret du 15 septembre 2016 portant nomination d'un directeur à l'administration centrale du ministère de l'intérieur – M. GOBELET (Antoine),

Vu l'arrêté du 16 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères de l'intérieur et des outre-mer, pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la délégation*

La présente convention a pour objet d'autoriser le délégataire à réaliser des actes relatifs à la gestion des crédits hors titre 2 qui sont mis à sa disposition sur l'UO 0349-CDBU-CINT du BOP « Transformation action publique » du programme 349 « Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP) » dont le responsable est le délégant. Cette autorisation permet de financer, en complément des cofinancements apportés par les porteurs de projets, les projets portés par le délégataire et retenus par le délégant dans le cadre des appels à projets du FTAP. Ces projets font chacun l'objet d'un contrat de transformation, signé par le porteur de projet, le secrétaire général du ministère dont il relève, d'une part, et la direction du budget et la direction interministérielle de la transformation publique, d'autre part. Ce contrat détaille notamment les dépenses prévisionnelles du projet et leur calendrier d'exécution.

### Article 2

#### *Prestations confiées au délégataire*

Le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des actes d'exécution pour l'ordonnancement des dépenses hors titre 2 et des recettes de l'UO 0349-CDBU-CINT du BOP « Transformation action publique » du programme 349.

La délégation emporte, du délégant vers le délégataire, la délégation de la fonction d'ordonnateur au sens du décret du 7 novembre 2012 susvisé. À ce titre, le délégataire engage, liquide et ordonnance les dépenses imputées sur l'unité opérationnelle précitée. Le cas échéant, il liquide les recettes et émet les ordres de recouvrer correspondants. Il est chargé des opérations d'inventaires.

La délégation porte sur l'exécution des dépenses du programme 349 qui contribuent à la mise en œuvre des projets retenus par le délégant dans le cadre des appels à projets du FTAP et portés par les services ou les directions relevant du ministère dont le délégataire est le secrétaire général, ou par les organismes sous la tutelle du ministère du délégataire. Elle s'opère dans la limite des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) mis à la disposition du délégataire, dont les montants et le calendrier, convenus dans le contrat de transformation, sont précisés *a minima* annuellement par les décisions du secrétariat du FTAP relatives aux tranches de financement.

### Article 3

#### *Obligations du délégant*

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP du BOP « Transformation action publique » du programme 349 et il assure la mise à disposition des crédits du programme 349 vers l'UO 0349-CDBU-CINT, en fonction des projets portés par le délégataire ou ceux des organismes sous sa tutelle et retenus par le délégant dans le cadre des appels à projets du FTAP.

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Après signature du présent document, le délégant en adresse une copie aux autorités chargées du contrôle budgétaire et aux comptables assignataires concernés.

#### Article 4

##### *Obligations du délégataire*

Le délégataire assure ou fait assurer par les services placés sous son autorité les actes de gestion permettant de consommer les AE et les CP de l'UO 0349-CDBU-CINT dans le respect des règles budgétaires et comptables et des nomenclatures budgétaires d'exécution telles que communiquées chaque année par le délégant. Le cas échéant, il peut confier, par délégation de gestion, l'exercice de ces mêmes attributions à un service ne relevant pas de son autorité.

Le délégataire rend compte de sa gestion au délégant à une fréquence régulière, a minima annuelle, en fonction des demandes du délégant. Il s'engage à fournir toutes les informations qui seraient nécessaires au délégant, en particulier : les informations de nature à éclairer la consommation des crédits et leur programmation infra-annuelle et pluriannuelle et les informations nécessaires pour la rédaction des projets annuels et rapports annuels de performances du programme 349, dans la limite du champ de la délégation.

Le délégataire est chargé, dans le respect des règles de comptabilité budgétaire et de celles de la commande publique en vigueur, d'assurer ou de faire assurer la passation, la signature et l'exécution des marchés et conventions qui s'avéreront nécessaires à la réalisation des projets retenus par le délégant.

#### Article 5

##### *Modification du document*

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant de droit, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document.

#### Article 6

##### *Durée, reconduction et résiliation du document*

Le présent document prend effet dès sa signature. La délégation est valable un an à compter de sa signature et est ensuite reconductible tacitement par période d'un an.

Conformément au décret n° 2004-1085 du 14 janvier 2004 susvisé, il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, à l'initiative d'un des signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

#### Article 7

##### *Publication du document*

Le présent document sera publié dans les Bulletins officiels des ministères délégant et délégataire concernés.

Fait à Paris, le 10 avril 2019.

Pour le secrétaire général du ministère de l'intérieur :

*La directrice du budget,*  
A. VERDIER

*Le directeur de l'évaluation de la performance  
et des affaires financières et immobilières,*  
A. GOBELET

Copies: autorités chargées du contrôle budgétaire et comptables assignataires du délégant et du délégataire.

A N N E X E

NOMENCLATURES BUDGÉTAIRES 2018 DU PROGRAMME 0349  
FONDS POUR LA TRANSFORMATION DE L'ACTION PUBLIQUE (FTAP)

**Nomenclature par destination: une seule action**

0349-01 «Fonds pour la transformation de l'action publique».

**Nomenclature du cadre de gestion: unité opérationnelle**

0349-CDBU-CINT: unité opérationnelle dont le délégataire est responsable.

**Nomenclature par activités: référentiel de programmation**

Le référentiel de programmation est annexé au document «Modalités de gestion et de suivi du programme 349»; il fait l'objet d'une actualisation chaque année en fonction des projets retenus et qui ont vocation à faire l'objet d'une programmation budgétaire.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## **Convention de délégation de gestion du 11 avril 2019**

NOR : INTE1912471X

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 modifié, relatif à l'organisation des services d'administration centrale,  
Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié par le décret 2018-803 du 24 septembre 2018 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 modifié, relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure;

Vu le décret n° 2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2014 fixant l'assignation des dépenses et des recettes de certains ordonnateurs principaux délégués de l'État sur des comptables principaux des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques;

Vu l'arrêté ministériel NOR : INTA1532249A du 24 décembre 2015, relatif aux services chargés d'exercer les missions relevant du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité de Paris;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2015 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État;

Vu l'arrêté du 18 juin 2018 portant organisation et attributions de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises;

Vu la circulaire n° 11-323 du 8 avril 2011 sur le processus d'exécution de la dépense en mode CHORUS et ses rappels des 30 mars 2012 et 11 février 2013.

La présente convention de délégation de gestion est conclue :

Entre :

La direction de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), représentée par M. Jacques WITKOWSKI, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, désigné sous le terme de «délégrant», d'une part,

Et :

La préfecture de police de Paris, représentée par M. Thibaut SARTRE, préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police, désigné sous le terme de «délégataire», d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Objet de la délégation*

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégrant confie au délégataire, en son nom, pour son compte et sous son contrôle, les actes de gestion et d'ordonnancement relatifs aux dépenses et aux recettes du programme 161 «sécurité civile» effectués au sein des unités opérationnelles créées localement à cet effet, dans le périmètre et selon les conditions ci-après précisées.

Le délégrant reste responsable des crédits et assure le pilotage des AE et des CP.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement prescrits par le délégant dont la liste des représentants et les identifiants figurent en annexe 1, et par le délégataire pour les crédits dont il assure directement la gestion.

L'annexe n° 2 dresse, pour le programme, la liste des dépenses qui sont rattachées pour leur exécution à la présente délégation de gestion et précise, pour chacune d'elles, le service prescripteur associé.

## Article 2

### *Prestations confiées au délégataire*

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant et des services prescripteurs s'agissant des actes énumérés ci-après. A ce titre, il procède à l'ordonnancement des dépenses et des recettes dans la limite de leurs délégations de signature respectives en vigueur.

Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- le traitement de l'engagement juridique qui comporte sa saisie complète et sa validation dans l'outil CHORUS ;
- la saisine, lorsqu'il y a lieu, du contrôleur budgétaire local ;
- la saisie et la validation des engagements de tiers et titres de perception ;
- la certification du service fait dans CHORUS sur la base de la constatation du service fait transmise par le prescripteur et saisi dans chorus formulaires ;
- la réalisation, en liaison avec les services du délégant, des travaux de fin de gestion ;
- la mise en œuvre du contrôle interne comptable au niveau de sa structure ;
- l'archivage des pièces justificatives.

Le délégant reste responsable des crédits dans le cadre de sa délégation de signature et est chargé à ce titre de :

- la programmation des crédits et sa mise à jour ;
- lorsqu'il y a lieu, l'affectation des tranches fonctionnelles et les relations avec le contrôleur financier relatives à cette affectation ;
- le dialogue de gestion avec les responsables de budgets opérationnels et d'unités opérationnelles ;
- la décision de dépenses et recettes ;
- la constatation du service fait sur la base des postes de dépenses et des recettes prévues à l'engagement juridique et à l'engagement de tiers ;
- lorsqu'il y a lieu, la prioritarisation des paiements ;
- l'archivage des pièces justificatives ;
- la réalisation, en liaison avec le délégataire, des travaux de fin de gestion ;
- la mise en œuvre du contrôle interne comptable au niveau de sa structure.

## Article 3

### *Obligations réciproques*

Le délégataire s'engage :

- à respecter strictement les prescriptions du délégant et des services prescripteurs ;
- à traiter les dossiers dans les délais prévus par le décret n° 2008-407 du 28 avril 2008, hors cas d'urgence ;
- à garantir la qualité, l'exhaustivité et la fiabilité de l'information des écritures saisies ;
- à répondre aux sollicitations du délégant et des services prescripteurs quant à l'état de leurs dossiers et de leurs crédits ;
- à avertir sans délai le délégant en cas d'indisponibilité des crédits ;
- à solliciter l'accord préalable du délégant pour procéder à toute modification des lignes de poste des engagements juridiques rattachées au programme « Sécurité civile ».

Le délégant s'engage :

- à se conformer à la réglementation en vigueur, en particulier le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et à son guide d'application, le recueil des règles de comptabilité budgétaire ;
- à se conformer aux règles de gestion et procédures définies dans la présente convention ;
- à communiquer dans les plus brefs délais l'ensemble des éléments nécessaires au traitement de ses demandes et à la réalisation des actes de gestion ;
- à signaler les dossiers prioritaires et les dossiers urgents ;
- à mettre en place dans les meilleurs délais, auprès du délégataire, les ressources nécessaires à la bonne exécution de ses obligations.

#### Article 4

##### *Exécution financière de la délégation*

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement.

#### Article 5

##### *Durée, modification et résiliation de la délégation*

La présente convention de délégation de gestion est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature par les parties et est renouvelable par tacite reconduction à l'issue de cette période dans la limite d'une durée totale de trois ans.

La délégation peut prendre fin de manière anticipée sur l'initiative d'une des parties, sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation et de l'observation d'un délai de préavis de trois (3) mois.

Le délégataire fournira en temps utile au délégant l'ensemble des documents contractuels, administratifs et comptables nécessaires à la reprise de la gestion par le délégant.

Toute modification de la présente convention de délégation de gestion est définie d'un commun accord entre les parties par voie d'avenant et communiquée aux autorités de contrôle, à l'exception des éventuelles mises à jour des données de l'annexe 2 relatives à la bonne imputation des dépenses qui seront communiquées au délégataire dès leur validation et leur intégration dans les applications métiers.

#### Article 6

##### *Diffusion et publication de la délégation*

La présente convention de délégation de gestion, transmise à l'autorité chargée du contrôle budgétaire (CBCM Intérieur) et au comptable assignataire compétent, fera l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et au recueil des actes administratifs de la préfecture de police de Paris.

Fait le 11 avril 2019.

Le délégataire,  
Pour le secrétariat général  
pour l'administration du ministère de l'intérieur  
de la zone de défense et de sécurité de Paris :  
*Le préfet, secrétaire général  
pour l'administration,*  
T. SARTRE

Le délégant,  
Pour la direction de la sécurité civile  
et de la gestion des crises :  
*Le préfet, directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises,*  
J. WITKOWSKI



ANNEXE 1

SERVICES PRESCRIPTEURS

Service prescripteur délocalisé	Code centre de coût	Limite marchés et accords-cadres
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS (SGAMI IDF)	PN50000075	Pas de limite
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS / SERVICE ZONAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (SGAMI IDF)	MI5ZSIC075	Pas de limite
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS / SERVICE ZONAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (INPT SGAMI IDF)	MI5INPT075	Pas de limite
PREFET DE POLICE DE PARIS (Cabinet Paris)	PRFDCA075	Pas de limite
CENTRE DE DEMINAGE DES YVELINES	SC5DEMI078	Pas de limite

## ANNEXE 2

## PROGRAMME 161 « SÉCURITÉ CIVILE »

Nature et imputation des dépenses objets de la convention de délégation de gestion conclue entre la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et la Préfecture de Police de Paris

## SERVICES PRESCRIPTEURS ASSOCIÉS

Thématique	Unité opérationnelle (UO)	Centre de coût	Nature de la dépense	Action	Domaine fonctionnel	Référentiel d'activité	Service prescripteur
SIC	0161-CSDM-CS14	MI5ZSIC075	Déploiement de LAN SGAMI	14	0161-14-02	016130202047	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CS14	MI5ZSIC075	Renouvellement et MCO des IPBX SGAMI	14	0161-14-02	016130202047	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CS14	MI5ZSIC075	PROJETS LOGICIELS 2016 MOA : DGSCGC hors SDPGC, MOE SGAMI	14	0161-14-02	016130301049	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CS14	MI5ZSIC075	PROJETS LOGICIELS 2016 MOA SDPGC MOE SGAMI	11	0161-11-01	016130302053	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CIPT	MI5INPT075	Maintenance INPT (1/3 0161 2/3 176)	13	0161-13-02	016130202043	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CSTI	MI5INPT075	Modern. INPTGTTIS& non spéc. ANTARES T3 et T5 GT-TSIdéf1 4	13	0161-13-02	016130202044	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)

Thématique	Unité opérationnelle (UO)	Centre de coût	Nature de la dépense	Action	Domaine fonctionnel	Référentiel d'activité	Service prescripteur
SIC	0161-CSDM-CSTI	MISINPT075	Modernisat. INPT T3 et T5 GT-TSI défi 4	13	0161-13-02	016130202045	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CSTI	MISINPT075	ANTARES-Investissement optimisations du réseau	13	0161-13-02	016130202046	Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL) Sous-direction des systèmes d'information et de communication d'Ile-de-France (SDSIC)
	0161-CSDM-CDGC	PRFDCAB075	Entretien des sirènes du Réseau National d'Alerte (RNA)	11	0161-11-01	016130302050	PREFET DE POLICE DE PARIS
DEMINEGE	0161-CSDM-CDEM	SC5DEMI078	Déplacements courants et formation des centres de déminage	12	0161-12-04	016120201184 016120101543	CENTRE DE DEMINAGE DES YVELINES
T2	0161-CSDM-DSGA	SCODSC1092	Rémunération des centres de déminage	12	0161-12-04	N/A	PREFET DE POLICE DE PARIS
Immobilier	0161-CSDM-CIMO	PN50000075	Acquisitions / Constructions	12	0161-12-05	016120301029	SERVICE DES AFFAIRES IMMOBILIERES DU SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS
	0161-CSDM-CIMO	PN50000075	Travaux structurants	12	0161-12-05	016120301030	SERVICE DES AFFAIRES IMMOBILIERES DU SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS
	0161-CSDM-CIMO	PN50000075	Entretien lourd	12	0161-12-05	016120301031	SERVICE DES AFFAIRES IMMOBILIERES DU SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS
Intervention et soutien aux acteurs locaux de la sécurité civile	0161-CSDM-CDGC	PRFDCAB075	Aide aux victimes de catastrophes ou d'intempéries (Crédits d'extrême urgence)	11	0161-11-03	016110108016	PREFET DE POLICE DE PARIS
	0161-CSDM-CDGC	PRFDCAB075	Exercices de sécurité civile	11	0161-11-01	016120101545	PREFET DE POLICE DE PARIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Délégation de gestion du 16 avril 2019 concernant la réalisation de prestations  
au profit de la cellule innovation participative de l'Agence de l'innovation de défense**

NOR : INTJ1912172X

Entre :

La cellule innovation participative (CIP) du pôle innovation ouverte de l'agence de l'innovation de défense (AID), rattachée au délégué général pour l'armement du ministère des armées, représentée par le directeur de l'agence de l'innovation de défense, désignée sous le terme de «délégant», d'une part,

Et :

La direction des soutiens et des finances (DSF) de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) du ministère de l'intérieur, représentée par le directeur des soutiens et des finances, désignée sous le terme de «délégataire», d'autre part,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État;

Vu le décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009 modifié, fixant les attributions et l'organisation de la direction générale de l'armement;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2018-764 du 30 août 2018 relatif à l'agence de l'innovation de défense;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2009 modifié relatif à l'organisation de la direction générale de l'armement;

Vu l'arrêté du 23 avril 2015 organisant l'exercice des attributions de l'ordonnateur principal du ministère de la défense;

Vu l'arrêté du 23 avril 2015 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur du ministre de la défense;

Vu la délégation de gestion cadre portant sur le transfert organique de la gendarmerie au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 28 juillet 2008,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>

*Objet de la délégation*

Par la présente délégation de gestion établie en application des articles 2 et 4 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, les actes de gestion et d'ordonnancement relatifs aux projets innovants, préalablement sélectionnés et validés par la cellule innovation participative (CIP) du pôle innovation ouverte de l'agence de l'innovation de défense (AID), rattachée au délégué général pour l'armement du ministère des armées et portés par l'ensemble des personnels de la gendarmerie nationale.

Article 2

*Prestations confiées au délégataire*

Le délégataire est chargé de l'exécution de tous les actes relatifs à la gestion et à la consommation des crédits dans la limite des autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) alloués.

Le délégataire est chargé de la préparation, de la passation, de la signature et de l'exécution de marchés concernant les prestations soutenues qui s'avéreront nécessaires.

Le délégataire est chargé des actes suivants :

- création des tiers;
- création et validation des engagements juridiques;
- constatation et certification du service fait;
- liquidation de la dépense;
- saisie et validation des ordres de paiement;
- finalisation et clôture de l'engagement juridique.

### Article 3

#### *Obligations du délégataire*

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document.

Semestriellement, ou lorsque le délégant en fait la demande, le délégataire rend compte de l'utilisation des crédits mis en place par le délégant. Les comptes rendus de gestion semestriels doivent comporter a *minima* les informations suivantes :

- la nature et le montant total des opérations réalisées ;
- par projet CIP soutenu :
- un état des engagements juridiques et des notifications ;
- un état des crédits de paiement consommés et échéanciers prévisionnels (par année) ;
- un état des pénalités définitives et en cours.

Les comptes rendus de gestion seront fournis en juillet avec les données arrêtées à fin juin, et courant janvier avec les données définitives de l'année passée.

### Article 4

#### *Obligations du délégant*

La liste des projets innovants dont le financement fait l'objet de la présente délégation de gestion de crédits est adressée par courrier officiel au délégataire. Ce courrier précise le périmètre et l'objet des dépenses envisagées pour chaque projet, ainsi que le montant et le délai de mise à disposition des crédits en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

### Article 5

#### *Exécution financière de la délégation*

Les moyens financiers alloués par le délégant pour l'exécution de la présente délégation de gestion portent sur des crédits du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » de la mission « Défense », budget opérationnel de programme « DGA » 0055, unité opérationnelle DG 02 « Etudes amont ».

Le délégataire exerce, dans la limite et pour la seule ligne budgétaire précisée ci-dessus, la fonction d'ordonnateur des dépenses.

Les centres de services partagés habilités à exécuter tout ou partie des prestations respecteront à cet effet les règles d'imputation de dépense édictées par le délégant à l'encontre de l'ensemble de ses services exécutants, notamment l'obligation d'imputer toute demande d'achat de la manière suivante :

Domaine fonctionnel : 0144-07-03

Code éOTP : D-A249-001

Centre de coûts : D275AHE000 – Agence de l'innovation de défense

Activité : 0144220415A1 – Soutien à l'innovation

Le contrôle budgétaire des actes contractuels est délégué par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère des armées au contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministère de l'intérieur. Un exemplaire de la présente délégation de gestion est transmis aux contrôleurs budgétaires et comptables précités.

Le comptable assignataire est celui des centres de services partagés.

### Article 6

#### *Modification de la délégation*

Les modifications qui s'avéreraient nécessaires devront recevoir l'accord des parties et feront l'objet d'un avenant signé au même niveau que la présente délégation, dont un exemplaire sera transmis aux destinataires du présent document.

Article 7

*Durée, reconduction et résiliation de la délégation*

La présente délégation prend effet à compter de la date de signature du délégataire. Elle est renouvelable ensuite chaque année par tacite reconduction pour une durée maximale de cinq ans, à compter de la date de signature du délégataire.

La délégation peut prendre fin de manière anticipée sur l'initiative d'une des parties, sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation, de l'information du contrôleur budgétaire et comptable ministériel du délégataire et de l'observation d'un délai de préavis d'un an.

Le délégant informe sans délai les autorités chargées du contrôle budgétaire et le comptable assignataire concernés, ainsi que l'agence pour l'informatique financière de l'État des décisions de reconduction du présent document, ainsi que de la date à laquelle celui-ci cesse de produire ses effets.

Article 8

*Publication*

La présente délégation de gestion sera publiée au *Bulletin officiel* des ministères concernés.

Fait en deux exemplaires.

Le délégant, le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

*Le directeur de l'agence de l'innovation de défense (AID),*

E. CHIVA

Le délégataire, le 16 avril 2019 :

*Le directeur des soutiens  
et des finances de la gendarmerie nationale,*

Le général de corps d'armée,

LAURENT TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 8 avril 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1910757S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;  
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;  
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);  
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile contractuels, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement :

1° À la direction territoriale de Melun :

- a) Mme Alvina Ghulam, jusqu'au 31 août 2019 inclus.
- b) M. Nelson Venditan, jusqu'au 13 janvier 2020 inclus.
- c) Mme Camille Chalancon, jusqu'au 10 septembre 2019 inclus.
- d) Mme Sophie Radjaradjane, jusqu'au 10 septembre 2019 inclus.

2° À la direction territoriale de Montrouge :

Mme Djenaba Sambake, jusqu'au 7 octobre 2019 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

Pour le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration :

*La secrétaire générale,*  
V. SENÉ-ROQUIER



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 12 avril 2019 portant délégation de signature  
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1911324S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Isabelle Bealeu-Briard, chargée de la mission de coordination opérationnelle, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Denis Pillon, adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la mission de coordination opérationnelle, dans la limite des crédits alloués.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*  
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 avril 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910016S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de ses attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à Mme Nadia Achache, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Thierry Doucement, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

#### Article 5

Délégation est donnée à MM. Marc Nedelian, chef du bureau de la gestion des compétences, et Sébastien Boiron, chef du bureau des emplois et carrières, Mme Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

#### Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique, et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

#### Article 8

Délégation est donnée à Mmes Emilie Dubuc et Jennifer Léger, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

#### Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 10

Délégation est donnée à M. Franck Becu, attaché d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

#### Article 11

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché principal d'administration de l'État, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

#### Article 12

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 13

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, Mmes Leila Benshila-Kesen, MM. François Corbin et François Doyharçabal, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 14

Délégation est donnée à M. Georges Barbière, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Nathalie Lapeyre, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz, Jeanne Ruscher et Frédérique Spéranza, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblic, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Desert, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard, et Catherine Vignon, MM. Michaël Bérardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, Loïc Vercaemst, officier de protection contractuel, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 15

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 16

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estèbe, Anne Eyraud Kodais, Judith Finelle, Alice Glénisson, Floriane Grillet, Jeanne Guegan, Laëtitia Herlin, Milka Kahn, Anna-Lou Kleinschmidt, Sarah-Laure Kutek, Laëtitia Langlois, Maëlle Le Bris, Isabelle Lecoeur, Yacintine Le Grand, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomès, Françoise Marias, Laëtitia Moussa Veketo, Julie Nael, Lilit Oskeritsian, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Laëtitia Stora, Estelle Toureau, Kady Traore et Ingrid Werler, MM. Murat Aysel, Sylvain Cadio, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Panpi Etcheverry, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Kevin Iselin, Frédéric Manquat, Farid Nasli Bakir, Arthur Pons et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Gloria Bielo, Amina Bouchene, Milena Creff, Emeline Dubois, Jeanne Grezard, Marie Jacquot, Julie Lavergne, Charlotte Le Pelletier de Woillemont, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Aloyse Oertli et Anaïs Petinelli-Breil, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer, et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se

rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 19

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

#### Article 20

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespín et Dahbia Djoudi, M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

#### Article 21

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mme Lucie Combattelli, officier de protection contractuel, chargée de mission auprès du chef de division, à Mmes Kaysone Cremoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 723-13 (1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>) et R. 723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 22

Délégation est donnée à Mmes Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mme Magali Pèlerin, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Ghislaine Eniona, Laure Guillet, Senay Guventurk, Christelle Kujoukian, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Emilie Mege, Gweha Aimée Ngo Nye Ikand, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Serge Petitcoulaud, Vincenzo Romano et Philippe Saadoun, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Frédérique Francillette, Baya Hammani, Farah Kassou, Asima Khalid, Estelle Nabo, Johana Rémy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Ashley Guehi, Marie-Thérèse Guicheron, Lylia Larinouna, Carole Lefèvre, Ludivine Linéré, Priscilla Lourenço, Amra Madi, N'Deye Fatou N'Dour, Caroline Nirmaladeva Marilyn Palos, Laëtitia Paroty, Guessy Soukouna Gassama, Sokona Sy, Chloë Tisseront et Tiguida Toure, MM. Vincent Biek, Hugues Hodeir et Mathis Ladrix, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 23

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 24

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong, et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Anne-Karen Logerais, Ingrid Perianin et Nathalie Roya-Pinguet, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

#### Article 25

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 26

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Clémence Buquet, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Iltchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout, Géraldine Roche et Anne Villemain-Secanella, MM. Robert Arakelian, Stéphane Cremoux et Olivier Mazaud, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalvès et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Pauline Kalla, Karine Larivet, Zohra Lekbir, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Rheal Razafindrambinina, Pauline Robert, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Nicolas Méry et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, Mme Sandrine Saint-Val, M. Romain Guillochon, agent contractuel, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

#### Article 27

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Régis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodny Lydie et Benjamin Têtu, adjoints administratifs principaux de 2<sup>e</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure MÉRIL, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Nathalie Aiguadel-Jaleme, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda, M. Nicolas Mengual, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.



Article 28

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.

Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 30

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 15 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 avril 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910960S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à MM. Joris Eberhardt, attaché d'administration de l'État, chef de section, Matthieu Le Bloas, officier de protection, chef d'antenne, et Sébastien Conan, attaché d'administration de l'État, officier de protection, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, durant l'exercice de leurs fonctions à l'antenne de Cayenne.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 15 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 avril 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : *INTV1910961S*

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire, ainsi que l'article R. 722-5 ;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York ;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Caroline Morin, attachée d'administration de l'État hors classe, pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 15 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 avril 2019 portant délégation de signature du directeur général  
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910962S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Emmanuelle Charrière, attachée principale d'administration de l'État, chef de section, pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 15 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
des étrangers en France

**Décision du 17 avril 2019 portant autorisation de mise en service de sas  
utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE»**

NOR : INTV1911632S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.232-6 à R.232-11 ;

Vu la convention d'exploitation des sas utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» signée le 27 mars 2019 entre le ministère de l'intérieur et la société Getlink ;

Vu l'avis de conformité, émis le 11 avril 2019, par le directeur de la mission de gouvernance des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'avis de conformité, émis le 9 avril 2019, par le directeur central de la police aux frontières ;

Vu l'avis de conformité, émis le 11 avril 2019, par le directeur de l'immigration,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

En application de la convention signée le 27 mars 2019, une autorisation de mise en service est délivrée, à compter de la signature de cette décision, pour huit sas automatiques, basés sur la biométrie de type reconnaissance faciale, situés dans les zones de contrôles transfrontières du lien fixe transmanche en entrée (Cheriton) et sortie (Coquelles) du territoire fournis par la société IN Groupe, utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» et permettant un passage automatisé rapide aux frontières extérieures.

Article 2

La présente décision sera notifiée à la société Getlink et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général des étrangers en France,*  
P.-A. MOLINA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves  
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 8 avril 2019 portant admission dans la réserve de la gendarmerie**

NOR : INTJ1910474A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article R.4211-3,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Mikaël, Albert Bickoud est admis à sa demande, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 2018, dans la réserve opérationnelle de la région de gendarmerie d'Île-de-France, avec son grade et son ancienneté de grade.

Article 2

Cet aspirant de réserve sera rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général,  
commandant et délégué aux réserves  
de la gendarmerie nationale,  
secrétaire général de la réserve citoyenne  
de défense et de sécurité,  
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 avril 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer**

NOR : INTA1912382A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 19 mars 2019 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le courrier de UNSA-FASMI du 17 janvier 2019;

Vu le courrier de Alliance Police Nationale du 7 mars 2019;

Vu le courrier de FSMI-FO du 14 mars 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Sont désignés en qualité de représentants des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique:

**En qualité de membres titulaires**

*Au titre d'Alliance Police Nationale (liste commune Alliance Police Nationale, Synergie Officiers, SICP, Alliance SNAPATSI, SAPACMI)*

M. Frédéric GALEA  
M. David-Olivier REVERDY  
M. Richard DADOUCHE

**En qualité de membres suppléants**

M. Emmanuel CRAVELLO  
M. Christophe RAGONDET  
Mme Vanessa CIAPPARA

*Au titre de FSMI-FO*

M. Jérôme MOISANT  
Mme Christine MAROT  
M. Hervé VICENTE

Mme Aurélie DUBOIS  
M. Assan MEZIANE  
M. Laurent CAUQUIL

*Au titre d'UNSA-FASMI (liste commune UNSA-FASMI, SNIPAT)*

M. Sofiane ACHATIB

M. Dawi MARIO LIBOUBAN

Article 2

Le mandat des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer entre en vigueur à compter de la publication du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le préfet, secrétaire général,*  
C. MIRMAND

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 15 avril 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter  
le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides**

NOR : INTV1910963S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire, ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Sont habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides devant la cour nationale du droit d'asile, en application de l'article R. 733-25 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les agents de la division des affaires juridiques, européennes et internationales suivants:

M. Johan Ankri, chef de division par interim;

Mme Coralie Capdeboscq, chargée de mission;

Mmes Lola Maze et Céline Seyer, M. Michel Eyrolles, chefs de section;

Mmes Sophie Simon, Anne Clouet, Alice Couturier, Jocelyne Danesi, Larissa Dolcimascolo, Camille Dubernet de Boscq, Claudine Dupuis, Lara Ehrhard, Lucie Fradin, Bruna Pothus, Sarah Schwab, Sabine Trapateau, Christelle Vallon et Anne-Laure Zerr, MM. Philippe Bolmin, Arthur Julie et David Payen, consultants juridiques.

Article 2

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ([www.ofpra.gouv.fr](http://www.ofpra.gouv.fr)).

Fait le 15 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de protection des réfugiés et apatrides,*  
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 8 mars 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné  
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1906629A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Ludovic Weber est recruté au grade de capitaine (premier échelon – indice brut : 689) en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de géomaticien, au sein de la direction générale de la gendarmerie nationale, à Issy-les-Moulineaux (92), pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907029A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière-chef Clarisse AGBEGNENOU – NIGEND 363946 – est recrutée au grade de maréchale des logis-chef, échelle de solde n° 3 (1<sup>er</sup> échelon – indice brut : 380), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907032A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière-chef Charlotte BONNET – NIGEND 365195 – est recrutée au grade de maréchale des logis-chef, échelle de solde n° 3 (1<sup>er</sup> échelon – indice brut : 380), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907033A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière Léocadie OLLIVIER – NIGEND 398758 – est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (6<sup>e</sup> échelon – indice brut : 386), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907035A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La brigadière Manon BRUNET – NIGEND 400153 – est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (4<sup>e</sup> échelon – indice brut: 378), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907036A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Mme Cassandra BEAUGRAND (date de naissance: 23-5-1997 – NIR: 2 97 05 93 046 275 82) est recrutée au grade de maréchale des logis, échelle de solde n° 3 (2<sup>e</sup> échelon - indice brut: 371), en qualité de sous-officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportive de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 3 avril 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,*  
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 28 mars 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1907037A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Christopher PATTE (date de naissance: 29-3-1990 – NID: 1106020463) est recruté au grade de maréchal des logis, échelle de solde n° 3 (2<sup>e</sup> échelon – indice brut: 371), en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de sportif de haut niveau au sein du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau (77), pour une durée de deux ans à compter du 3 avril 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions statutaires sont fixées par le décret du 12 septembre 2018 susvisé, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,  
directeur des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale,  
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Arrêté du 8 avril 2019 fixant la liste des candidats  
ayant obtenu le diplôme national de thanatopracteur**

NOR : SSAP1930149A

La ministre des solidarités et de la santé et la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-45 et D.2223-130;

Vu la délibération du jury national chargé d'examiner les candidats au diplôme national de thanatopracteur en date du 31 janvier 2019,

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>

Ont obtenu le diplôme national de thanatopracteur au titre de la session 2017-2018 les candidats suivants :

M. ABELA Laurent.  
M. ARDURAT Rémi.  
M. AUMAGE Rémy.  
Mme BENZRIHEM Julia.  
Mme BETOULLE MASSET Pauline.  
Mme BIEHLER Ségolène.  
M. BLANDINIERES Romain.  
Mme BOCHRAWNA Camille.  
Mme BOERO Maia.  
M. BORDES Laurent.  
M. BRICARD Jean-Christophe.  
M. BRIGLIA Anthony.  
M. CAZIER Francois-Xavier.  
Mme CHAMEL Audrey.  
Mme CHEVALIER Anne-Laure.  
M. CHOQUET Jérôme.  
Mme CHOULOT Marie-Elise.  
Mme CLUZEL Angélique.  
Mme COMBES Camille.  
Mme D'HAENE Aurélie.  
Mme DELEZENNE Donia.  
M. DELPECH Loïc.  
Mme DIDIER Nina.  
Mme DUCROUX Manon.  
M. FERRAND Quentin.  
Mme FOURNIER Manon.  
Mme FRAYSSE Anne.  
Mme GARNIER Coraline.  
Mme GREGOIRE Fabienne.  
Mme GUIEU Marine.  
M. HOLMAN Franck.  
Mme JANUEL Charlotte.  
Mme KOAMA Galyam.

Mme KOCH Malicia.  
Mme LACQUEMENT Cécile.  
Mme LAMY Alexandra.  
M. LEURS Pierre-Philippe.  
M. LONGUEPEE Arnaud.  
Mme MACREL Marie.  
Mme MANSUY Aurore.  
Mme MENGUS Salomé.  
Mme MERGOUX Candice.  
Mme MESSENGER Léa.  
Mme MODESTE Wendy.  
M. PASCUAL Raphaël.  
Mme PELOURDEAU Lucie.  
Mme PERRAULT Laurie.  
Mme POTIN-CHAMBERY Camille.  
M. POURREAU Olivier.  
Mme POUTEAU Sylvie.  
Mme REDIN Thalia.  
Mme REINO Alessandra.  
Mme ROBERT Audrey.  
M. ROBIN Gaétan.  
Mme ROSAT Amandine.  
Mme SANIEZ Linda.  
Mme THIBAUDEAU Angéline.  
Mme TSAOUSSIS Chloé.

#### Article 2

Le directeur général de la santé et le directeur général des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des solidarités et de la santé et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*La ministre des solidarités et de la santé,*  
Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général de la santé,*  
J. SALOMON

*La ministre de la cohésion des territoires  
et des relations avec les collectivités territoriales,*  
Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général des collectivités locales,*  
B. DELSOL



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 11 avril 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1908007A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. Florent, Yvon Keim est recruté au grade de gendarme (échelle de solde spécifique des gendarmes, 1<sup>er</sup> échelon) en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense pour occuper un emploi de technicien de maintenance de data-center au sein du service du traitement de l'information de la gendarmerie pour une durée de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 12 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial compétent pour les services de la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité**

NOR : INTC1911691A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'organisation des compagnies républicaines de sécurité;

Vu le décret n° 2003-952 du 3 octobre 2003 modifié relatif à l'organisation des compagnies républicaines de sécurité;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés et spécial de la police nationale;

Vu l'arrêté du 12 février 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial compétent pour les services de la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité;

Vu les désignations effectuées par les organisations syndicales,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

M. David MICHAUX est désigné en qualité de représentant titulaire du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour les services de la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité, au titre de l'Union nationale des syndicats autonomes-Fédération autonome des syndicats du ministre de l'intérieur (UNSA-FASMI) affiliée à l'UNSA fonction publique/SNIPAT, en remplacement de M. Thomas TOUSSAINT.

Article 2

Le directeur des compagnies républicaines de sécurité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur central  
des compagnies républicaines de sécurité,*  
P. KLAYMAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 19 avril 2019 portant attribution de la médaille d'honneur  
des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels**

NOR : INTE1911865A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2017-1155 du 10 juillet 2017 relatif à la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels est décernée, à titre posthume, à M. EYMERY Éric, lieutenant de 1<sup>re</sup> classe de sapeurs-pompiers professionnels, à l'échelon argent.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* des décorations, médailles et récompenses de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 avril 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 23 avril 2019 accordant des récompenses  
pour actes de courage et de dévouement**

NOR : INTK1911816A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924, fixant les récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement;

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution des distinctions susvisées;

Considérant l'engagement exceptionnel et le courage dont ont fait preuve les sapeurs-pompiers de Paris, parfois au péril de leurs vies, lors de l'incendie majeur de la cathédrale de Notre-Dame de Paris,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La médaille d'or pour actes de courage et de dévouement est décernée, à titre collectif, à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* des décorations, médailles et récompenses de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 avril 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 27429 du 9 avril 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3  
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1910201S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié, fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001, relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle;

Vu la décision n° 19103/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 3 avril 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « auto engins-blindés »,

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « auto engins-blindés » dont le nom figure ci-après :

<b>Corre Steve</b>	NIGEND : 420 001	NLS : 8 173 577
<b>Delaporte Alexis</b>	NIGEND : 420 173	NLS : 8 173 580
<b>Le Douarin Julien</b>	NIGEND : 399 006	NLS : 8 162 664
<b>Le Roy Thomas</b>	NIGEND : 384 761	NLS : 8 153 745
<b>Sellier Tristan</b>	NIGEND : 420 049	NLS : 8 173 628
<b>Sogno Emilien</b>	NIGEND : 351 733	NLS : 8 141 164

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de brigade,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 46887 du 18 octobre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Polynésie française**

NOR : INTJ1828095S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 46875 du 18 octobre 2018 (NOR : INTJ1828093S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Tetuanui Odon** NIGEND : 134 069 NLS : 9 615 229

**Audoux Philippe** NIGEND : 250 201 NLS : 9 523 124

Le gendarme de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Hamblin Samuel** NIGEND : 197 159 NLS : 9 588 562

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 octobre 2018.

*Le général de division,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

NOR : INTJ1828086S

Vu la décision n°47327 du 22 octobre 2018 (NOR: INTJ1828084S),

Décide:

## Article 1<sup>er</sup>

**Moller** Christophe                      NIGEND : 135703                      NLS : 9624037

## Article 2

Fait le 22 octobre 2018.

*Le général de division,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 47543 du 23 octobre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe**

NOR : INTJ1828090S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 47538 du 23 octobre 2018 (NOR : INTJ1828089S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

L'adjudant-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Breemeersch** Pascal                      NIGEND : 120 652              NLS : 9 614 248

L'adjudant de réserve dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Serre** Jean-Daniel                      NIGEND : 128 461              NLS : 9 614 500

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Ysenbaert** Jean-Philippe              NIGEND : 132 476              NLS : 9 614 928

**Richard** Gwladys                      NIGEND : 220 265              NLS : 9 587 786

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Anthony** Pascal                      NIGEND : 110 294              NLS : 9 615 325

**Lhôte** Dany                      NIGEND : 133 498              NLS : 9 615 880

**Seremes** Steeve                      NIGEND : 193 643              NLS : 9 576 903

**Irep** Wolf                      NIGEND : 251 669              NLS : 9 573 107

**Gustave** Gil                      NIGEND : 330 811              NLS : 9 588 216

**Nicolo** Gary                      NIGEND : 320 293              NLS : 9 587 685

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2018.

*Le général de division,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 49185 du 5 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie**

NOR : INTJ1828098S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 49182 du 5 novembre 2018 (NOR: INTJ1828096S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

L'adjudant-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Poussier** Gérard                      NIGEND : 112 118              NLS : 9 614 156

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Sensini** Mario                      NIGEND : 122 801              NLS : 9 534 898

**Richard** Franck                      NIGEND : 162 678              NLS : 9 614 914

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2018.

*Le général de division,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 15918 du 12 novembre 2018 portant promotion  
des sous-officiers de réserve de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1828104S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15916 du 12 novembre 2018 (NOR : INTJ1828103S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Achy</b> Alain	NIGEND : 22488	NLS : 9614806
<b>Brunet</b> Dominique	NIGEND : 361283	NLS : 9614258
<b>Derlon</b> Didier	NIGEND : 104530	NLS : 9614772
<b>Roussel</b> François	NIGEND : 156371	NLS : 9587319

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>D'Hont</b> Pascal	NIGEND : 96826	NLS : 9615555
<b>Gabet</b> Eric	NIGEND : 120269	NLS : 9587564
<b>Le Dret-Folliot</b> Michel	NIGEND : 105587	NLS : 9617482
<b>Masse</b> Alexandre	NIGEND : 123994	NLS : 9615145
<b>Millet</b> Jean-Luc	NIGEND : 118334	NLS : 9587735
<b>Morel</b> Didier	NIGEND : 141524	NLS : 9614591
<b>Ricard</b> Pascal	NIGEND : 219909	NLS : 9587732

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Auffret</b> Jacques	NIGEND : 118245	NLS : 9614555
<b>Bourdon</b> Michel	NIGEND : 97658	NLS : 9588751
<b>Buigues</b> Eric	NIGEND : 136604	NLS : 9614939
<b>Colin</b> Philippe	NIGEND : 123385	NLS : 9587558
<b>Lacroix</b> Serge	NIGEND : 124387	NLS : 9615131
<b>Mas</b> Patrick	NIGEND : 120278	NLS : 9588247

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Anastasi</b> Antony	NIGEND : 215297	NLS : 9555175
<b>Bielinski</b> Stéphane	NIGEND : 153920	NLS : 9610021
<b>Borja</b> Bastien	NIGEND : 329210	NLS : 9588299
<b>Bourget</b> Xavier	NIGEND : 117847	NLS : 9615553
<b>Brothier</b> Christophe	NIGEND : 114871	NLS : 9624009
<b>Caillot</b> Laurent	NIGEND : 315549	NLS : 9587555
<b>Corbani</b> Sébastien	NIGEND : 210625	NLS : 9554070
<b>Courtaud</b> Jackie	NIGEND : 111932	NLS : 9624010

<b>Delépine</b> Jacques	NIGEND : 315912	NLS : 9 587 582
<b>Delpierre</b> Yves	NIGEND : 100405	NLS : 9 614 794
<b>Ettori</b> Olivier	NIGEND : 329387	NLS : 9 588 297
<b>Fayeulle</b> Jean-Claude	NIGEND : 255232	NLS : 9 587 562
<b>Gaudinière</b> Yannick	NIGEND : 69 779	NLS : 9 624 012
<b>Guilianelli</b> Gilles	NIGEND : 319341	NLS : 9 593 522
<b>Henri</b> Louis	NIGEND : 111 958	NLS : 9 624 385
<b>Hercelin</b> Thierry	NIGEND : 140420	NLS : 9 615 906
<b>Hiliou</b> Philippe	NIGEND : 114238	NLS : 9 615 968
<b>Le Hardy</b> Philippe	NIGEND : 105056	NLS : 9 624 388
<b>Le Mentec</b> Jean-Marc	NIGEND : 122969	NLS : 9 624 625
<b>Le Roy</b> Eric	NIGEND : 116108	NLS : 9 624 386
<b>Marbeuf</b> Didier	NIGEND : 70 746	NLS : 9 613 631
<b>Moulin</b> Dominique	NIGEND : 116111	NLS : 9 615 129
<b>Palladino</b> Emmanuel	NIGEND : 219894	NLS : 9 587 605
<b>Patrigeon</b> Alain	NIGEND : 113573	NLS : 9 615 128
<b>Petit</b> Michaël	NIGEND : 325897	NLS : 9 588 072
<b>Piasco</b> Marc	NIGEND : 116681	NLS : 9 615 213
<b>Raguenet</b> Benoît	NIGEND : 123441	NLS : 9 615 115
<b>Salaün</b> Jacques	NIGEND : 140633	NLS : 9 615 603
<b>Sou Ah Y</b> Stéphane	NIGEND : 260238	NLS : 9 587 610
<b>Villepreux</b> Daniel	NIGEND : 110226	NLS : 9 615 249

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2018.

*Le colonel, commandant  
la gendarmerie maritime en second,*  
A. LE DROFF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France**Décision n° 21400 du 14 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1828069S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21397 du 14 novembre 2018 (NOR : INTJ1828067S),

Décide:

**Article 1<sup>er</sup>***Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Copé</b> François	NIGEND : 116 785	NLS : 9 613 965
<b>Gacquer</b> Patrick	NIGEND : 110 340	NLS : 9 609 992
<b>Himpens</b> Patrice	NIGEND : 111 726	NLS : 9 579 321
<b>Duvey</b> Franck	NIGEND : 154 496	NLS : 9 609 752

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Thorel</b> Xavier	NIGEND : 125 666	NLS : 9 613 992
<b>Sterckeman</b> François	NIGEND : 278 066	NLS : 9 536 293
<b>Babol</b> Jean-Renaud	NIGEND : 276 178	NLS : 9 541 246
<b>Vanius</b> Frédéric	NIGEND : 117 929	NLS : 9 609 118
<b>Salommez</b> Pascal	NIGEND : 116 435	NLS : 9 610 175
<b>Gilbert</b> Eddie	NIGEND : 277 052	NLS : 9 555 960
<b>Lepère</b> Sylvain	NIGEND : 259 696	NLS : 9 536 219
<b>Mainemare</b> Laurent	NIGEND : 277 498	NLS : 9 536 104
<b>De Fru</b> Eric	NIGEND : 258 952	NLS : 9 579 672
<b>Sauvage</b> Michel	NIGEND : 99 738	NLS : 9 608 325
<b>Castelain</b> Damien	NIGEND : 276 465	NLS : 9 536 543
<b>Duval</b> Antoine	NIGEND : 337 042	NLS : 9 607 020

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Bellancourt</b> Laétitia	NIGEND : 213 248	NLS : 9 579 917
<b>Joly</b> Vincent	NIGEND : 133 635	NLS : 9 609 525
<b>Rossi</b> Bruno	NIGEND : 277 958	NLS : 9 536 648
<b>Dezegher</b> Emmanuel	NIGEND : 276 790	NLS : 9 555 702
<b>Camberlin</b> Jean-François	NIGEND : 105 387	NLS : 9 609 770
<b>Dosière</b> Stéphane	NIGEND : 157 013	NLS : 9 608 624
<b>Gillon</b> Nicolas	NIGEND : 178 967	NLS : 9 536 646
<b>Vanderlynden</b> Ludovic	NIGEND : 278 175	NLS : 9 536 252
<b>Basselet</b> Laurent	NIGEND : 258 551	NLS : 9 536 461

<b>Lespoux</b> Thomas	NIGEND : 277 441	NLS : 9 552 331
<b>Humain</b> Jean-Régis	NIGEND : 277 207	NLS : 9 536 476
<b>Mani</b> Thierry	NIGEND : 277 509	NLS : 9 541 148
<b>Batteux</b> Laurent	NIGEND : 276 220	NLS : 9 536 259
<b>Delaidde</b> Rémi	NIGEND : 276 720	NLS : 9 556 032
<b>Coulon</b> Bernard	NIGEND : 276 5 88	NLS : 9 555 852
<b>Lawniczak</b> Louis	NIGEND : 259 601	NLS : 9 556 297

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Matringhend</b> Jean-Claude	NIGEND : 119 999	NLS : 9 609 883
<b>Tirache</b> Philippe	NIGEND : 120 624	NLS : 9 609 882
<b>Boiteux</b> Pascal	NIGEND : 122 390	NLS : 9 613 949
<b>Salley</b> Patrick	NIGEND : 142 115	NLS : 9 608 933
<b>Berdoux</b> Régis	NIGEND : 128 481	NLS : 9 613 979
<b>Doublet</b> Frédéric	NIGEND : 259 140	NLS : 9 535 721
<b>Lemaître</b> Laurent	NIGEND : 277 415	NLS : 9 541 144
<b>Lecreux</b> Jérôme	NIGEND : 277 378	NLS : 9 535 738
<b>Delépine</b> Sébastien	NIGEND : 317 753	NLS : 9 579 416
<b>Andreoni</b> David	NIGEND : 317 737	NLS : 9 579 502
<b>Lannois</b> David	NIGEND : 277 309	NLS : 9 579 694
<b>Rousselet</b> Geoffrey	NIGEND : 315 161	NLS : 9 587 660
<b>Sinoquet</b> Benjamin	NIGEND : 278 048	NLS : 9 555 821
<b>Bouquet</b> Dominique	NIGEND : 276 358	NLS : 9 555 950
<b>Desmaret</b> Geoffray	NIGEND : 276 777	NLS : 9 556 130
<b>Laumond</b> Xavier	NIGEND : 277 323	NLS : 9 556 168
<b>Joseph</b> Sébastien	NIGEND : 325 664	NLS : 9 579 361
<b>Hennechart</b> Jérôme	NIGEND : 277 166	NLS : 9 555 966
<b>Daniel-Thomas</b> Ludovic	NIGEND : 250 882	NLS : 9 572 643
<b>Mortelette</b> Laurent	NIGEND : 312 532	NLS : 9 579 836
<b>Bouafia</b> Malik	NIGEND : 276 339	NLS : 9 541 165
<b>Duval</b> Antoine	NIGEND : 337 042	NLS : 9 607 020

## Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 14 novembre 2018.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
D. FORTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine**Décision n° 22438 du 15 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1828022S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 22417 du 15 novembre 2018 (NOR : INTJ1828021S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Soleilhavoup Marc</b>	NIGEND : 135 618	NLS : 9 627 851
<b>Lhuillier Laurent</b>	NIGEND : 104 363	NLS : 9 623 408
<b>Aubry Pascal</b>	NIGEND : 106 009	NLS : 9 600 047
<b>Radoux Frédéric</b>	NIGEND : 124 517	NLS : 9 625 959
<b>David Jean-Christian</b>	NIGEND : 125 699	NLS : 9 622 177

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Drahonnet Stéphane</b>	NIGEND : 381 174	NLS : 9 619 021
<b>Chevallier-Pichon Christophe</b>	NIGEND : 151 753	NLS : 9 589 156
<b>Justet Richard</b>	NIGEND : 150 033	NLS : 9 625 753
<b>Brosset Philippe</b>	NIGEND : 254 055	NLS : 9 536 694
<b>Boulesteix Cyrille</b>	NIGEND : 136 962	NLS : 9 627 935
<b>Jolliet Eric</b>	NIGEND : 120 118	NLS : 9 631 191

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Fazilleau Jean-Paul</b>	NIGEND : 98 859	NLS : 9 612 897
<b>Chartier Michel</b>	NIGEND : 103 557	NLS : 9 610 593
<b>Caron Christian</b>	NIGEND : 105 535	NLS : 9 620 339
<b>Pouvreau Fabrice</b>	NIGEND : 105 484	NLS : 9 613 099
<b>Binet Dany</b>	NIGEND : 105 654	NLS : 9 600 012
<b>Chabot Bruno</b>	NIGEND : 119 723	NLS : 9 599 411
<b>Bondy Georges</b>	NIGEND : 146 738	NLS : 9 613 252
<b>Carbonnier Philippe</b>	NIGEND : 254 171	NLS : 9 540 102
<b>Bret Grégory</b>	NIGEND : 194 835	NLS : 9 576 068
<b>Ricaud Jean-Michel</b>	NIGEND : 257 597	NLS : 9 576 426

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Beaulieu Laurent</b>	NIGEND : 113 170	NLS : 9 620 448
<b>Busquet Eric</b>	NIGEND : 112 165	NLS : 9 621 939
<b>Raynaud Serge</b>	NIGEND : 118 080	NLS : 9 627 849

<b>Gadeau</b> Pierre	NIGEND : 116377	NLS : 9620395
<b>Garnaud</b> Lionel	NIGEND : 125822	NLS : 9637614
<b>Marquet</b> Eric	NIGEND : 127507	NLS : 9631213
<b>Bayoux</b> Hervé	NIGEND : 127667	NLS : 9628042
<b>Blay</b> Lionel	NIGEND : 125677	NLS : 9620450
<b>Guillemain</b> Christophe	NIGEND : 133343	NLS : 9623388
<b>Meunier</b> Stéphane	NIGEND : 256793	NLS : 9533491
<b>Berradja</b> Mehdi	NIGEND : 253686	NLS : 9579163
<b>Caillaud</b> David	NIGEND : 254127	NLS : 9537809
<b>Fuzeau</b> Bettina	NIGEND : 317162	NLS : 9591430
<b>Sabourin</b> David	NIGEND : 231788	NLS : 9606563
<b>Cornil</b> Janny	NIGEND : 254506	NLS : 9590786
<b>Marchand</b> Anaïs	NIGEND : 256605	NLS : 9578868
<b>Terrasson</b> Etienne	NIGEND : 310744	NLS : 9586263
<b>Delattre</b> Guillaume	NIGEND : 311073	NLS : 9590967
<b>Souil</b> Tony	NIGEND : 317189	NLS : 9591438
<b>Gabillard</b> Elodie	NIGEND : 310768	NLS : 9590946
<b>Petit</b> Georges	NIGEND : 257259	NLS : 9578502
<b>El-hsaini</b> Adil	NIGEND : 319852	NLS : 9591648
<b>Salido</b> Sandra	NIGEND : 307036	NLS : 9578665
<b>Traoré</b> Néné	NIGEND : 310966	NLS : 9621885

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 15 novembre 2018.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,  
Y. DUMEZ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 21407 du 22 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve  
du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1828043S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21405 du 22 novembre 2018 (NOR : INTJ1828042S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Hervault Jean-Marc</b>	NIGEND : 70045
<b>Charbonnel Marc</b>	NIGEND : 108 827
<b>Richet Frédéric</b>	NIGEND : 111 882
<b>Morer Michel</b>	NIGEND : 116 544
<b>Feuvrier Christian</b>	NIGEND : 118 997
<b>Delabre Eric</b>	NIGEND : 123 392
<b>Pomerol Christian</b>	NIGEND : 124 512
<b>Houdebine Damien</b>	NIGEND : 261 807
<b>Paupert Bruno</b>	NIGEND : 262 435

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Château Dominique</b>	NIGEND : 91 453
<b>Fenoglio Christian</b>	NIGEND : 101 945
<b>Molinier Alain</b>	NIGEND : 104 252
<b>Rondel Louis</b>	NIGEND : 109 020
<b>Witkiewicz Marc</b>	NIGEND : 120 637
<b>Coutarel Jean-Marc</b>	NIGEND : 124 361
<b>Sasiela Miecislav</b>	NIGEND : 137 241
<b>Leroy Olivier</b>	NIGEND : 149 307
<b>Pinault Laurent</b>	NIGEND : 168 502
<b>Colas Philippe</b>	NIGEND : 261 071
<b>Cueille Pascal</b>	NIGEND : 261 156
<b>Faure Pierre</b>	NIGEND : 261 438
<b>Frère Laurent</b>	NIGEND : 261 516
<b>Vidal Hervé</b>	NIGEND : 263 027
<b>Poncet Arnaud</b>	NIGEND : 317 587

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Sworowski Edouard</b>	NIGEND : 102 767
<b>Chanteloup André</b>	NIGEND : 102 924



<b>Batisson Jean-Claude</b>	NIGEND : 107 115
<b>Dallet Jacques</b>	NIGEND : 108 274
<b>Grançon Jean-Louis</b>	NIGEND : 108 627
<b>Ollier Philippe</b>	NIGEND : 111 509
<b>Priolet Patrick</b>	NIGEND : 111 517
<b>Delamare Christophe</b>	NIGEND : 113 729
<b>Remondeau Eric</b>	NIGEND : 116 428
<b>Lion Michel</b>	NIGEND : 119 342
<b>Acoulon Jacques</b>	NIGEND : 122 005
<b>Escudé Alain</b>	NIGEND : 127 724
<b>Tournadre Michel</b>	NIGEND : 128 948
<b>Mioche Mireille</b>	NIGEND : 135 750
<b>Rossillol Joël</b>	NIGEND : 147 644
<b>Gicquel Christine</b>	NIGEND : 200 653
<b>Chautard Aurore</b>	NIGEND : 206 605
<b>Dutruel Raphaël</b>	NIGEND : 234 476
<b>Blois Christophe</b>	NIGEND : 260 727
<b>Carpentier Laurent</b>	NIGEND : 260 915
<b>Chabrier Stéphane</b>	NIGEND : 260 950
<b>Combette Cyril</b>	NIGEND : 261 084
<b>Cortial Angèle</b>	NIGEND : 261 110
<b>Demoulin Jean-Paul</b>	NIGEND : 261 242
<b>Deydier Fabien</b>	NIGEND : 261 280
<b>Fayet Noël</b>	NIGEND : 261 448
<b>Gaudet Jean-Michel</b>	NIGEND : 261 570
<b>Giraud Fabien</b>	NIGEND : 261 631
<b>Gougat Bruno</b>	NIGEND : 261 668
<b>Gracia Denis</b>	NIGEND : 261 677
<b>Lacogne Fabrice</b>	NIGEND : 261 922
<b>Laroche Eric</b>	NIGEND : 261 958
<b>Lasset Jean-Philippe</b>	NIGEND : 261 962
<b>Lhoste Stéphane</b>	NIGEND : 262 029
<b>Mallet Nicolas</b>	NIGEND : 262 090
<b>Valette Christophe</b>	NIGEND : 262 974
<b>Villafranca Grégory</b>	NIGEND : 263 037
<b>Vispron Alain</b>	NIGEND : 263 054
<b>Villesèche Philippe</b>	NIGEND : 314 834
<b>Maury Jean-Philippe</b>	NIGEND : 318 046

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

<b>Bendadda Jamal</b>	NIGEND : 260 632
<b>Gaudemer Yohann</b>	NIGEND : 320 299
<b>Lherm Sébastien</b>	NIGEND : 333 367
<b>Gire Arnaud</b>	NIGEND : 336 013
<b>Aabouda Anissa</b>	NIGEND : 260 439
<b>Magne Alexis</b>	NIGEND : 311 593
<b>Gimbert Philippe</b>	NIGEND : 314 828
<b>Martel Allan</b>	NIGEND : 256 656
<b>Lacoste Joël</b>	NIGEND : 116 169
<b>Lucand Bruno</b>	NIGEND : 119 213

<b>Paquin</b> Thierry	NIGEND : 120 242
<b>Fougeroux</b> Patrick	NIGEND : 124 783
<b>Bony</b> Philippe	NIGEND : 125 572
<b>Corre</b> Gilles	NIGEND : 128 877
<b>Calais</b> Didier	NIGEND : 131 518
<b>Decaudin</b> Pierre	NIGEND : 140 388
<b>Cave</b> Philippe	NIGEND : 147 002
<b>Quéré</b> Anne	NIGEND : 184 613
<b>Gadet</b> Andy	NIGEND : 261 527
<b>Matz</b> Vincent	NIGEND : 262 180
<b>Lopès da Silva</b> Ivo	NIGEND : 311 632
<b>Pierre</b> Erwan	NIGEND : 314 011
<b>Vessella</b> Bruno	NIGEND : 314 006
<b>Leroy</b> Bruno	NIGEND : 315 978
<b>Tavarès</b> Florian	NIGEND : 315 975
<b>Sauzet</b> Hervé	NIGEND : 262 773
<b>Krauthaker</b> Bruno	NIGEND : 407 230

Article 2

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers du corps de soutien technique  
et administratif de la gendarmerie nationale*

L'adjudant-chef de réserve dont le nom suit est promu au grade de major de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Trausch** Tony                      NIGEND : 185 817

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 22 novembre 2018.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 52291 du 24 novembre 2018 portant promotion  
d'un sous-officier de réserve du commandement de la gendarmerie de Mayotte**

NOR : INTJ1832636S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 52290 du 24 novembre 2018 (NOR : INTJ1832635S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

*Sous-officier de réserve rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Le gendarme de réserve dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

**Mohamed** Abdallah

NIGEND : 310672

NLS : 9614452

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 novembre 2018.

*Le général de division,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale**Décision n° 12183 du 18 février 2019 portant promotion de sous-officiers  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1904841S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 86803 du 12 décembre 2018 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (NOR: INTJ1734118S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Quesneau Xavier</b>	NIGEND : 175 133	NLS : 8 031 156
<b>Leblain Karine</b>	NIGEND : 175 785	NLS : 8 030 332
<b>Charles Sandrine</b>	NIGEND : 186 075	NLS : 6 001 449
<b>Le Rolland Karine</b>	NIGEND : 175 762	NLS : 8 030 630

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>May Emmanuel</b>	NIGEND : 166 287	NLS : 5 303 804
<b>Montémont Jean</b>	NIGEND : 170 258	NLS : 8 021 208
<b>Crapel Béatrice</b>	NIGEND : 176 424	NLS : 8 032 137

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Coignard Louis-Marie</b>	NIGEND : 169 787	NLS : 5 288 006
<b>Guarneri Nicolas</b>	NIGEND : 176 482	NLS : 5 291 044

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Gélineau David</b>	NIGEND : 168 649	NLS : 8 024 433
-----------------------	------------------	-----------------

*Spécialité armuriers*

<b>Haon Joël</b>	NIGEND : 185 754	NLS : 6 041 363
------------------	------------------	-----------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Ravary Sébastien</b>	NIGEND : 170 989	NLS : 8 026 576
-------------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Baude Stéphane</b>	NIGEND : 175 119	NLS : 8 034 855
<b>Rimezt José</b>	NIGEND : 203 140	NLS : 8 054 873
<b>Kapp Sandrine</b>	NIGEND : 195 043	NLS : 8 048 137

<b>Bouthors Magali</b>	NIGEND : 169 380	NLS : 8 028 993
<b>Le Roux Sonia</b>	NIGEND : 167 762	NLS : 8 029 925
<b>Alote Céline</b>	NIGEND : 183 729	NLS : 8 034 101
<b>Blanquet Géraldine</b>	NIGEND : 195 025	NLS : 8 048 091
<b>Guérineau Valérie</b>	NIGEND : 163 257	NLS : 8 023 457
<b>Cottaz Évelyne</b>	NIGEND : 150 208	NLS : 8 007 974
<b>Barreira Cécile</b>	NIGEND : 179 557	NLS : 8 037 183
<b>Philippon Gaëlle</b>	NIGEND : 198 097	NLS : 8 055 649

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Jarry Linda</b>	NIGEND : 162 461	NLS : 8 023 161
<b>Diaz Maria</b>	NIGEND : 161 380	NLS : 8 018 435
<b>Lory Virginie</b>	NIGEND : 165 935	NLS : 8 026 557
<b>Battagliotti Fabrice</b>	NIGEND : 185 747	NLS : 6 541 444
<b>Maccrez Sophie</b>	NIGEND : 148 823	NLS : 8 008 839
<b>Gergaud Cynthia</b>	NIGEND : 167 757	NLS : 8 029 030

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Beaumal Bernard</b>	NIGEND : 167 602	NLS : 8 021 237
<b>Barbier Bruno</b>	NIGEND : 193 498	NLS : 5 301 180
<b>Lardièr Olivier</b>	NIGEND : 169 458	NLS : 6 017 006
<b>Sevestre Widick</b>	NIGEND : 170 053	NLS : 8 025 532

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Deveaux Sébastien</b>	NIGEND : 178 232	NLS : 8 029 015
--------------------------	------------------	-----------------

*Spécialité armuriers*

<b>Camus Nicolas</b>	NIGEND : 202 507	NLS : 8 054 286
----------------------	------------------	-----------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Leclaire Katia</b>	NIGEND : 205 795	NLS : 8 058 501
-----------------------	------------------	-----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>François Philippe</b>	NIGEND : 174 451	NLS : 8 028 024
<b>Mérieau Laurene</b>	NIGEND : 226 548	NLS : 8 075 176
<b>Vivien Caroline</b>	NIGEND : 217 802	NLS : 8 070 953
<b>Zugasti Nicolas</b>	NIGEND : 167 463	NLS : 8 023 499
<b>Meynadier Tiphaine</b>	NIGEND : 209 676	NLS : 8 062 113
<b>Paris Stéphanie</b>	NIGEND : 203 773	NLS : 8 059 189
<b>Machado Julie</b>	NIGEND : 221 339	NLS : 8 073 391
<b>Balsan Natacha</b>	NIGEND : 205 034	NLS : 8 058 905
<b>Marsial Emilie</b>	NIGEND : 242 417	NLS : 8 095 677
<b>Laurens Charline</b>	NIGEND : 218 730	NLS : 8 064 849
<b>Ambroset Sophie</b>	NIGEND : 300 964	NLS : 8 090 303
<b>Correia Isabelle</b>	NIGEND : 165 308	NLS : 8 023 139
<b>Lamrani Lobna</b>	NIGEND : 218 152	NLS : 8 071 127
<b>Montier Bérangère</b>	NIGEND : 306 684	NLS : 8 091 222
<b>Lario Paula</b>	NIGEND : 240 279	NLS : 8 094 404
<b>Lecrenier Emilie</b>	NIGEND : 301 065	NLS : 8 090 366

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Coisy</b> Edwige	NIGEND : 178 490	NLS : 8 053 981
<b>Vitry</b> Valérie	NIGEND : 170 218	NLS : 8 026 283
<b>Royer</b> Stéphanie	NIGEND : 181 427	NLS : 8 033 735
<b>Léger</b> Mélanie	NIGEND : 193 246	NLS : 8 049 296
<b>Dolci</b> Christine	NIGEND : 202 986	NLS : 8 058 187
<b>Tessiot</b> Benoît	NIGEND : 187 391	NLS : 8 034 572
<b>Genolini</b> Laurence	NIGEND : 167 756	NLS : 8 028 026
<b>Bendjelti</b> Abdelkader	NIGEND : 187 149	NLS : 8 046 036
<b>Pacholak</b> Sandrine	NIGEND : 199 394	NLS : 8 046 726
<b>Giraud</b> Stéphane	NIGEND : 196 850	NLS : 8 052 764

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Oddos</b> Joël	NIGEND : 175 381	NLS : 8 028 313
<b>Mathey</b> Raphaël	NIGEND : 190 060	NLS : 8 039 448
<b>Loeuillet</b> Vincent	NIGEND : 178 213	NLS : 8 029 056
<b>Sabaloua</b> Philippe	NIGEND : 193 491	NLS : 6 023 352
<b>Grenette</b> Olivier	NIGEND : 169 852	NLS : 8 018 163
<b>Bidois</b> Ludovic	NIGEND : 192 479	NLS : 8 039 642
<b>Chauvé</b> Stéphane	NIGEND : 205 934	NLS : 8 058 574

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Granvau</b> Karen	NIGEND : 213 616	NLS : 8 067 999
<b>Dondon</b> Julien	NIGEND : 220 311	NLS : 8 072 509
<b>Angin</b> Simon	NIGEND : 224 049	NLS : 8 083 874
<b>Siroy</b> Gaëlle	NIGEND : 205 604	NLS : 8 058 553

*Spécialité armuriers*

<b>Benedi</b> Nicolas	NIGEND : 246 143	NLS : 8 088 964
-----------------------	------------------	-----------------

*Spécialité restauration collective*

<b>Thibault</b> Sandrine	NIGEND : 233 050	NLS : 8 079 318
<b>Tirmarche</b> Richard	NIGEND : 301 309	NLS : 8 090 395

## Article 4

Les maréchaux des logis dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019.

*Spécialité administration et gestion du personnel*

<b>Proust</b> Stéphanie	NIGEND : 333 193	NLS : 8 057 634
<b>Leroy</b> Marylou	NIGEND : 239 552	NLS : 8 094 205
<b>Martin</b> Mathilde	NIGEND : 321 554	NLS : 8 113 018
<b>Bodo</b> Jessica	NIGEND : 213 593	NLS : 8 067 964
<b>Pernin</b> Elodie	NIGEND : 241 779	NLS : 8 095 056
<b>Brasseur</b> Laëtitia	NIGEND : 245 596	NLS : 8 097 926
<b>Correia</b> Manuela	NIGEND : 306 634	NLS : 8 091 164
<b>Nelsom</b> Christelle	NIGEND : 306 688	NLS : 8 091 216
<b>Persyn</b> Virginie	NIGEND : 216 939	NLS : 8 070 253
<b>Moulin</b> Laurianne	NIGEND : 304 705	NLS : 6 722 386
<b>Olivier</b> Lucie	NIGEND : 218 920	NLS : 8 071 681
<b>Riune-Lacabe</b> Prescillia	NIGEND : 313 694	NLS : 8 109 365
<b>Décime</b> Érika	NIGEND : 309 963	NLS : 8 091 848
<b>Lagnel</b> Audrey	NIGEND : 211 067	NLS : 8 066 361

<b>Boisnard</b> Agnès	NIGEND : 240 119	NLS : 8 094 254
<b>Rached</b> Fatima	NIGEND : 304 564	NLS : 8 090 776
<b>Rifflard</b> Delphine	NIGEND : 312 347	NLS : 8 092 416
<b>Jolly</b> Fabien	NIGEND : 228 942	NLS : 8 076 989
<b>Agostinho</b> Sophie	NIGEND : 321 347	NLS : 8 093 174
<b>Labru</b> Annabelle	NIGEND : 240 855	NLS : 8 094 836
<b>Germany</b> Karine	NIGEND : 300 983	NLS : 8 090 343
<b>Lafargue</b> Aurélie	NIGEND : 321 371	NLS : 6 717 799
<b>Barbaux</b> Marie-Laure	NIGEND : 301 372	NLS : 8 090 307
<b>Poulidor</b> Priscilla	NIGEND : 236 344	NLS : 8 081 441
<b>Macaire</b> Cédric	NIGEND : 309 999	NLS : 8 091 882
<b>Girardin</b> Anaïs	NIGEND : 312 455	NLS : 8 092 351
<b>Hecquard</b> Matthieu	NIGEND : 301 009	NLS : 8 090 353
<b>Gobard</b> Julien	NIGEND : 212 291	NLS : 8 067 159
<b>Salingue</b> Clémence	NIGEND : 310 026	NLS : 8 093 219

*Spécialité gestion logistique et financière*

<b>Bertin</b> Florence	NIGEND : 225 394	NLS : 8 074 470
<b>Kerloc'h</b> Marion	NIGEND : 228 723	NLS : 6 694 877
<b>Wagner</b> Gwendoline	NIGEND : 246 208	NLS : 8 089 009
<b>Brunel</b> Stéphanie	NIGEND : 240 483	NLS : 8 094 479
<b>Faure</b> Patrick	NIGEND : 243 765	NLS : 8 088 864
<b>Trinquier</b> Laurie	NIGEND : 229 000	NLS : 8 077 045
<b>Nassoy</b> Erwan	NIGEND : 246 198	NLS : 8 089 000
<b>Maamour</b> Samir	NIGEND : 243 777	NLS : 8 088 878
<b>Roques</b> Nathalie	NIGEND : 301 273	NLS : 8 090 413
<b>Marchitto</b> Déborah	NIGEND : 306 543	NLS : 8 091 210
<b>Vincent</b> Déborah	NIGEND : 197 488	NLS : 8 055 729
<b>Philippot</b> Mélanie	NIGEND : 310 016	NLS : 8 091 899
<b>Lafon</b> Kriss	NIGEND : 243 775	NLS : 8 088 874

*Spécialité auto-engins blindés*

<b>Boucher</b> Cyprien	NIGEND : 243 758	NLS : 8 090 317
<b>Eléonore</b> Jean-Eric	NIGEND : 304 247	NLS : 8 090 729
<b>Cesari</b> Fabien	NIGEND : 232 959	NLS : 8 079 233
<b>Riou</b> Mikaël	NIGEND : 301 269	NLS : 8 090 390
<b>Bourrée</b> Régis	NIGEND : 315 870	NLS : 8 092 483
<b>Fourcade</b> Benoît	NIGEND : 304 251	NLS : 8 090 732
<b>Hemmer</b> Frédéric	NIGEND : 306 404	NLS : 8 091 186
<b>Breton</b> Grégory	NIGEND : 301 090	NLS : 8 090 321
<b>Babule</b> Laurent	NIGEND : 243 754	NLS : 8 088 856

*Spécialité affaires immobilières*

<b>Rodrigues</b> Yannick	NIGEND : 231 982	NLS : 8 085 770
<b>Vaugien</b> Marie-Line	NIGEND : 301 320	NLS : 8 090 399
<b>Gasiorowski</b> Emmanuelle	NIGEND : 213 739	NLS : 8 067 996
<b>Haddjeri</b> Linda	NIGEND : 230 408	NLS : 8 077 959

*Spécialité armuriers*

<b>Lambert</b> Jean-Gabriel	NIGEND : 304 425	NLS : 8 090 750
<b>Landrieu</b> Emmanuel	NIGEND : 306 452	NLS : 8 091 196

*Spécialité restauration collective*

**Gauthier** Ludovic

NIGEND : 305 352

NLS : 8 103 349

**Borgès Goncalvès** Philippe

NIGEND : 227 427

NLS : 8 075 736

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 février 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandant de la gendarmerie  
outre-mer**Décision n° 10121 du 5 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique »**

NOR : INTJ1904456S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>De La Varga</b> Miguel	NIGEND : 144 271	NLS : 8 003 224
<b>Razafindrainibe</b> Alain	NIGEND : 154 695	NLS : 8 012 294
<b>Morlaes</b> Michel	NIGEND : 138 469	NLS : 5 324 874

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Perrin</b> Christophe	NIGEND : 180 611	NLS : 8 029 871
<b>Androuard</b> Didier	NIGEND : 166 920	NLS : 8 023 102
<b>Rodier</b> Mathieu	NIGEND : 201 981	NLS : 8 054 631
<b>Lorillon</b> Cyril	NIGEND : 197 076	NLS : 8 048 535

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Castaing</b> Pierre	NIGEND : 234 047	NLS : 8 086 298
<b>Ortic</b> Denis	NIGEND : 146 684	NLS : 8 004 074
<b>Cierniak</b> Romain	NIGEND : 195 574	NLS : 8 047 998
<b>Belaud</b> Emmanuel	NIGEND : 191 239	NLS : 8 039 904
<b>Aubies-Trouilh</b> Romain	NIGEND : 183 487	NLS : 8 036 524
<b>Gainard</b> Laurent	NIGEND : 231 205	NLS : 8 085 260
<b>Bonillo</b> Richard	NIGEND : 229 075	NLS : 6 568 768
<b>Feret</b> David	NIGEND : 165 844	NLS : 8 021 635

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Chevalier</b> David	NIGEND : 213 485	NLS : 8 063 775
<b>Bruley</b> Nicolas	NIGEND : 239 188	NLS : 6 617 989
<b>Séraphin</b> Jean	NIGEND : 307 948	NLS : 6 587 100
<b>Arnaud</b> Violaine	NIGEND : 327 442	NLS : 8 116 072

**Trancart** Mickaël

NIGEND : 179 212

NLS : 8 035 547

**Emma** Yanis

NIGEND : 204 553

NLS : 8 060 914

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mars 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandant de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 10122 du 5 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant ambassade »**

NOR : INTJ1904457S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54408 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828657S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019:

**Delattre** Damien

NIGEND : 161 264

NLS : 8 018 324

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019:

**Berthiot** Jean-Michel

NIGEND : 140 354

NLS : 5 325 009

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 mars 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 7162 du 12 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1904440S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Main</b> Frédéric	NIGEND : 154074	NLS : 8011858
----------------------	-----------------	---------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Loustalot</b> Bernard	NIGEND : 147495	NLS : 8005490
<b>Recouly</b> François	NIGEND : 132451	NLS : 5295577

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Anty</b> Julien	NIGEND : 178328	NLS : 8037769
<b>Casanas</b> Alexandre	NIGEND : 166604	NLS : 8022818
<b>Riboulet</b> Philippe	NIGEND : 204147	NLS : 8055123
<b>Moreau</b> Anthony	NIGEND : 208807	NLS : 8062783
<b>Delabye</b> Pierre	NIGEND : 220806	NLS : 8072978
<b>Garcia</b> Frédéric	NIGEND : 174683	NLS : 8028239

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Mir</b> Damien	NIGEND : 205519	NLS : 8059709
<b>Horcajuelo</b> Michaël	NIGEND : 221147	NLS : 8073282
<b>Carboni</b> Yohan	NIGEND : 308848	NLS : 8091721
<b>Herencia</b> Virginie	NIGEND : 332258	NLS : 8143343
<b>Duhail</b> Mickaël	NIGEND : 207589	NLS : 8061647
<b>Marco</b> Émilie	NIGEND : 202932	NLS : 8058345
<b>Berna</b> Mathieu	NIGEND : 312829	NLS : 8108665
<b>Delbecque</b> Johann	NIGEND : 243069	NLS : 6590679
<b>Bernard</b> Pierre-Alexandre	NIGEND : 253677	NLS : 8143456

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 19540 du 12 mars 2019 portant promotion  
d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « affaires immobilières »**

NOR : INTJ1906963S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88720 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831934S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019:

**Sulpizio** Jean-Louis

NIGEND : 138 984

NLS : 5 323 494

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 19548 du 12 mars 2019 portant promotion  
d'un sous-officier de gendarmerie de la spécialité « montagne »**

NOR : INTJ1906962S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88703 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831933S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

**Claudepierre** Lionel

NIGEND : 186166

NLS : 8034619

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 19635 du 12 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication »**

NOR : INTJ1906959S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88987 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831927S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Lepareux</b> David	NIGEND : 162 237	NLS : 8 019 169
<b>Leopardi</b> Christophe	NIGEND : 159 063	NLS : 8 016 362

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Finjean</b> Yannick	NIGEND : 165 054	NLS : 8 021 740
<b>Derrien</b> Bruno	NIGEND : 243 566	NLS : 8 088 709
<b>Lappeman</b> Frédéric	NIGEND : 166 025	NLS : 8 022 461
<b>Fierquin</b> Jérôme	NIGEND : 217 356	NLS : 8 064 489
<b>Nunès</b> Éric	NIGEND : 150 578	NLS : 8 008 380
<b>Lameignère</b> Vincent	NIGEND : 165 074	NLS : 8 021 758
<b>Arnaud</b> Florent	NIGEND : 165 634	NLS : 8 022 203

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Jalicot</b> Pierrick	NIGEND : 319 079	NLS : 8 092 779
<b>Pothier</b> Vincent	NIGEND : 230 957	NLS : 8 078 103
<b>Bouyer</b> Thibaud	NIGEND : 353 649	NLS : 6 733 471
<b>Triquoire</b> Thomas	NIGEND : 323 499	NLS : 8 113 943
<b>Vire</b> Julien	NIGEND : 360 961	NLS : 8 144 200

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
O. COURTET



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 2177 du 13 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1904462S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

**Da Vitoria** Franck                      NIGEND : 186 327              NLS : 8 041 153

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

**Pinaquy** David                      NIGEND : 195 725              NLS : 8 054 112

**Allain** Christophe                      NIGEND : 193 715              NLS : 8 047 527

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019

**Dakkouni** Keenan                      NIGEND : 183 784              NLS : 8 038 082

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mars 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie des transports aériens,*  
F. FORMELL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 6063 du 13 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1904426S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Jakisa</b> Pascal	NIGEND : 136 895	NLS : 5 322 750
<b>Monnerie</b> Pascal-André	NIGEND : 163 890	NLS : 8 020 656

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Genaux</b> Benjamin	NIGEND : 217 101	NLS : 8 070 638
<b>Boutin</b> Olivier	NIGEND : 199 991	NLS : 8 048 594
<b>Tussing</b> Geoffrey	NIGEND : 219 055	NLS : 8 065 077
<b>Pagnod</b> Fabrice	NIGEND : 192 349	NLS : 8 040 470

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Neau</b> David	NIGEND : 248 293	NLS : 8 089 463
<b>Lemarchand</b> Géraldine	NIGEND : 235 156	NLS : 8 080 442
<b>Fontaine</b> Kévin	NIGEND : 200 309	NLS : 8 050 150
<b>Lorrain</b> Xavier	NIGEND : 227 641	NLS : 8 058 449
<b>Rossignol</b> Stéphanie	NIGEND : 311 282	NLS : 8 092 251
<b>Térouanne</b> Marc	NIGEND : 323 859	NLS : 8 093 415
<b>Pouey</b> Stéphane	NIGEND : 181 585	NLS : 8 033 542

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Dagmey</b> Déborah	NIGEND : 322 097	NLS : 8 113 369
<b>Duthil</b> Antoine	NIGEND : 354 349	NLS : 8 143 689
<b>Dumas</b> Sullivan	NIGEND : 245 457	NLS : 8 097 825
<b>Dupin</b> Maxence	NIGEND : 348 785	NLS : 8 045 109
<b>Guillou</b> Yolán	NIGEND : 356 503	NLS : 8 143 836
<b>Engrand</b> Janie	NIGEND : 303 543	NLS : 8 090 821
<b>Guihard</b> Charline	NIGEND : 362 147	NLS : 8 144 511

**Godbillot** Mickaël

NIGEND : 179976

NLS : 8036808

**Dubut** Jérôme

NIGEND : 212518

NLS : 8067144

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mars 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*

P. SÉGURA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 8395 du 14 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1904441S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S);

Vu la décision n° 80560 du 4 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Julia</b> Jean-Marc	NIGEND : 132 151	NLS : 5 295 436
------------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Matile</b> Denis	NIGEND : 210 370	NLS : 8 063 058
<b>Amalric</b> Florence	NIGEND : 146 721	NLS : 8 005 201
<b>Fourneret</b> Benoît	NIGEND : 148 717	NLS : 8 006 524

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Laffitau</b> Frédéric	NIGEND : 195 575	NLS : 8 048 031
<b>Bourniquel</b> Sébastien	NIGEND : 212 736	NLS : 8 063 657
<b>Chelmi</b> Stéphane	NIGEND : 230 561	NLS : 8 085 041
<b>De Andrade</b> Emmanuel	NIGEND : 175 448	NLS : 8 028 423
<b>Portefaix</b> Xavier	NIGEND : 195 526	NLS : 8 048 054
<b>Bononi</b> Fabien	NIGEND : 162 991	NLS : 8 019 813
<b>Olivieri</b> Davy	NIGEND : 175 727	NLS : 8 034 880
<b>Mezy</b> Sandra	NIGEND : 233 278	NLS : 8 086 042
<b>Ara</b> Gérald	NIGEND : 179 999	NLS : 8 029 701
<b>Plasson</b> Patrick	NIGEND : 164 642	NLS : 8 021 372

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Fait</b> Amélie	NIGEND : 353 691	NLS : 8 143 581
<b>Simon</b> Fabien	NIGEND : 216 454	NLS : 8 070 159
<b>Teulet</b> Fabrice	NIGEND : 239 958	NLS : 8 087 570
<b>Chalier</b> Guillaume	NIGEND : 209 392	NLS : 8 050 914

<b>Nauel</b> Gautier	NIGEND : 227 355	NLS : 8 075 683
<b>Pouget</b> Nicolas	NIGEND : 232 146	NLS : 8 085 566
<b>Mathon</b> Grégory	NIGEND : 213 098	NLS : 8 067 590
<b>De Pinho</b> Jérémy	NIGEND : 254 721	NLS : 8 057 476

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 mars 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant par suppléance le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
L. GÉRIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 4005 du 18 mars 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1904470S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Renaud</b> Pascal	NIGEND : 142 368	NLS : 5 281 980
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Hébert</b> Frédéric	NIGEND : 175 572	NLS : 8 028 552
------------------------	------------------	-----------------

<b>Linant</b> Jérôme	NIGEND : 183 434	NLS : 6 565 756
----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Aupy</b> Laurent	NIGEND : 174 988	NLS : 8 062 938
---------------------	------------------	-----------------

<b>Bourdeau</b> Éric	NIGEND : 118 257	NLS : 8 092 875
----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> avril 2019 :

<b>Le Jan</b> Yoann	NIGEND : 352 292	NLS : 8 117 584
---------------------	------------------	-----------------

<b>Bertrand</b> Maryline	NIGEND : 239 733	NLS : 8 087 710
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Ratsimba</b> David	NIGEND : 303 331	NLS : 8 090 681
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 mars 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie maritime,*  
G. GRIMAUD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est

**Décision n° 4127 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1909425S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Boulanger Eric</b>	NIGEND : 160 188	NLS : 8017213
-----------------------	------------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Helm Jean</b>	NIGEND : 163 654	NLS : 8020345
------------------	------------------	---------------

<b>Wolff Stéphane</b>	NIGEND : 186 793	NLS : 8038286
-----------------------	------------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Maubre Sébastien</b>	NIGEND : 241 258	NLS : 8088105
-------------------------	------------------	---------------

<b>Meyer Kevin</b>	NIGEND : 311 514	NLS : 8092305
--------------------	------------------	---------------

<b>Bodilis Franck</b>	NIGEND : 173 998	NLS : 8027808
-----------------------	------------------	---------------

<b>Demark Fabrice</b>	NIGEND : 225 605	NLS : 8084189
-----------------------	------------------	---------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Reinstadt Jules</b>	NIGEND : 356 315	NLS : 8143880
------------------------	------------------	---------------

<b>Trodoux Olivier</b>	NIGEND : 247 057	NLS : 8098696
------------------------	------------------	---------------

<b>Schaller Anthony</b>	NIGEND : 311 354	NLS : 8092328
-------------------------	------------------	---------------

<b>Fischer Sébastien</b>	NIGEND : 267 839	NLS : 8110120
--------------------------	------------------	---------------

<b>Serrano Nicolas</b>	NIGEND : 334 345	NLS : 8057745
------------------------	------------------	---------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> avril 2019.

*Le colonel, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*  
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

**Décision n° 11488 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est**

NOR : INTJ1909423S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Didat</b> Serge	NIGEND : 132 821	NLS : 5 294 733
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Cacioli</b> Michel	NIGEND : 159 367	NLS : 8 016 615
<b>Bénard</b> Sergio	NIGEND : 166 593	NLS : 8 022 808
<b>Maire-Sebille</b> Daniel	NIGEND : 139 990	NLS : 5 305 037

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Boisson</b> Anthony	NIGEND : 301 116	NLS : 8 090 157
<b>Gil</b> Yohan	NIGEND : 234 686	NLS : 8 086 522
<b>Casal</b> Sébastien	NIGEND : 176 861	NLS : 8 033 434
<b>Lienhardt</b> Michel	NIGEND : 173 776	NLS : 8 033 717
<b>Prudon</b> Romain	NIGEND : 248 656	NLS : 8 089 808

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Garbit</b> Victor	NIGEND : 310 361	NLS : 8 092 160
<b>Lapierre</b> Jonathan	NIGEND : 341 340	NLS : 8 116 883
<b>Coutinho</b> Jacky	NIGEND : 247 098	NLS : 8 098 935
<b>Durand</b> Florian	NIGEND : 316 710	NLS : 8 110 888
<b>Taïsson</b> Sébastien	NIGEND : 237 161	NLS : 8 082 223



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
B. JOCKERS

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Est

# **Décision n° 11575 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

NOR : INTJ1909422S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S),

Décide:

## Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bittmann Patrick</b>	NIGEND : 157 684	NLS : 8015 113
-------------------------	------------------	----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Pieta Philippe</b>	NIGEND : 143 385	NLS : 8018 278
-----------------------	------------------	----------------

<b>Strmseck José</b>	NIGEND : 164 518	NLS : 6001 942
----------------------	------------------	----------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Venck Noémie</b>	NIGEND : 239 326	NLS : 8093 869
---------------------	------------------	----------------

<b>Grochowalski Frank</b>	NIGEND : 206 584	NLS : 8060 093
---------------------------	------------------	----------------

<b>Denis Jérôme</b>	NIGEND : 161 114	NLS : 8018 230
---------------------	------------------	----------------

<b>Scher Patrick</b>	NIGEND : 152 144	NLS : 8010 092
----------------------	------------------	----------------

<b>Fasquel Julien</b>	NIGEND : 225 040	NLS : 8074 325
-----------------------	------------------	----------------

<b>Gabet David</b>	NIGEND : 240 031	NLS : 8087 599
--------------------	------------------	----------------

<b>Cobessi Didier</b>	NIGEND : 163 296	NLS : 8020 115
-----------------------	------------------	----------------

<b>Steffen Jean-Marc</b>	NIGEND : 126 881	NLS : 5279 294
--------------------------	------------------	----------------

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Baudonnel Nicolas</b>	NIGEND : 307 429	NLS : 8091 321
--------------------------	------------------	----------------

<b>Baradon Bertrand</b>	NIGEND : 180 201	NLS : 8033 493
-------------------------	------------------	----------------

<b>Robinet Régine</b>	NIGEND : 320 632	NLS : 8112 524
-----------------------	------------------	----------------

<b>Vicic Johan</b>	NIGEND : 304 901	NLS : 8103 312
--------------------	------------------	----------------

<b>Bonnet Vincent</b>	NIGEND : 226 816	NLS : 8084 579
-----------------------	------------------	----------------

<b>Bonmarchand Maxime</b>	NIGEND : 362 063	NLS : 8144 350
---------------------------	------------------	----------------

<b>Hoosé Anthony</b>	NIGEND : 338 220	NLS : 8106 476
----------------------	------------------	----------------

<b>Wairy Florian</b>	NIGEND : 326 964	NLS : 8057 422
----------------------	------------------	----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1<sup>er</sup> avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie du Grand Est  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*  
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Corse

**Décision n° 3047 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1909417S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Dusart** Cécile                      NIGEND : 160151              NLS : 8039331

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Dautricourt** Claire                      NIGEND : 312932              NLS : 8108561

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie de Corse,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*  
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 5068 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1909399S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Fouldrin** François                      NIGEND : 150 636              NLS : 8 008 439

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Provost** Isabelle                      NIGEND : 171 986              NLS : 8 027 073

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Orange** Martial                      NIGEND : 146 945              NLS : 8 005 355

**Marie** David                      NIGEND : 192 798              NLS : 8 049 170

**Loirat** Sylvie                      NIGEND : 233 208              NLS : 8 085 839

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Cadran** Hugo                      NIGEND : 354 029              NLS : 8 143 734

**Bénard** Valérie                      NIGEND : 227 011              NLS : 8 109 220

**Lepeltier** Thomas                      NIGEND : 314 481              NLS : 8 109 901

**Basin** Julien                      NIGEND : 313 891              NLS : 8 109 812

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Calvados,*  
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 5263 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1909388S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bigot Cédric</b>	NIGEND : 192 339	NLS : 8 040 408
<b>Fitoussi Raphaël</b>	NIGEND : 198 876	NLS : 8 049 004

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Deunf Tristan</b>	NIGEND : 169 939	NLS : 8 025 415
----------------------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,*  
D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 5264 du 2 avril 2019 portant promotion du sous-officier de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ1909389S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Le Coz Jean-Christian**

NIGEND : 183 189

NLS : 8035006

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,*  
D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 5265 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1909387S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Valy Dominique</b>	NIGEND : 145 262	NLS : 8 003 894
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Alexis Patrick</b>	NIGEND : 147 533	NLS : 8 005 920
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bonte Marc</b>	NIGEND : 114 962	NLS : 5 218 509
<b>Foglietti Fabrice</b>	NIGEND : 154 841	NLS : 8 012 537
<b>Mekil Jean-Michel</b>	NIGEND : 196 348	NLS : 8 048 328
<b>Hallegouet Lionel</b>	NIGEND : 161 752	NLS : 8 018 044
<b>Cornet Romain</b>	NIGEND : 209 229	NLS : 8 050 917

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Guiu Emmanuel</b>	NIGEND : 241 898	NLS : 8 095 133
<b>Barreau Romain</b>	NIGEND : 341 134	NLS : 8 110 761
<b>Génot Nicolas</b>	NIGEND : 333 797	NLS : 6 781 148

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de division,  
commandant la garde républicaine,*  
D. STRIEBIG



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Pays de la Loire**Décision n° 11915 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1909405S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Mathes</b> Éric	NIGEND : 132 585	NLS : 5 294 665
--------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Mondon</b> Christophe	NIGEND : 132 868	NLS : 5 294 676
<b>Lechat</b> Franck	NIGEND : 161 763	NLS : 8 018 749
<b>Picard</b> Frédéric	NIGEND : 178 894	NLS : 8 041 449

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Leblanc-Guillot</b> Alexandra	NIGEND : 207 383	NLS : 8 061 433
<b>Leriche</b> Franck	NIGEND : 235 276	NLS : 8 086 474
<b>Charière</b> Jean-Jacques	NIGEND : 154 263	NLS : 8 012 113
<b>Besnard</b> Stéphane	NIGEND : 139 815	NLS : 5 272 206
<b>Convers</b> Stéphane	NIGEND : 148 698	NLS : 8 006 514
<b>Fouillard</b> Manuel	NIGEND : 175 027	NLS : 8 033 120
<b>Thénard</b> Franck	NIGEND : 248 661	NLS : 8 089 813

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Brichet</b> Thierry	NIGEND : 146 992	NLS : 8 005 107
<b>Hermabessière</b> Pierre	NIGEND : 365 707	NLS : 8 093 603
<b>Houssais</b> Alain	NIGEND : 154 517	NLS : 8 012 240
<b>Chevalier</b> Dominique	NIGEND : 217 825	NLS : 8 064 663
<b>Bryon</b> Franck	NIGEND : 300 874	NLS : 8 090 036
<b>Saiz-Liano</b> Anthony	NIGEND : 208 896	NLS : 8 050 900

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie des Pays de la Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*  
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 21471 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ1909410S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Collaudin</b> Christophe	NIGEND : 136093	NLS : 5312125
-----------------------------	-----------------	---------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Denjean</b> Frédéric	NIGEND : 167082	NLS : 8023222
-------------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Pelletier</b> Sylvain	NIGEND : 234713	NLS : 6606332
<b>Goncalvès Dos Santos</b> Yohann	NIGEND : 217490	NLS : 8070799
<b>Rolland</b> Quentin	NIGEND : 311483	NLS : 8107639

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Allexant</b> Mickaël	NIGEND : 260467	NLS : 8117041
<b>Silo</b> Philippe	NIGEND : 199272	NLS : 8046742
<b>Joly</b> Pierre	NIGEND : 318519	NLS : 8111617

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 21547 du 2 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie**

NOR : INTJ1909408S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Ronzier Michel</b>	NIGEND : 70088	NLS : 5282685
<b>Saillard Philippe</b>	NIGEND : 138491	NLS : 5324791

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Vergnon Jean-Philippe</b>	NIGEND : 173840	NLS : 8031495
<b>Giacomoni Dominique</b>	NIGEND : 144825	NLS : 8003139
<b>Saint-Jours Marie-Hélène</b>	NIGEND : 195547	NLS : 8048066
<b>Renat Sabrina</b>	NIGEND : 194244	NLS : 8062012
<b>Bugnone Christian</b>	NIGEND : 174775	NLS : 8031550

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Scappatura Virginie</b>	NIGEND : 241693	NLS : 8088228
<b>Sanchis Julien</b>	NIGEND : 202656	NLS : 8054695
<b>Savetier Jérôme</b>	NIGEND : 242901	NLS : 8095933
<b>Daniel Céline</b>	NIGEND : 220190	NLS : 8083432
<b>Bulteel Jean-Philippe</b>	NIGEND : 219756	NLS : 8072325
<b>Villette Thomas</b>	NIGEND : 242031	NLS : 8088292
<b>Surply Didier</b>	NIGEND : 164034	NLS : 8020590
<b>Anné Stéphane</b>	NIGEND : 215868	NLS : 8063575
<b>Bonnici Karine</b>	NIGEND : 185357	NLS : 8034412
<b>Robbe Aurélie</b>	NIGEND : 224548	NLS : 8073836
<b>Bergeon Patricia</b>	NIGEND : 144620	NLS : 8002304
<b>Roux Julien</b>	NIGEND : 209467	NLS : 8065250
<b>Antolin Candy</b>	NIGEND : 220401	NLS : 8072675

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Viallet</b> Florian	NIGEND : 238 178	NLS : 8 082 812
<b>Moretti</b> Elodie	NIGEND : 356 668	NLS : 8 143 856
<b>Pirolley</b> Sophie	NIGEND : 374 275	NLS : 8 121 568
<b>Roger</b> Sophie	NIGEND : 328 569	NLS : 8 116 350
<b>Le Gac</b> Damien	NIGEND : 360 612	NLS : 6 759 075
<b>Labaied</b> Anissa	NIGEND : 230 802	NLS : 8 078 234
<b>Céane</b> Christophe	NIGEND : 179 667	NLS : 8 037 755
<b>Dupré</b> Alain	NIGEND : 132 938	NLS : 5 295 723
<b>Martin</b> Olivier	NIGEND : 228 210	NLS : 8 076 442
<b>Bernard</b> Charline	NIGEND : 305 982	NLS : 8 104 074
<b>Colafranceschi</b> Morgane	NIGEND : 329 701	NLS : 8 118 230
<b>Le Drogo</b> ff Loïck	NIGEND : 341 901	NLS : 8 137 478
<b>Haring</b> Manarii	NIGEND : 349 266	NLS : 8 117 322
<b>Rollier</b> James	NIGEND : 196 552	NLS : 8 053 323
<b>Revault</b> Kévin	NIGEND : 244 694	NLS : 8 097 285

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*  
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Normandie

**Décision n° 3803 du 3 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime**

NOR : INTJ1909404S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Topczynski</b> Nicolas	NIGEND : 160 694	NLS : 8 017 690
<b>Leveau</b> Grégory	NIGEND : 218 321	NLS : 6 581 881

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Coquin</b> Jérôme	NIGEND : 159 620	NLS : 8 016 828
<b>Marcel</b> Thomas	NIGEND : 228 860	NLS : 8 076 912
<b>Bredel</b> Alexandre	NIGEND : 199 803	NLS : 8 043 887

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Rothé</b> Louis-Gabriel	NIGEND : 231 863	NLS : 8 078 890
<b>Charton</b> Matthieu	NIGEND : 238 664	NLS : 8 083 056
<b>Scheldeman</b> Julie	NIGEND : 234 552	NLS : 8 080 237
<b>Lartin</b> Jean-Michel	NIGEND : 319 089	NLS : 8 092 782

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2019.

*Le général, commandant  
la région de gendarmerie de Normandie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*  
B. BRESSON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 15404 du 3 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1909391S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bonnet</b> Frédéric	NIGEND : 164909	NLS : 8021511
------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>De Boussiers</b> Pierre-Henri	NIGEND : 245037	NLS : 8097451
<b>Gimenez</b> Thibaut	NIGEND : 245470	NLS : 8097838
<b>Labassa</b> Anthony	NIGEND : 213225	NLS : 8067899

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Marquestaut</b> Guillaume	NIGEND : 242490	NLS : 8088524
<b>Bruel</b> Kévin	NIGEND : 303919	NLS : 8102769
<b>Fischer</b> Carl	NIGEND : 356831	NLS : 6651531

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 15405 du 3 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques**

NOR : INTJ1909390S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Grangeneuve</b> Pascal	NIGEND : 128 417	NLS : 5 280 344
<b>Wiliczkowski</b> Lionel	NIGEND : 119 383	NLS : 5 241 797

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Vidal</b> Céline	NIGEND : 186 686	NLS : 8 044 626
<b>Buhlmann</b> Christophe	NIGEND : 147 310	NLS : 8 005 815
<b>Latapie</b> Claude	NIGEND : 145 328	NLS : 8 003 976
<b>Sarrouet</b> Nicolas	NIGEND : 151 573	NLS : 8 009 681

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Lefebvre</b> Gilles	NIGEND : 168 576	NLS : 8 023 767
<b>Verstraet</b> Frédéric	NIGEND : 157 796	NLS : 8 015 193
<b>Ferrero</b> Raphaël	NIGEND : 234 587	NLS : 8 086 656
<b>Moyen</b> Franck	NIGEND : 132 065	NLS : 5 294 075
<b>Carrera</b> Paul	NIGEND : 153 535	NLS : 8 011 124
<b>Pelletier</b> Paul	NIGEND : 143 921	NLS : 8 002 371
<b>Nau</b> Stéphane	NIGEND : 160 364	NLS : 8 017 373

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bergès</b> Fabien	NIGEND : 232 167	NLS : 8 085 588
<b>Laborde Dit Laget</b> Pierre	NIGEND : 226 340	NLS : 8 084 334
<b>Besnier</b> Christophe	NIGEND : 309 873	NLS : 8 091 987
<b>Gosselin</b> Aurélien	NIGEND : 203 064	NLS : 8 058 002
<b>Robert</b> Anthony	NIGEND : 194 801	NLS : 8 060 465
<b>Monceaux</b> Estelle	NIGEND : 361 807	NLS : 8 144 602



<b>Bordes</b> Nadège	NIGEND : 185 471	NLS : 8 045 827
<b>Bulle</b> Norenn	NIGEND : 202 395	NLS : 8 054 599
<b>Planche</b> Cédric	NIGEND : 208 052	NLS : 8 061 964

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*  
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 25520 du 3 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1909446S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Bouvet Patricia**                      NIGEND : 145 768              NLS : 8 002 525

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Marbach Arnaud**                      NIGEND : 198 532              NLS : 8 053 586

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Ménagé Magalie**                      NIGEND : 178 754              NLS : 8 028 955

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Rémy Alexandre**                      NIGEND : 207 268              NLS : 8 061 470

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 25528 du 3 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures»**

NOR : INTJ1909447S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Toselli Jean-Baptiste**                      NIGEND : 211 616              NLS : 6 552 424

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Luart Yvon**                                  NIGEND : 158 957              NLS : 8 016 262

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général, sous-directeur  
de la gestion du personnel,*  
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 5672 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1909412S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Calmet</b> Olivier	NIGEND : 142 026	NLS : 5 272 109
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Carrasco</b> Guy	NIGEND : 151 874	NLS : 8 009 917
---------------------	------------------	-----------------

<b>Patricio</b> David	NIGEND : 197 357	NLS : 8 048 876
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Plateaux</b> Frédéric	NIGEND : 197 024	NLS : 8 048 556
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Fois</b> Thierry	NIGEND : 159 147	NLS : 8 016 513
---------------------	------------------	-----------------

<b>Clément</b> Cédric	NIGEND : 226 171	NLS : 8 084 427
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Jamoneau</b> Mélanie	NIGEND : 242 632	NLS : 8 088 396
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Duzellier</b> Philippe	NIGEND : 162 069	NLS : 8 019 039
---------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Bauer</b> Romain	NIGEND : 315 089	NLS : 8 110 087
---------------------	------------------	-----------------

<b>Chantebel</b> Damien	NIGEND : 300 327	NLS : 8 100 910
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Marcel</b> Franck	NIGEND : 300 889	NLS : 8 100 857
----------------------	------------------	-----------------

<b>Dugnat</b> Noémie	NIGEND : 318 955	NLS : 8 111 812
----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*  
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Grand Est

**Décision n° 5867 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1909426S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Martins</b> Luc	NIGEND : 139 631	NLS : 8 000 150
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Lefort</b> Jean-Noël	NIGEND : 177 155	NLS : 8 032 528
<b>Van Hoëylandt</b> Eric	NIGEND : 174 598	NLS : 8 028 096

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Marson</b> Benjamin	NIGEND : 229 935	NLS : 8 077 450
<b>Grosmaire</b> Sandrine	NIGEND : 190 545	NLS : 8 038 951
<b>Louis</b> Pascal	NIGEND : 152 593	NLS : 8 010 454
<b>Saillour</b> Jean-François	NIGEND : 303 195	NLS : 8 090 592

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Clain</b> Valérie	NIGEND : 308 574	NLS : 8 106 038
<b>Badenot</b> Pierrick	NIGEND : 309 353	NLS : 8 091 930
<b>Fior</b> Jonathan	NIGEND : 356 484	NLS : 8 143 821
<b>Terry</b> Fabien	NIGEND : 219 859	NLS : 8 072 397

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie du Grand Est,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Marne,*  
R. DE LONGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 6720 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1909433S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Jacquet</b> Didier	NIGEND : 137946	NLS : 5281654
-----------------------	-----------------	---------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Chemardin</b> Frédéric	NIGEND : 175997	NLS : 8033427
<b>Piani</b> François	NIGEND : 190198	NLS : 8050176

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Rouget</b> Frédéric	NIGEND : 162429	NLS : 8019388
<b>Viardot</b> Aurélien	NIGEND : 210579	NLS : 8065809
<b>Sixdenier</b> Arnaud	NIGEND : 189762	NLS : 8042457
<b>Leca</b> Mathieu	NIGEND : 203830	NLS : 8054758
<b>Zanin</b> Maxence	NIGEND : 300247	NLS : 8090024
<b>Blanchon</b> Emilie	NIGEND : 236823	NLS : 8081789

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Silvestrin</b> Michaël	NIGEND : 181476	NLS : 8036608
<b>Demond</b> Lloyd	NIGEND : 227725	NLS : 8076062
<b>Vegas</b> Romain	NIGEND : 320484	NLS : 8144626
<b>Jullion</b> Benoît	NIGEND : 353623	NLS : 6690391
<b>Naud</b> Grégory	NIGEND : 183594	NLS : 8037488
<b>Weisse</b> Sébastien	NIGEND : 313119	NLS : 8108652

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de division, commandant la région  
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*  
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 10670 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1909421S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Dumarest</b> Laurent	NIGEND : 143 595	NLS : 8 002 818
<b>Clouet</b> Virginie	NIGEND : 142 700	NLS : 8 001 523

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Papaix</b> Philippe	NIGEND : 121 202	NLS : 5 242 780
<b>Mothes</b> Sébastien	NIGEND : 166 785	NLS : 8 022 962
<b>Chastre</b> Philippe	NIGEND : 167 820	NLS : 8 023 613

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Eloire</b> Matthias	NIGEND : 172 145	NLS : 8 027 235
<b>Cianciotta</b> Vanessa	NIGEND : 245 699	NLS : 8 088 907
<b>Jéziorny</b> Virginie	NIGEND : 190 846	NLS : 8 039 761
<b>Viegas</b> Gérald	NIGEND : 248 910	NLS : 8 089 869
<b>Gallois</b> Jérôme	NIGEND : 205 268	NLS : 8 058 669
<b>Escaffre</b> Arnaud	NIGEND : 229 115	NLS : 8 084 864
<b>Rogalle</b> Adeline	NIGEND : 238 396	NLS : 8 082 906
<b>Igel</b> Renaud	NIGEND : 206 261	NLS : 8 062 265
<b>Lefèvre</b> Ludovic	NIGEND : 156 076	NLS : 8 013 661
<b>Cano</b> Florian	NIGEND : 241 147	NLS : 8 088 003

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Genniges</b> Nicolas	NIGEND : 304 934	NLS : 8 090 991
<b>Pages</b> Alix	NIGEND : 306 481	NLS : 8 104 733
<b>Mariller</b> Vanessa	NIGEND : 238 050	NLS : 8 082 700
<b>Picas</b> Typhaine	NIGEND : 362 262	NLS : 8 144 300



<b>Patin</b> Thomas	NIGEND : 338 484	NLS : 6 713 919
<b>Autier</b> Jonathan	NIGEND : 311 102	NLS : 8 092 189
<b>Nicolau</b> Vincent	NIGEND : 227 951	NLS : 8 076 350
<b>Dardenne</b> Nicolas	NIGEND : 238 746	NLS : 8 087 210

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de division, commandant  
la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*  
**B. CLOUZOT**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 14398 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest**

NOR : INTJ1909397S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Le Noc Pascal</b>	NIGEND : 177 547	NLS : 8 028 946
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Gobeaut François</b>	NIGEND : 145 813	NLS : 8 004 846
-------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Foube Julien</b>	NIGEND : 303 180	NLS : 8 102 242
<b>Deprez David</b>	NIGEND : 155 938	NLS : 8 013 539
<b>Bordage Guillaume</b>	NIGEND : 165 018	NLS : 8 021 704
<b>Baudry Michaël</b>	NIGEND : 243 116	NLS : 8 088 543
<b>Grout Clément</b>	NIGEND : 323 034	NLS : 6 681 731

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Garçon Jessy</b>	NIGEND : 324 070	NLS : 8 114 287
<b>Tessier Aurélien</b>	NIGEND : 327 107	NLS : 8 115 747
<b>Ducom Florian</b>	NIGEND : 214 018	NLS : 8 063 928
<b>Bidel Florent</b>	NIGEND : 313 166	NLS : 8 108 778
<b>Hourcau Mathias</b>	NIGEND : 243 349	NLS : 8 096 218

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Ouest

**Décision n° 14410 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne**

NOR : INTJ1909396S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Hélary</b> Philippe	NIGEND : 139497	NLS : 5323625
------------------------	-----------------	---------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Bernier</b> Herveïg	NIGEND : 172661	NLS : 8030702
------------------------	-----------------	---------------

<b>Ledain</b> Marie-Hélène	NIGEND : 152007	NLS : 8016651
----------------------------	-----------------	---------------

<b>Cochereau</b> Sébastien	NIGEND : 153218	NLS : 8011037
----------------------------	-----------------	---------------

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Rault</b> Jean-François	NIGEND : 132881	NLS : 5294686
----------------------------	-----------------	---------------

<b>Daviaud</b> Yannick	NIGEND : 177884	NLS : 8029333
------------------------	-----------------	---------------

<b>Tranchard</b> Tony	NIGEND : 214484	NLS : 8064098
-----------------------	-----------------	---------------

<b>Quinton</b> Frédéric	NIGEND : 229335	NLS : 8084730
-------------------------	-----------------	---------------

<b>Tessier</b> Thierry	NIGEND : 140165	NLS : 5323588
------------------------	-----------------	---------------

<b>Moal</b> David	NIGEND : 165588	NLS : 8022169
-------------------	-----------------	---------------

<b>Meslé</b> Stéphane	NIGEND : 180686	NLS : 8037451
-----------------------	-----------------	---------------

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Lefevre</b> Gabriel	NIGEND : 202995	NLS : 8058009
------------------------	-----------------	---------------

<b>Gaudet</b> Yoann	NIGEND : 228829	NLS : 8076882
---------------------	-----------------	---------------

<b>Ollivier</b> Yann	NIGEND : 318788	NLS : 6664525
----------------------	-----------------	---------------

<b>Jadé</b> Anthony	NIGEND : 235141	NLS : 8080426
---------------------	-----------------	---------------

<b>Flaux</b> Thierry	NIGEND : 238551	NLS : 8087002
----------------------	-----------------	---------------

<b>Mével</b> Vanessa	NIGEND : 223682	NLS : 8073597
----------------------	-----------------	---------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie de Bretagne  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*  
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer**Décision n° 14933 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique »**

NOR : INTJ1909437S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Robert</b> Hervé	NIGEND : 156 110	NLS : 8 013 681
<b>Turrini</b> Laurent	NIGEND : 168 021	NLS : 8 024 193

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Tuifua</b> Yannick	NIGEND : 174 096	NLS : 8 027 896
<b>Picaud</b> Christophe	NIGEND : 149 828	NLS : 8 007 486
<b>Latorre</b> Corinne	NIGEND : 208 868	NLS : 8 062 561
<b>Cézar</b> Sébastien	NIGEND : 195 812	NLS : 8 047 910
<b>Berteaux</b> Albin	NIGEND : 187 254	NLS : 8 038 306

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Mazarguil</b> Philippe	NIGEND : 187 158	NLS : 8 038 350
<b>Perreau</b> Stéphane	NIGEND : 174 270	NLS : 8 027 979
<b>Le Foulgoc</b> David	NIGEND : 172 972	NLS : 8 030 616
<b>Camus</b> Michaël	NIGEND : 241 068	NLS : 8 087 790
<b>Plante</b> Charles-Éric	NIGEND : 170 146	NLS : 8 025 376
<b>Labre</b> Christophe	NIGEND : 173 193	NLS : 8 032 391
<b>Isay</b> Bruno	NIGEND : 120 216	NLS : 5 247 605
<b>Thorens</b> Frédéric	NIGEND : 217 876	NLS : 8 064 708
<b>Garcia</b> Rafaël	NIGEND : 209 033	NLS : 8 050 738

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Parker</b> Poerava	NIGEND : 198 191	NLS : 8 055 785
<b>Amo</b> Landry	NIGEND : 310 251	NLS : 8 092 047
<b>Oili</b> Miller	NIGEND : 246 003	NLS : 8 098 346
<b>Thirion</b> Jérémy	NIGEND : 200 889	NLS : 8 050 119
<b>Mourcou</b> Baptiste	NIGEND : 315 443	NLS : 8 045 156

<b>Georges Venel</b>	NIGEND : 251 405	NLS : 8 112 017
<b>Hochet Nicolas</b>	NIGEND : 232 364	NLS : 8 079 068
<b>Wolf Mathieu</b>	NIGEND : 335 077	NLS : 8 134 235

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie  
outre-mer

**Décision n° 14934 du 4 avril 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant en ambassade »**

NOR : INTJ1909440S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54408 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828657S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Louvet Bruno**

NIGEND : 153 352

NLS : 8011 259

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la gendarmerie outre-mer,*  
L. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 18326 du 4 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1909444S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Arbib</b> Saïd	NIGEND : 220402	NLS : 8072676
<b>Sibilla</b> Claude	NIGEND : 140163	NLS : 5323587
<b>Oddi</b> Ridouane	NIGEND : 208080	NLS : 8061812

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Rollet</b> Laurent	NIGEND : 163463	NLS : 8020084
<b>Mangeot</b> Christophe	NIGEND : 159067	NLS : 8016367

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 avril 2019.

*Le général de division,  
commandant du soutien opérationnel  
de la gendarmerie nationale,*  
O. GUÉRIF



## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
du Centre-Val de Loire**Décision n° 8454 du 5 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1909398S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Petiot Arnaud</b>	NIGEND : 169 064	NLS : 8 024 774
<b>Imbert Jacky</b>	NIGEND : 147 348	NLS : 8 005 837

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Depoix Adrien</b>	NIGEND : 197 466	NLS : 8 055 904
<b>Tinet Sébastien</b>	NIGEND : 184 753	NLS : 8 034 295
<b>Papin Christophe</b>	NIGEND : 225 691	NLS : 8 084 156
<b>Leugé Sébastien</b>	NIGEND : 172 297	NLS : 8 032 060

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Le Bon Matthieu</b>	NIGEND : 228 095	NLS : 8 076 235
<b>Boyard Cédric</b>	NIGEND : 172 247	NLS : 8 026 235
<b>Dévé Sébastien</b>	NIGEND : 180 515	NLS : 8 029 831
<b>Lambert Johann</b>	NIGEND : 301 241	NLS : 8 089 941
<b>Lepauw Sylvain</b>	NIGEND : 305 905	NLS : 6 652 485
<b>Solis Grégory</b>	NIGEND : 168 481	NLS : 8 023 292
<b>Leclerc Grégory</b>	NIGEND : 175 923	NLS : 8 033 629

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Corniani Laurent</b>	NIGEND : 221 087	NLS : 8 083 637
<b>Cassegrain Julien</b>	NIGEND : 241 315	NLS : 8 094 908
<b>Catherine Xavier</b>	NIGEND : 322 089	NLS : 8 113 362
<b>Jarson Ludovic</b>	NIGEND : 210 850	NLS : 8 066 178
<b>Bacquet Sébastien</b>	NIGEND : 324 725	NLS : 8 114 360
<b>Crouzet Rémy</b>	NIGEND : 356 407	NLS : 8 143 810

**Millet** Laëtitia

NIGEND : 312475

NLS : 8144182

**Pattée** Dimitri

NIGEND : 219841

NLS : 8072382

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 avril 2019.

*Le général, commandant la région  
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale du Loiret,*

P. SÉGURA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 2194 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1909451S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7719 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828670S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Lagofun** Patrice                      NIGEND : 143 888              NLS : 8 002 353

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Brusset** Alexandre                      NIGEND : 177 875              NLS : 8 029 324

Article 3

Les maréchaux des logis-chef dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Chassagne** Nicolas                      NIGEND : 186 225              NLS : 8 084 852

**Paquier** Frédéric                      NIGEND : 124 308              NLS : 5 243 274

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Walczak** Éric                      NIGEND : 193 814              NLS : 8 043 965

**Dubois** Christian                      NIGEND : 149 644              NLS : 8 007 525

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'air,*  
P. GUICHARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 5758 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1909394S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Sibial** Ludovic                      NIGEND : 167 703              NLS : 8 023 586

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Clément** Olivier                      NIGEND : 160 992              NLS : 8 017 825

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Noël** Sébastien                      NIGEND : 221 063              NLS : 8 083 605

**Alaminos** Yannick                      NIGEND : 213 469              NLS : 8 063 762

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Goux** Aloïs                      NIGEND : 334 456              NLS : 8 133 763

**Bouchet** Damien                      NIGEND : 224 493              NLS : 8 073 773

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*  
F. BONAVIDA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France

**Décision n° 6935 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1909436S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Cacheux Bruno</b>	NIGEND : 118 629	NLS : 5 220 043
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Zaborowski Natacha</b>	NIGEND : 237 790	NLS : 8 086 980
<b>Planchenault Éric</b>	NIGEND : 137 366	NLS : 5 322 771

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Drouet Angélique</b>	NIGEND : 306 618	NLS : 8 104 559
<b>Baudet Delphine</b>	NIGEND : 170 062	NLS : 8 025 308
<b>Baclet Loïc</b>	NIGEND : 203 208	NLS : 8 058 254
<b>Niaux Rudy</b>	NIGEND : 302 388	NLS : 8 090 129
<b>Tellier Romuald</b>	NIGEND : 240 069	NLS : 8 087 698
<b>Tichant Cyril</b>	NIGEND : 311 381	NLS : 8 092 331

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Hubert Alexandre</b>	NIGEND : 205 555	NLS : 8 059 690
<b>Leclerc Mathieu</b>	NIGEND : 308 046	NLS : 8 105 587
<b>Perrot Franck</b>	NIGEND : 312 255	NLS : 8 107 730
<b>Bernoval Flavie</b>	NIGEND : 348 229	NLS : 8 146 810
<b>Patureau Gwénaél</b>	NIGEND : 304 529	NLS : 8 102 968
<b>Rouzé Clément</b>	NIGEND : 308 080	NLS : 8 105 614
<b>Bailleul Julien</b>	NIGEND : 228 031	NLS : 8 076 172

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie des Hauts-de-France,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Somme,*  
D. FORTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 8865 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais**

NOR : INTJ1909434S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Fovet</b> Matthieu	NIGEND : 158 291	NLS : 8 015 738
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Van De Waeter</b> Ludovic	NIGEND : 186 644	NLS : 8 040 684
<b>Vanroelen</b> Yann	NIGEND : 192 160	NLS : 8 040 353

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Toupet</b> Dany	NIGEND : 173 709	NLS : 8 032 821
<b>Perlinski</b> Alexandre	NIGEND : 157 072	NLS : 8 014 572
<b>Alvarez-Rodriguez</b> David	NIGEND : 193 156	NLS : 8 047 173
<b>Fontaine</b> Laurent	NIGEND : 136 501	NLS : 5 324 147
<b>Durda</b> Fabrice	NIGEND : 144 408	NLS : 8 003 541

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Carton</b> Sabine	NIGEND : 200 330	NLS : 8 050 138
<b>Asselam</b> Rachida	NIGEND : 301 112	NLS : 8 100 788
<b>Mariage</b> Mélanie	NIGEND : 341 065	NLS : 8 110 635
<b>Bernard</b> Julien	NIGEND : 306 920	NLS : 8 104 630
<b>Rogée</b> Matthieu	NIGEND : 208 095	NLS : 8 061 984
<b>Manesse</b> Laëtitia	NIGEND : 308 058	NLS : 8 105 594
<b>Petit</b> Coralie	NIGEND : 237 506	NLS : 8 082 413

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant  
la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*  
G. CAZENAVE-LACROUTZ



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
des Hauts-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Nord

**Décision n° 8866 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1909435S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Plumart</b> Loïc	NIGEND : 165 397	NLS : 8 021 958
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Taisne</b> Romain	NIGEND : 238 173	NLS : 8 082 807
----------------------	------------------	-----------------

<b>Malatia</b> Tony	NIGEND : 185 319	NLS : 8 034 447
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Rambert</b> Clément	NIGEND : 332 149	NLS : 8 132 596
------------------------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*

G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
d'Occitanie**Décision n° 9979 du 8 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1909420S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Raynaud</b> Didier	NIGEND : 131 843	NLS : 5 282 173
-----------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Couturier</b> Christian	NIGEND : 171 892	NLS : 8 027 026
<b>Semmar</b> Mohamed	NIGEND : 124 326	NLS : 5 243 289

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Rattin</b> Patricia	NIGEND : 144 994	NLS : 8 001 888
<b>Pégand</b> Marie-Claude	NIGEND : 135 744	NLS : 5 323 835
<b>Sobczak</b> Sébastien	NIGEND : 170 400	NLS : 8 025 789
<b>Poignot</b> Morgan	NIGEND : 228 224	NLS : 8 076 456
<b>Cols</b> Stéphane	NIGEND : 163 001	NLS : 8 019 822
<b>Dubois</b> Aurore	NIGEND : 187 657	NLS : 8 045 281
<b>Lancien</b> Julie	NIGEND : 181 070	NLS : 8 030 059

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Morlaine</b> Mélanie	NIGEND : 245 373	NLS : 8 097 754
<b>Condet</b> Anthony	NIGEND : 339 744	NLS : 8 109 131
<b>Margez</b> Jérôme	NIGEND : 303 980	NLS : 8 102 632
<b>Charpentier</b> Vanessa	NIGEND : 351 962	NLS : 8 117 725
<b>Duvoid-Boyon</b> Meryll	NIGEND : 351 629	NLS : 8 117 460
<b>Higoa</b> Claire-Marie	NIGEND : 341 652	NLS : 8 116 888
<b>Sadki</b> Karim	NIGEND : 304 332	NLS : 8 103 105
<b>Thibaut</b> Germain	NIGEND : 192 129	NLS : 8 040 200

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint  
de la région de gendarmerie d'Occitanie,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*  
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 2151 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1909448S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7343 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Reibel Yannick** NIGEND : 188 545 NLS : 8 038 775

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Aubry Cyril** NIGEND : 214 187 NLS : 8 068 274

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Morsaline Alban** NIGEND : 337 318 NLS : 8 106 364

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance  
le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,*  
P. CAUSSÉ

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

## Décision n° 18155 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1909413S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S);

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

### Article 1<sup>er</sup>

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Bécherel</b> Christophe	NIGEND : 142 859	NLS : 8 002 109
<b>Machtelinck</b> Jean-Luc	NIGEND : 163 668	NLS : 8 019 264

### Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Labrude</b> David	NIGEND : 170 113	NLS : 6 536 406
<b>Jamme</b> Norbert	NIGEND : 126 412	NLS : 5 279 881
<b>Jonas</b> Emeric	NIGEND : 243 086	NLS : 8 088 620
<b>Gottvalles</b> Patrice	NIGEND : 195 700	NLS : 8 048 214

### Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Demartis</b> François	NIGEND : 319 007	NLS : 8 092 768
<b>Mohammed-Belkacem</b> Noria	NIGEND : 201 064	NLS : 8 057 055
<b>Vial</b> Laurent	NIGEND : 167 033	NLS : 8 023 097
<b>Alarco</b> Patrick	NIGEND : 140 345	NLS : 5 281 701
<b>Vasselet</b> Sullivan	NIGEND : 196 299	NLS : 8 048 349
<b>Guibert</b> Laurent	NIGEND : 156 736	NLS : 8 014 254
<b>Sabkowski</b> Jean-Christophe	NIGEND : 166 383	NLS : 8 022 588
<b>Saint-Jean</b> Frédéric	NIGEND : 169 342	NLS : 8 024 993
<b>Lespinasse</b> Franck	NIGEND : 184 461	NLS : 8 032 780
<b>Vierjon</b> Éric	NIGEND : 141 041	NLS : 8 000 490

### Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Sauvestre</b> Fabien	NIGEND : 248 906	NLS : 8 089 865
<b>Lamrhari</b> Mohamed	NIGEND : 216 416	NLS : 8 070 125

<b>Aubry</b> Élise	NIGEND : 309 625	NLS : 8 106 855
<b>Moretti</b> Anthony	NIGEND : 209 524	NLS : 8 062 118
<b>Geeraert</b> Charlotte	NIGEND : 360 895	NLS : 8 144 154
<b>Martinelli</b> Julien	NIGEND : 231 968	NLS : 8 085 758
<b>Duchesne</b> Aurélien	NIGEND : 201 988	NLS : 8 044 193
<b>Schiari</b> Anne-Laure	NIGEND : 207 962	NLS : 8 061 990
<b>Imbert</b> Camille	NIGEND : 194 271	NLS : 8 049 749
<b>Terrade</b> Jérémie	NIGEND : 326 696	NLS : 8 115 644
<b>Braquehais</b> Yann	NIGEND : 199 502	NLS : 8 047 012

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

*Le général de division, commandant par suppléance  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité Sud

**Décision n° 18161 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ1909415S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Gagnaire</b> Henri	NIGEND : 157 155	NLS : 8014443
-----------------------	------------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Bouteloup</b> Renaud	NIGEND : 162 770	NLS : 8019619
-------------------------	------------------	---------------

<b>Berthet</b> Nicolas	NIGEND : 162 989	NLS : 8019811
------------------------	------------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Luta</b> Benjamin	NIGEND : 190 170	NLS : 8058685
----------------------	------------------	---------------

<b>Glinkowski</b> Patrice	NIGEND : 121 463	NLS : 5243751
---------------------------	------------------	---------------

<b>Balestas</b> Jean-Michel	NIGEND : 212 735	NLS : 8063650
-----------------------------	------------------	---------------

<b>Auguet</b> Jean-Paul	NIGEND : 209 212	NLS : 6036905
-------------------------	------------------	---------------

<b>Eymas</b> Florent	NIGEND : 191 623	NLS : 8044388
----------------------	------------------	---------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Croué-Barillet</b> Thibault	NIGEND : 324 275	NLS : 8114380
--------------------------------	------------------	---------------

<b>Besse Desmoulières</b> Arnaud	NIGEND : 332 639	NLS : 8132936
----------------------------------	------------------	---------------

<b>Fasquel</b> Yoann	NIGEND : 341 985	NLS : 8116921
----------------------	------------------	---------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

*Le général de division, commandant par suppléance  
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*  
M. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 27409 du 9 avril 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis  
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1910197S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6615/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 1<sup>er</sup> février 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19103/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 3 avril 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « auto engins-blindés »;

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

Les brigadiers-chefs de la spécialité « auto engins-blindés » dont le nom figure ci-après sont nommés à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019 au grade de maréchal des logis :

<b>Corre Steve</b>	NIGEND : 420 001	NLS : 8 173 577
<b>Delaporte Alexis</b>	NIGEND : 420 173	NLS : 8 173 580
<b>Le Douarin Julien</b>	NIGEND : 399 006	NLS : 8 162 664
<b>Le Roy Thomas</b>	NIGEND : 384 761	NLS : 8 153 745
<b>Sellier Tristan</b>	NIGEND : 420 049	NLS : 8 173 628
<b>Sogno Emilien</b>	NIGEND : 351 733	NLS : 8 141 164

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le général de brigade,*  
*sous-directeur de la gestion du personnel,*  
O. COURTET



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 776 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1909449S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Gouigah Hamid**                      NIGEND : 140 862              NLS : 8 000 937

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Bardelet Pascal**                      NIGEND : 126 131              NLS : 5 243 669

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

**Desmulie David**                      NIGEND : 155 170              NLS : 8 012 927

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général, commandant  
la gendarmerie de l'armement,*  
D. RÉMOND

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 3750 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1909445S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Asciac Jean-Marc** NIGEND : 193 843 NLS : 6 024 355

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Stryjak Frédéric** NIGEND : 188 288 NLS : 8 038 693

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Pelleter Loïc** NIGEND : 145 717 NLS : 8 004 075

**Peydro Laurent** NIGEND : 242 647 NLS : 8 088 410

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

**Castel Olivier** NIGEND : 169 926 NLS : 8 025 408

**Petit Régis** NIGEND : 158 331 NLS : 8 015 774

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général,  
commandant la gendarmerie des transports aériens,*  
F. FORMELL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie  
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 7170 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1909393S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Gohet Marc</b>	NIGEND : 150983	NLS : 8009252
-------------------	-----------------	---------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Bluteau Franck</b>	NIGEND : 147427	NLS : 8004227
-----------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Gicquaud François</b>	NIGEND : 225097	NLS : 8074250
<b>Vigier Jérôme</b>	NIGEND : 168611	NLS : 8024396
<b>Gramond Olivier</b>	NIGEND : 190603	NLS : 8038950
<b>Hentic Alexandre</b>	NIGEND : 179278	NLS : 8062935

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019:

<b>Martin Loïc</b>	NIGEND : 238376	NLS : 8082887
<b>Ketterer Patrick</b>	NIGEND : 242928	NLS : 8096009
<b>Nasuti Ronan</b>	NIGEND : 335539	NLS : 8105376
<b>Phlippoteau Lucas</b>	NIGEND : 311086	NLS : 8093165

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région  
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,  
commandant le groupement  
de gendarmerie départementale de la Vienne,  
Y. DUMEZ*

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n° 16681 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France**

NOR : INTJ1909384S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Audureau Yannick</b>	NIGEND : 136 843	NLS : 5 322 705
-------------------------	------------------	-----------------

## Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Ben Ghorbal Mounâam</b>	NIGEND : 203 300	NLS : 8 054 902
<b>Bejaoui Samir</b>	NIGEND : 178 704	NLS : 8 029 405
<b>Leblanc Frédéric</b>	NIGEND : 133 224	NLS : 5 311 164
<b>Perriraz Raphaël</b>	NIGEND : 178 770	NLS : 8 029 466

## Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Le Goff François-Xavier</b>	NIGEND : 239 663	NLS : 8 094 074
<b>Delhorbe Damien</b>	NIGEND : 231 703	NLS : 8 078 726
<b>Paqui Damien</b>	NIGEND : 209 274	NLS : 8 050 957
<b>Fontaine David</b>	NIGEND : 184 487	NLS : 8 041 053
<b>Gibert Priscilla</b>	NIGEND : 243 927	NLS : 8 096 675
<b>Tognotti Stéphane</b>	NIGEND : 155 999	NLS : 8 013 595
<b>Joullie Alexandre</b>	NIGEND : 219 432	NLS : 8 065 179
<b>Mengel Yann</b>	NIGEND : 226 654	NLS : 8 084 568
<b>Gruny Olivier</b>	NIGEND : 155 958	NLS : 8 013 554
<b>Marche Éric</b>	NIGEND : 119 114	NLS : 5 241 161

## Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Magre Claude</b>	NIGEND : 303 578	NLS : 8 090 840
<b>Mauvignier Marion</b>	NIGEND : 328 471	NLS : 8 116 510
<b>Fuchs Frédéric</b>	NIGEND : 341 326	NLS : 8 116 895
<b>Dompnier Romain</b>	NIGEND : 348 698	NLS : 8 117 101
<b>Bernard Jean-François</b>	NIGEND : 248 799	NLS : 8 089 696

<b>Verpillier</b> Charles	NIGEND : 315 351	NLS : 8 110 263
<b>Dévert</b> Clément	NIGEND : 349 574	NLS : 8 116 973
<b>Adoum</b> Mohamed-Amine	NIGEND : 340 855	NLS : 8 110 756
<b>Wailly</b> Anthony	NIGEND : 350 049	NLS : 8 117 422
<b>Lecroc</b> Florent	NIGEND : 362 437	NLS : 8 144 671
<b>Cathelain</b> Anne-Sophie	NIGEND : 323 839	NLS : 8 093 739
<b>Maillot</b> Kévin	NIGEND : 353 888	NLS : 8 143 521

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France  
et gendarmerie pour la zone de défense  
et de sécurité de Paris

**Décision n° 16682 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1909385S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Jauréguy Alexandre</b>	NIGEND : 197 117	NLS : 8 048 524
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Baty Laurent</b>	NIGEND : 154 250	NLS : 8 012 103
<b>Lissardy Christophe</b>	NIGEND : 133 649	NLS : 5 311 710
<b>Camus Sébastien</b>	NIGEND : 215 999	NLS : 8 069 541
<b>Marquigny Jonathan</b>	NIGEND : 243 578	NLS : 8 088 720
<b>Lecomte Alban</b>	NIGEND : 308 970	NLS : 8 091 683

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Dupouy Matthieu</b>	NIGEND : 245 458	NLS : 8 097 826
<b>Medoukali Walid</b>	NIGEND : 327 833	NLS : 8 116 239
<b>Legrand Damien</b>	NIGEND : 246 410	NLS : 8 089 102
<b>Brouillet Damien</b>	NIGEND : 302 272	NLS : 8 090 095
<b>Picard Benoît</b>	NIGEND : 225 008	NLS : 8 084 091
<b>Sauvage Romain</b>	NIGEND : 327 563	NLS : 8 116 161

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*  
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles  
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 20378 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie  
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1909441S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1<sup>er</sup>

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Hoffmann Patrick</b>	NIGEND : 127 746	NLS : 5 279 137
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Siclay Stéphane</b>	NIGEND : 161 649	NLS : 8 018 690
------------------------	------------------	-----------------

<b>Teffaine Sylvie</b>	NIGEND : 152 522	NLS : 8 006 091
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Padeiro João</b>	NIGEND : 200 799	NLS : 8 044 105
---------------------	------------------	-----------------

<b>Pelletier Michaël</b>	NIGEND : 210 795	NLS : 8 065 965
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Rongieras Jérôme</b>	NIGEND : 204 261	NLS : 8 055 124
-------------------------	------------------	-----------------

<b>Bonaldo Céline</b>	NIGEND : 233 672	NLS : 8 080 024
-----------------------	------------------	-----------------

<b>Boulesteix Julien</b>	NIGEND : 304 878	NLS : 8 090 977
--------------------------	------------------	-----------------

<b>Reder Ludovic</b>	NIGEND : 226 463	NLS : 8 084 526
----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1<sup>er</sup> mai 2019 :

<b>Ducluzeau Nelly</b>	NIGEND : 248 467	NLS : 8 089 580
------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général de corps d'armée,  
commandant les écoles  
de la gendarmerie nationale,  
T. MORTEROL*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 19 mars 2019 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer**

NOR : INTA1912381A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le procès verbal de dépouillement et de proclamation des résultats des élections du 6 décembre 2018 pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

La liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail institués par l'arrêté du 31 juillet 2014 susvisé, ainsi que le nombre de sièges auquel elles ont droit sont fixés conformément aux indications du tableau annexé au présent arrêté.

Article 2

Les syndicats mentionnés à l'article précédent pourront désigner des représentants suppléants dans la limite du nombre de sièges de représentants titulaires qui leur sont attribués. Ils disposent d'un délai maximum de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants

Article 3

L'arrêté du 31 décembre 2018 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer est abrogé.

Article 4

Le secrétaire général, haut fonctionnaire de défense, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le préfet, secrétaire général,*  
C. MIRMAND



# ANNEXE

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL MINISTÉRIEL  
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER CONSTITUÉ EN APPLICATION  
DES ARTICLES 31 ET 32 DU DÉCRET N° 82-453 DU 28 MAI 1982 MODIFIÉ

FSMI-FO	LISTE COMMUNE CFE-CGC					LISTE COMMUNE UNSA-FASMI-SNIPAT		TOTAL des sièges de titulaires
	ALLIANCE PN	SYNERGIE officiers	SICP	SNAPATSI	SNAPACMI	UNSA- FASMI	SNIPAT	
3	3	0	0	0	0	1	0	7

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 29 janvier 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales d'Altkirch, de Durmenach, de Dannemarie, d'Illfurth, de Ferrette et de Pfetterhouse (Haut-Rhin)**

NOR : INTJ1835893A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Les circonscriptions des brigades territoriales d'Altkirch, de Durmenach, de Dannemarie, d'Illfurth, de Ferrette et de Pfetterhouse sont modifiées, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales d'Altkirch, de Durmenach, de Dannemarie, d'Illfurth, de Ferrette et de Pfetterhouse exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 janvier 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

A. BROWAËYS

# A N N E X E

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Altkirch	Altkirch Aspach <b>Ballersdorf</b> Berentzwiller Carspach Emlingen Franken Hausgauen Heiwiller Hirtzbach Hundsbach Jettingen Schwoben Tagsdorf <b>Willer</b> Wittersdorf	Altkirch Aspach Berentzwiller Carspach Emlingen Franken Hausgauen <b>Heimersdorf</b> Heiwiller <b>Hirsingue</b> Hirtzbach Hundsbach Jettingen Schwoben Tagsdorf Wittersdorf
Durmenach	Bettendorf Bettlach Durmenach Fislis <b>Hirsingue</b> Illtal Linsdorf Muespach Muespach-le-Haut Roppentzwiller Steinsoultz Waldighofen Werentzhouse	Bettendorf Bettlach <b>Bisel</b> Durmenach <b>Feldbach</b> Fislis Illtal Linsdorf Muespach Muespach-le-Haut <b>Riespach</b> Roppentzwiller <b>Ruederbach</b> Steinsoultz Waldighofen Werentzhouse <b>Willer</b>
Dannemarie	Altenach Balschwiller Bellemagny Bernwiller Bréchaumont Bretten Buethwiller Chavannes-sur-l'Etang Dannemarie Diefmatten Elbach Eteimbes Falkwiller Gildwiller Gommersdorf Guevenatten Hagenbach Hecken Magny Manspach Montreux-Jeune Montreux-Vieux Retzwiller Romagny Saint-Cosme Sternenberg Traubach-le-Bas Traubach-le-Haut Valdieu-Lutran Wolfersdorf	Altenach <b>Ballersdorf</b> Balschwiller Bellemagny Bernwiller Bréchaumont Bretten Buethwiller Chavannes-sur-l'Etang Dannemarie Diefmatten <b>Eglingen</b> Elbach Eteimbes Falkwiller Gildwiller Gommersdorf Guevenatten Hagenbach Hecken Magny Manspach Montreux-Jeune Montreux-Vieux Retzwiller Romagny Saint-Cosme Sternenberg Traubach-le-Bas Traubach-le-Haut Valdieu-Lutran Wolfersdorf
Illfurth	<b>Eglingen</b> Froeningen Heidwiller Hochstatt Illfurth Luemswiller Obermorschwiller Saint-Bernard Spechbach Tagolsheim Walheim	Froeningen Heidwiller Hochstatt Illfurth Luemswiller Obermorschwiller Saint-Bernard Spechbach Tagolsheim Walheim

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Ferrette	Bendorf Biederthal Bouxwiller Courtavon Durlinsdorf Ferrette Kiffis Koestlach Levoncourt Liebsdorf Ligsdorf Lucelle Lutter Moernach <b>Mooslargue</b> Oberlarg Oltingue Raedersdorf Sondersdorf Vieux-Ferrette Winkel Wolschwiller	Bendorf Biederthal Bouxwiller Courtavon Durlinsdorf Ferrette Kiffis Koestlach Levoncourt Liebsdorf Ligsdorf Lucelle Lutter Moernach Oberlarg Oltingue Raedersdorf Sondersdorf Vieux-Ferrette Winkel Wolschwiller
Pfetterhouse	<b>Bisel</b> <b>Feldbach</b> Friesen Fulleren <b>Heimersdorf</b> Hindlingen Largitzen Mertzen Pfetterhouse <b>Riespach</b> <b>Ruederbach</b> Saint-Ulrich Seppois-le-Bas Seppois-le-Haut Strueth Ueberstrass	Friesen Fulleren Hindlingen Largitzen <b>Mooslargue</b> Mertzen Pfetterhouse Saint-Ulrich Seppois-le-Bas Seppois-le-Haut Strueth Ueberstrass

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 30 janvier 2019 portant modification des compagnies  
de gendarmerie départementale de Blaye, de Langon-Toulonne et de Bouliac (Gironde)**

NOR : INTJ1901798A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Les compagnies de gendarmerie départementale de Blaye, de Langon-Toulonne et de Bouliac (Gironde) sont modifiées dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les commandants des compagnies de gendarmerie départementale de Blaye, de Langon-Toulonne et de Bouliac, ainsi que leurs adjoints exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2, R. 15-24 (1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>) et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et entrera en vigueur au lendemain de sa publication.

Fait le 30 janvier 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*

A. BROWAËYS

## ANNEXE

COMPAGNIE	SITUATION ACTUELLE	SITUATION NOUVELLE
<b>Blaye</b>	BR Blaye PSIG Blaye BT Blaye BT Bourg BT Saint-Savin BT Cavignac BT Saint-Ciers-sur-Gironde	BR Blaye PSIG Blaye BT Blaye BT Bourg BT Saint-Savin BT Cavignac BT Saint-Ciers-sur-Gironde <b>BT Saint-André-de-Cubzac</b>
<b>Langon-Toulence</b>	BR Langon-Toulence PSIG Langon-Toulence BT Bazas BT Captieux BT Grignols BT Langon-Toulence BT La Réole BT Auros BT Monségur BT Pellegrue BT Podensac BT Cadillac BT Saint-Symphorien BT Villandraut BT Sauveterre-de-Guyenne <b>BT Targon</b>	BR Langon-Toulence PSIG Langon-Toulence BT Bazas BT Captieux BT Grignols BT Langon-Toulence BT La Réole BT Auros BT Monségur BT Pellegrue BT Podensac BT Cadillac BT Saint-Symphorien BT Villandraut BT Sauveterre-de-Guyenne
<b>Bouliac</b>	BR Bouliac PSIG Bouliac BT Carbon-Blanc BT La Tresne BT Tresses BT Ambarès-et-Lagrave BT Créon BT Langoiran <b>BT Saint-André-de-Cubzac</b>	BR Bouliac PSIG Bouliac BT Carbon-Blanc BT La Tresne BT Tresses BT Ambarès-et-Lagrave BT Créon BT Langoiran <b>BT Targon</b>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 22 février 2019 portant modification des circonscriptions  
des brigades territoriales de Genlis et de Quetigny (Côte-d'Or)**

NOR : INTJ1904981A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

Les circonscriptions des brigades territoriales de Genlis et de Quetigny (Côte-d'Or) sont modifiées à compter du 28 février 2019 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Genlis et de Quetigny exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1<sup>o</sup>) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 février 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*  
H. CHARVET

## ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
<b>Genlis</b>	Aiserey Beire-le-Fort Bessey-lès-Cîteaux Bretenière Cessey-sur-Tille Chambeire Collonges-lès-Premières <b>Crimolois</b> Échigey Fauverney Genlis Izeure Izier Labergement-Foigny Longchamp Longeault-Pluvault Longecourt-en-Plaine Magny-sur-Tille Marliens Pluvet Premières Rouvres-en-Plaine Tart Tart-le-Bas Thorey-en-Plaine Varanges	Aiserey Beire-le-Fort Bessey-lès-Cîteaux Bretenière Cessey-sur-Tille Chambeire Collonges-lès-Premières Échigey Fauverney Genlis Izeure Izier Labergement-Foigny Longchamp Longeault-Pluvault Longecourt-en-Plaine Magny-sur-Tille Marliens Pluvet Premières Rouvres-en-Plaine Tart Tart-le-Bas Thorey-en-Plaine Varanges
<b>Quetigny</b>	Chevigny-Saint-Sauveur Dijon <b>Neuilly-lès-Dijon</b> Ouges Quetigny Saint-Apollinaire Sennecey-lès-Dijon	Chevigny-Saint-Sauveur Dijon <b>Neuilly-Crimolois</b> Ouges Quetigny Saint-Apollinaire Sennecey-lès-Dijon



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
de la gendarmerie nationale*

*Direction des soutiens et des finances*

**Arrêté du 25 mars 2019 portant modification des compagnies de gendarmerie départementale de Neufchâteau et de Remiremont (Vosges)**

NOR : INTJ1903690A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-27;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

L'organisation des compagnies de gendarmerie départementale de Neufchâteau et de Remiremont est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les commandants des compagnies de gendarmerie départementale de Neufchâteau et de Remiremont et leurs adjoints exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le colonel, adjoint au sous-directeur  
de l'organisation et des effectifs,*  
H. CHARVET

## ANNEXE

COMPAGNIE	SITUATION ACTUELLE	SITUATION NOUVELLE
<b>Neufchâteau</b>	PSIG Vittel BR Neufchâteau BT Neufchâteau <b>BT Charmes</b> BT Darney BT Lamarche BT Mirecourt BT Dompain BT Vittel BT Bulgnéville	PSIG Vittel BR Neufchâteau BT Neufchâteau BT Darney BT Lamarche BT Mirecourt BT Dompain BT Vittel BT Bulgnéville
<b>Remiremont</b>	PSIG Remiremont BR Remiremont PSIG Epinal BT Le Thillot BT Rupt-sur-Moselle BT Saulxures-sur-Moselotte BT La-Bresse BT Vagney BT Capavenir-Vosges BT Châtel-sur-Moselle BT Xertigny BT La-Voge-les-Bains	PSIG Remiremont BR Remiremont PSIG Epinal <b>BT Charmes</b> BT Le Thillot BT Rupt-sur-Moselle BT Saulxures-sur-Moselotte BT La-Bresse BT Vagney BT Capavenir-Vosges BT Châtel-sur-Moselle BT Xertigny BT La-Voge-les-Bains

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 avril 2019 modifiant la décision du 31 décembre 2013  
portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration**

NOR : INTV1909681S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,  
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 121-13;  
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-1 à L. 744-10;  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;  
Vu le décret n° 2009-331 du 25 mars 2009 substituant la dénomination « Office français de l'immigration et de l'intégration » à la dénomination « Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations »;  
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration;  
Vu les avis du comité technique dans ses séances des 14 juin, 15 novembre et 20 décembre 2018;  
Vu les délibérations du conseil d'administration dans ses séances des 29 novembre 2018 et 21 mars 2019,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Le 1<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de la décision du 31 décembre 2013 susvisée est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> Le *f* est ainsi rédigé :

« *f*) D'un service juridique et contentieux »;

2<sup>o</sup> Le *g* est ainsi rédigé :

« *g*) D'une mission de coordination opérationnelle. »;

3<sup>o</sup> Après le *g*, il est inséré un *h* ainsi rédigé :

« *h*) De l'agence comptable. »

Article 2

L'article 5 *quater* de la même décision est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> Au premier alinéa, les mots : « pôle de veille juridique et de suivi du contentieux » sont remplacés par les mots : « service juridique et contentieux »;

2<sup>o</sup> Le quatrième alinéa est complété par les mots : « , ainsi que les recours administratifs préalables obligatoires et les recours contentieux relatifs aux conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile. ».

Article 3

Après l'article 5 *quater* de la même décision, il est inséré un article 5 *quinquies* ainsi rédigé :

« Art. 5 *quinquies*. – La mission de coordination opérationnelle est chargée d'exercer les missions de nature transversale ou d'appui au fonctionnement des directions territoriales, notamment franciliennes, qui lui sont confiées par le directeur général. »

Article 4

Au 18<sup>o</sup> de l'article 12 de la même décision la phrase : « Elle dispose d'une délégation à Perpignan (66). » est supprimée, à partir du 30 juin 2019.

Article 5

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère.

Fait le 2 avril 2019.

*Le directeur général de l'Office français  
de l'immigration et de l'intégration,*  
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 17 avril 2019 modifiant l'arrêté du 22 juin 2017 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD1909534A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.613-47 à R.613-52 et R.613-57;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2012 modifié fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R.613-47 à R.613-52 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R.613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 22 juin 2017 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure;

Vu la demande de la société StrongPoint, dont le siège est sis Z.I. Des Marais, 32-34, rue des Osiers - lot n° 4, à Coignières (78310), immatriculée le 3 mai 2005 au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 444 113 021 et représentée par M. Sébastien Pociello;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 13 mars 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La liste annexée à l'arrêté du 22 juin 2017 susvisé est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société StrongPoint et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*L'adjoint au sous-directeur  
des polices administratives,  
chef du bureau des polices administratives,*  
A. ADAM

## ANNEXE

## CONFORMITÉ DES POCHETTES ATTESTÉES PAR LE CNPP

FABRICANT	RÉF. pochette	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petit (P), Moyenne (M), Grande (G), Très grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (Nombre de billets ou type de pochette)	MATIÈRE	ÉPAISSEUR (Microns)
HARRY PLAST	SECURIPLAST 05A	165 × 260	P	400	Polyéthylène fragmentable	50
HARRY PLAST	SECURIPLAST 01A	130 × 260	P	150		55
HARRY PLAST	SECURIPLAST 04A	195 × 260	M	500		45
HARRY PLAST	SECURIPLAST 02A	300 × 250	G	1 000		65
HARRY PLAST	SECURIPLAST 03A	295 × 400	TG	3 000		50
JLS	14201	145 × 235	P	100	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14901	145 × 235	P	101	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14205	210 × 255	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14905	211 × 255	M	401	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14202	206 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14902	260 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14203	295 × 375	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14903	295 × 375	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14206	300 × 410	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14906	300 × 410	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14904	380 × 470	SR	P et/ou M	Polyéthylène basse densité	60
AMPAC	E917	110 × 240	P	100	Polyéthylène ultra light	45
AMPAC	E1424	140 × 240	M	300	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	707889-B	191 × 280	M	300	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	707889	191 × 280	M	500	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 2130	210 × 297	G	800	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 3042	305 × 420	TG	2 500	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 4255	420 × 555	TG	4 000	Polyéthylène medium	55
AMPAC	BDF 472618/ DAB 3042	325 × 555	TG	4 000	Polyéthylène medium	55
LOOMIS	W111R/848	205 × 305	M	800	Polyéthylène basse densité	50
LOOMIS	T101RA/853	120 × 250	P	200	Polyéthylène basse densité	60
LOOMIS	T121RA/860	230 × 285	G	1 500	Polyéthylène basse densité	70
LOOMIS	T131RA/861	280 × 390	G	2 500	Polyéthylène basse densité	70
DECOMATIC S.A	AXT 300	135 × 240	P	300	Polyéthylène medium	50

FABRICANT	RÉF. pochette	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petit (P), Moyenne (M), Grande (G), Très grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (Nombre de billets ou type de pochette)	MATIÈRE	ÉPAISSEUR (Microns)
DECOMATIC S.A	AXT 500	170 × 240	M	500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	AXT 2500	280 × 420	TG/SR	2 500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	DXT 300	135 × 240	P	300	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	DXT 500	170 × 240	M	500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	DXT 2 500	280 × 420	TG/SR	2500	Polyéthylène medium	60
COVERIS	COVP2 OPAQUE	130 × 200	M	500		60
COVERIS	COVP3 OPAQUE	130 × 245	P	300		60
COVERIS	COVM2	155 × 260	P	300		50
COVERIS	COVM3	145 × 210	P	300		50
COVERIS	COVG1 OPAQUE	295 × 230	G	1 000		60
COVERIS	COVG2	300 × 320	G	1 000		60
COVERIS	COVTG1 OPAQUE	295 × 370	G	1 000		60
COVERIS	COVR1	370 × 435	G	2 000		60
COVERIS	COVSR2 OPAQUE	295 × 440	G	2 000		60
DEBATIN	650 210 PK	165 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 310 PK	295 × 280	G	1 000	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 510 PK	295 × 410	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	CODE 50	275 × 440	SR	P et/ou M	Matière non tissée DEBATEX	
DEBATIN	CODE 52	130 × 220	P	100	Matière non tissée DEBATEX	
DEBATIN	CODE 55	170 × 265	M	400	Matière non tissée DEBATEX	
DEBATIN	CODE 56	240 × 320	G	1 000	Matière non tissée DEBATEX	
DEBATIN	CODE 04	280 × 510	TG	2 700	Matière non tissée DEBATEX	
DEBATIN	650 110	125 × 240	P	100	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 210	165 × 270	M	400	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 310	295 × 290	G	1 000	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 510	295 × 410	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
ORFIX	OFX 19003	125 × 230	P	100	Polyéthylène basse densité	60
ORFIX	OFX 19002	280 × 280	M	400	Polyéthylène basse densité	70
ORFIX	OFX 19004	295 × 300	M	400	Polyéthylène basse densité	60
ORFIX	OFX 19001	295 × 400	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFIX	OFX 19005	295 × 420	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	60
ORFIX	OFX 19006	295 × 420	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	60

FABRICANT	RÉF. pochette	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petit (P), Moyenne (M), Grande (G), Très grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (Nombre de billets ou type de pochette)	MATIÈRE	ÉPAISSEUR (Microns)
ORFIX	OFX 19007	380 × 475	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
ORFIX	OFX 19008	195 × 350	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFIX	OFX 19009	535 × 535	TG	4 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFIX	OFX 19010	535 × 745	TG	5 000	Polyéthylène basse densité	70
HANOVA	Code 03	281 × 378	TG	2 000	Polypropylène	
HANOVA	Code 55	166 × 268	M	400	Polypropylène	
HANOVA	Code 52	126 × 223	P	100	Polypropylène	
HANOVA	Code 56	236 × 323	G	1 000	Polypropylène	
GRESSET SERVICES	GS 280 × 165	280 × 165	M	500	Pepb	70
GRESSET SERVICES	GS 270 × 145	270 × 145	M	400	Pepb	70

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 17 avril 2019 modifiant l'arrêté modifié du 16 mars 2017 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD1909544A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.613-47 à R.613-52 et R.613-57;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2012 modifié fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R.613-47 à R.613-52 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R.613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 16 mars 2017 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure;

Vu la demande de la société StrongPoint, dont le siège est sis Z.I. Des Marais, 32-34, rue des Osiers - lot n°4, à Coignières (78310), immatriculée le 3 mai 2005 au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 444 113 021 et représentée par M. Sébastien Pociello;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 13 mars 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La liste annexée à l'arrêté du 16 mars 2017 susvisé est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société StrongPoint et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*L'adjoint au sous-directeur  
des polices administratives,  
chef du bureau des polices administratives,*  
A. ADAM



## ANNEXE

## CONFORMITÉ DES POCHETTES ATTESTÉES PAR LE CNPP

FABRICANT	RÉF. pochette	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petit (P), Moyenne (M), Grande (G), Très grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (Nombre de billets ou type de pochette)	MATIÈRE	ÉPAISSEUR (Microns)
HARRY PLAST	SECURIPLAST 05A	165 × 260	P	400	Polyéthylène fragmentable	50
HARRY PLAST	SECURIPLAST 01A	130 × 260	P	150		55
HARRY PLAST	SECURIPLAST 04A	195 × 260	M	500		45
HARRY PLAST	SECURIPLAST 02A	300 × 250	G	1 000		65
HARRY PLAST	SECURIPLAST 03A	295 × 400	TG	3 000		50
JLS	14201	145 × 235	P	100	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14901	145 × 235	P	101	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14205	210 × 255	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14905	211 × 255	M	401	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14202	206 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14902	260 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
JLS	14203	295 × 375	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14903	295 × 375	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14206	300 × 410	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14906	300 × 410	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
JLS	14904	380 × 470	SR	P et/ou M	Polyéthylène basse densité	60
AMPAC	E917	110 × 240	P	100	Polyéthylène ultra light	45
AMPAC	E1424	140 × 240	M	300	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	707889-B	191 × 280	M	300	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	707889	191 × 280	M	500	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 2130	210 × 297	G	800	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 3042	305 × 420	TG	2 500	Polyéthylène fragmentable	45
AMPAC	E 4255	420 × 555	TG	4 000	Polyéthylène medium	55
AMPAC	BDF 472618/ DAB 3042	325 × 555	TG	4 000	Polyéthylène medium	55
LOOMIS	W111R/848	205 × 305	M	800	Polyéthylène basse densité	50
LOOMIS	T101RA/853	120 × 250	P	200	Polyéthylène basse densité	60
LOOMIS	T121RA/860	230 × 285	G	1 500	Polyéthylène basse densité	70
LOOMIS	T131RA/861	280 × 390	G	2 500	Polyéthylène basse densité	70
DECOMATIC S.A	A × T 300	135 × 240	P	300	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	A × T 500	170 × 240	M	500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	A × T 2500	280 × 420	TG/SR	2 500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	D × T 300	135 × 240	P	300	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	D × T 500	170 × 240	M	500	Polyéthylène medium	50
DECOMATIC S.A	D × T 2500	280 × 420	TG/SR	2 500	Polyéthylène medium	60

COVERIS	COVP2 OPAQUE	130 × 200	M	500		60
COVERIS	COVP3 OPAQUE	130 × 245	P	300		60
COVERIS	COVM2	155 × 260	P	300		50
COVERIS	COVM3	145 × 210	P	300		50
COVERIS	COVG1 OPAQUE	295 × 230	G	1 000		60
COVERIS	COVG2	300 × 320	G	1 000		60
COVERIS	COVTG1 OPAQUE	295 × 370	G	1 000		60
COVERIS	COVR1	370 × 435	G	2 000		60
COVERIS	COVSR2 OPAQUE	295 × 440	G	2 000		60
DEBATIN	650 210 PK	165 × 295	M	400	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 310 PK	295 × 280	G	1 000	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 510 PK	295 × 410	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	CODE 50	275 × 440	SR	P et/ou M	Matière non tissée DEBATE ×	
DEBATIN	CODE 52	130 × 220	P	100	Matière non tissée DEBATE ×	
DEBATIN	CODE 55	170 × 265	M	400	Matière non tissée DEBATE ×	
DEBATIN	CODE 56	240 × 320	G	1 000	Matière non tissée DEBATE ×	
DEBATIN	CODE 04	280 × 510	TG	2 700	Matière non tissée DEBATE ×	
DEBATIN	650 110	125 × 240	P	100	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 210	165 × 270	M	400	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 310	295 × 290	G	1 000	Polyéthylène basse densité	60
DEBATIN	650 510	295 × 410	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19003	125 × 230	P	100	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19002	280 × 280	M	400	Polyéthylène basse densité	70
ORFI X	OF X 19004	295 × 300	M	400	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19001	295 × 400	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFI X	OF X 19005	295 × 420	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19006	295 × 420	TG	2 000	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19007	380 × 475	TG	2 700	Polyéthylène basse densité	60
ORFI X	OF X 19008	195 × 350	G	1 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFI X	OF X 19009	535 × 535	TG	4 000	Polyéthylène basse densité	70
ORFI X	OF X 19010	535 × 745	TG	5 000	Polyéthylène basse densité	70
HANOVA	Code 03	281 × 378	TG	2 000	Polypropylène	
HANOVA	Code 55	166 × 268	M	400	Polypropylène	
HANOVA	Code 52	126 × 223	P	100	Polypropylène	
HANOVA	Code 56	236 × 323	G	1 000	Polypropylène	
GRESSET SERVICES	GS 280 × 165	280 × 165	M	500	Pepb	70
GRESSET SERVICES	GS 270 × 145	270 × 145	M	400	Pepb	70

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 17 avril 2019 modifiant l'arrêté modifié du 21 juillet 2014 portant agrément d'un dispositif prévu à l'article R.613-47 du code de la sécurité intérieure**

NOR : INTD1909545A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.613-47 à R.613-52 et R.613-57;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2012 modifié fixant les conditions techniques nécessaires à l'agrément prévu aux articles R.613-47 à R.613-52 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2012 modifié portant nomination à la commission technique prévue à l'article R.613-57 du code de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 modifié portant agrément d'un dispositif prévu à l'article 8-1 du décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 modifié relatif à la protection des transports de fonds;

Vu la demande de la société Oberthur Cash Protection, dont le siège est sis 7, avenue de Messine, à Paris (75008), immatriculée le 23 mai 2012 au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 332 059 518 et représentée par M. Didier Dubois;

Vu l'avis favorable de la commission technique en date du 13 mars 2019,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>

La liste annexée à l'arrêté du 21 juillet 2014 susvisé est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société Oberthur Cash Protection et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :  
*L'adjoint au sous-directeur  
des polices administratives,  
chef du bureau des polices administratives,*  
A. ADAM

## ANNEXE

FABRICANT	RÉF. POCHETTE	DIMENSIONS (mm x mm)	CATÉGORIE Petite (P), Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (nb. billets ou type pochettes)	RAPPORT D'ESSAI (organisme & réf)
<b>AMPAC</b> Saxon Way, Melbourn, Royston, Herts SG8 6DN United Kingdom	Net Bag Code 52	110 × 175	P	1 à 100	CNPP MD 14 00 42
	Net Bag Code 55	150 × 220	M	80 à 400	
	Net Bag Code 56	220 × 275	G	400 à 1 000	
	Net Bag Code 04	265 × 470	TG	1 000 à 2 700	
	Net Bag Code 50	265 × 390	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
	DB SF	120 × 210	S	1 à 100	CNPP MD 14 00 42
	DB 1F	140 × 240	M	20 à 300	
	DB 2F	150 × 260	M	20 à 300	
	AXYSA001/1424	140 × 250	M	20 à 300	
	AXYSA001	150 × 260	M	20 à 300	
	DB 4F	210 × 295	G	300 à 1 000	
	TB 4F	305 × 420	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
	T101RA	130 × 250	P	1 à 100	CNPP MD 17 00 38
	T121RA	260 × 290	G	400 à 1 000	
	T131RA	290 × 400	TG	400 à 2 700	
<b>COVERIS</b> Skerne Road - Oakesway Business Park Hartlepool TS24 0RH United Kingdom	AXY-BR-Sm-001	120 × 190	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AXY-BR-Me-001	170 × 250	M	80 à 400	
	AXY-BR-La-001	250 × 275	G	400 à 1 000	
	AXY-BR-XL-001	275 × 510	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
	COVP2	130 × 200	P	1 à 100	CNPP MD 16 00 18
	COVP3	135 × 255	P	1 à 100	
	COVM1	140 × 235	M	80 à 400	
	COVM2	155 × 235	M	80 à 400	
	COVSR1	380 × 470	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
	COVP2	130 × 200	P	1 à 100	
	COVP3	135 × 255	P	1 à 100	
	COVM1	140 × 235	M	80 à 400	
	COVSR2	295 × 435	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
	COVG1	255 × 295	G	400 à 1 000	
	COVG2	295 × 375	G	400 à 1 000	
	COVTG1	295 × 400	TG	1 000 à 2 700	

FABRICANT	RÉF. POCLETTE	DIMENSIONS (mm x mm)	CATÉGORIE Petite (P), Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (nb.billets ou type pochettes)	RAPPORT D'ESSAI (organisme & réf)
<b>DEBATIN</b> 6, rue de l'Electricité BP 05 67801 HOENHEIM Cedex France	650 110	125 × 240	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	650 210	165 × 270	M	80 à 400	
	650 310	295 × 290	G	400 à 1 000	
	650 510	295 × 410	TG	1 000 à 2 700	
	650 110 PK	125 × 240	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	650 210 PK	165 × 295	M	80 à 400	
	650 310 PK	295 × 280	G	400 à 1 000	
	650 510 PK	295 × 410	TG	1 000 à 2 700	
	Code 50	275 × 440	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	CNPP MD 13 01 14
	Code 52	130 × 220	P	1 à 100	
	Code 55	170 × 265	M	80 à 400	
	Code 56	240 × 320	G	400 à 1 000	
	Code 04	280 × 510	TG	1 000 à 2 700	
<b>DECOMATIC SA</b> ZA de Malatrait BP 49 38291 LA VERPILLIERE Cedex France	AXT 300	130 × 225	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AXT 500	170 × 240	M	80 à 400	
	AXT 1000	220 × 280	G	400 à 1 000	
	DXT 300	130 × 225	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	DXT 500	170 × 240	M	80 à 400	
	DXT 1500	220 × 280	G	400 à 1 000	
	DXT 2500	280 × 420	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	
<b>HARRY PLAST</b> ZI du Marillon BP 70045 59731 SAINT-AMAND- LES-EAUX France	SECURIPLAST 10A	130 × 250	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	SECURIPLAST 11A	175 × 235	M	80 à 400	
	SECURIPLAST 12A	235 × 340	G	400 à 1 000	
<b>JLS International</b> ZA des Maréchaux 1 rue Foch 67450 MUDOLSHEIM France	AX0K	145 × 235	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	AX1K	210 × 255	M	80 à 400	
	AX2K	260 × 295	M	80 à 400	
	AX3K	295 × 375	G	400 à 1 000	
	AXCK	380 × 470	<b>SR</b>	<b>P</b> et/ou <b>M</b>	

FABRICANT	RÉF. POCLETTE	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petite (P), Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (nb. billets ou type pochettes)	RAPPORT D'ESSAI (Organisme & Réf)
<b>GRESSET</b> BP 20103 39301 CHAMPAGNOLE Cedex France	PM PAP 4	130 × 185	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	PM PAP 6	125 × 215	P	1 à 100	
	PM POL 4	135 × 215	P	1 à 100	
	PM POL 6	135 × 215	P	1 à 100	
	MM PAP 4	140 × 215	M	80 à 300	
	MM PAP 6	140 × 215	M	80 à 300	
	MM POL 4	145 × 215	M	80 à 300	
	MM POL 6	145 × 215	M	80 à 300	
	GM POL 4	216 × 210	M	80 à 300	CNPP MD 16 01 12
	GS pe 28*16 T	160 × 280	M	80 à 300	CNPP MD 18 01 24
	GS pe 28*16	160 × 280	M	80 à 300	
	GS pe 27*14 T	140 × 270	M	80 à 300	
	GS pe 27*14	140 × 270	M	80 à 300	
<b>ORFIX France SA</b> ZI de Maubech 19250 MEYMAC France	OFX 19003	165 × 275	P	1 à 100	CNPP MD 15 01 23 MD 18 01 25
		125 × 230	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14 MD 18 01 25
	OFX 19002	280 × 280	M	80 à 400	
	OFX 19004	295 × 300	M	80 à 400	
	OFX 19001	295 × 400	TG	400 à 2 000	
	OFX 19005	295 × 420	TG	400 à 2 000	
	OFX 19006	295 × 420	TG	400 à 2 000	
	OFX 19007	380 × 475	TG	400 à 2 700	
	OFX 19008	195 × 350	G	400 à 1000	CNPP MD 16 00 18 MD 18 01 25
	OFX 19002	210 × 285	M	80 à 400	CNPP MD 16 00 63 MD 18 01 25
	OFX 19002 (E2130)	210 × 285	M	80 à 400	
	OFX 19006	295 × 410	TG	400 à 2 000	
	OFX 19005	295 × 425	TG	400 à 2 000	CNPP MD 16 01 12 MD 18 01 25
	OFX 19011	310 × 420	TG	400 à 2 700	
	OFX 19012	280 × 300	G	400 à 1 000	CNPP MD 18 01 25
<b>PARAGON</b> 39, rue des Rivières Saint-Agnan 58200 COSNE-SUR-LOIRE France	Sécuriform V4B	105 × 185	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	Sécuriform V5	120 × 215	M	80 à 400	
	Sécuriform V14	130 × 215	M	80 à 400	

FABRICANT	RÉF. POCLETTE	DIMENSIONS (mm × mm)	CATÉGORIE Petite (P) ; Moyenne (M), Grande (G), Très Grande (TG), Sac de regroupement (SR)	CAPACITÉ (nb. billets ou type pochettes)	RAPPORT D'ESSAI (organisme & réf)
TRANSPOSAFE P.O. Box 16 2170 AC SASSENHEIM Hollande	Isealbag Code 52	125 × 180	P	1 à 100	CNPP MD 13 01 14
	Isealbag Code 55	160 × 220	M	80 à 400	
	Isealbag Code 56	230 × 275	G	400 à 1 000	
	Isealbag Code 50	275 × 400	SR	P et/ou M	
CABAPLAST Z.I 10, rue des Tilleuls 28120 ILLIERS-COMBRAY France	PM	200 × 140	P	1 à 100	CNPP MD 17 00 36
	PML	200 × 140	P	1 à 100	
	PMBL	200 × 140	P	1 à 100	
	MM	210 × 250	M	80 à 400	
Caractéristiques des pochettes: se reporter aux fiches techniques pochettes.					

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à la sécurité routière

**Note d'information du 22 mars 2019 relative à la généralisation du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales chargées du contrôle médical de l'aptitude à la conduite**

NOR : INTS1906924N

**Résumé :** l'éthylotest antidémarrage (EAD) médico-administratif a fait l'objet d'une préfiguration dans quatre départements entre décembre 2016 et décembre 2018. Le dispositif est généralisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il s'applique aux conducteurs ayant fait l'objet d'une mesure de suspension, d'annulation ou d'invalidation de leur permis de conduire ou ayant bénéficié d'une mesure EAD alternatif à une suspension. Les commissions médicales chargées d'évaluer l'aptitude médicale, situées dans le département de résidence du conducteur, sont compétentes pour rendre un avis d'aptitude temporaire à la conduite, sous réserve que le conducteur s'engage à ne conduire que des véhicules équipés d'un EAD et à suivre un stage dans un établissement spécialisé en addictologie.

**Références :**

- Code de la route, notamment ses articles R. 221-1-1, R. 226-1, R. 226-3, D. 226-3-1 et R. 233-1 ;
- Code de la santé publique, notamment son article D. 3411-1 ;
- Décret n° 2016-1289 du 30 septembre 2016 relatif à la réquisition par les agents de l'autorité compétente d'un document attestant que le véhicule est équipé d'un dispositif homologué d'antidémarrage par éthylotest électronique et à la décision de mainlevée d'une prescription de mise en fourrière d'un véhicule ;
- Décret n° 2018-1143 du 13 décembre 2018 relatif à la compétence des commissions médicales primaires ;
- Arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée ;
- Arrêté du 13 juillet 2012 modifié fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 modifié relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;
- Arrêté du 30 octobre 2016 relatif aux modalités de prescription et de mise en œuvre du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales en charge du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

**Texte abrogé :**

- Note d'information du 9 janvier 2017 relative aux modalités de prescription, de mise en œuvre et de contrôle du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales en charge du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

*Le magistrat, délégué à la sécurité routière, à Mesdames et Messieurs les préfets de département,  
Monsieur le préfet de police de Paris.*

L'alcool demeure une des causes principales de mortalité sur la route : en 2017, 776 personnes ont été tuées dans un accident dans lequel la présence d'alcool a été relevée. Pour sauver des vies sur les routes, les dispositifs permettant le recours à des éthylotests antidémarrage (EAD) se développent.

Le comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 2 octobre 2015 a entendu élargir les possibilités de recours à l'EAD en déployant l'EAD, sur avis de la commission médicale primaire, pour les conducteurs confrontés à des situations de mésusage d'alcool ou de troubles de l'usage d'alcool. Après une période de préfiguration qui s'est déroulée entre décembre 2016 et décembre 2018 dans les départements de la Drôme, de la Marne, du Nord et du Finistère, l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 2016 prévoit la généralisation de ce dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par ailleurs, dans le cadre du CISR du 9 janvier 2018, le Premier ministre a décidé de favoriser davantage l'usage de l'EAD en donnant la possibilité à un conducteur contrôlé avec un taux d'alcool supérieur à 0,8 g/l dans le sang (0,4 mg/l dans l'air expiré) dont le permis pourrait être suspendu par décision préfectorale de continuer à conduire



pendant le temps qu'aurait duré cette suspension, à condition de ne conduire qu'un véhicule équipé d'un éthylotest antidémarrage (EAD), à ses frais<sup>1</sup>. Plusieurs départements pilotes ont expérimenté ce dispositif. Ces deux mesures devront s'articuler.

La présente note, qui abroge la note d'information précédente du 9 janvier 2017, tire les conséquences de l'expérimentation de l'éthylotest antidémarrage médico-administratif menée dans les quatre départements tests en prenant en compte la nouvelle répartition des compétences entre les préfetures et les centres d'expertise et de ressource titres (CERT). La note expose le cadre réglementaire du dispositif, les modalités de sa mise en œuvre et le contrôle du respect de cette obligation par le conducteur.

## I. – LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

### 1.1. Le domaine d'application

Le dispositif prévu par l'arrêté du 30 octobre 2016<sup>2</sup> permet de sécuriser la restitution du titre de conduite pour les conducteurs dont le permis de conduire a fait l'objet d'une mesure d'annulation, de suspension, d'invalidation du permis de conduire ou de conduite restreinte aux véhicules équipés d'un EAD dans le cadre de l'application de l'article R. 224-6 du code de la route (décret n° 2018-795 du 17 septembre 2018 relatif à la sécurité routière).

#### *Avis médical d'aptitude*

La commission médicale chargée d'évaluer l'aptitude médicale à la conduite peut, en première instance (commission médicale primaire) ou en appel (commission médicale d'appel), émettre un avis d'aptitude temporaire à la conduite dans les cas de mésusage d'alcool ou de troubles de l'usage d'alcool, sous réserve que le conducteur s'engage à ne conduire que des véhicules équipés d'un EAD et à suivre un stage dans un établissement spécialisé en addictologie.

La commission compétente pour rendre l'avis d'aptitude temporaire est celle du lieu de résidence du conducteur (article 9 III de l'arrêté du 31 juillet 2012). Seules les commissions médicales primaires ou d'appel peuvent proposer l'EAD médico-administratif. Les médecins agréés consultant hors commission médicale ne sont pas habilités à faire une telle proposition<sup>3</sup>. Les médecins agréés peuvent toutefois renvoyer l'usager devant la commission primaire, notamment s'ils estiment que la situation du conducteur justifie qu'un EAD soit prescrit (articles R. 226-2 et R. 226-3 du code de la route).

#### *Arrêté pris après l'avis médical*

Le représentant de l'État dans le département peut, sur le fondement de l'avis rendu par la commission médicale, délivrer au conducteur un permis de conduire de durée de validité limitée (6 mois à 1 an) avec restriction d'usage prévoyant une obligation de ne conduire qu'un véhicule équipé d'un EAD. L'avis médical émis par la commission médicale ne lie pas le préfet, qui peut prendre toute décision motivée par les enjeux de la sécurité routière (article R. 226-4 du code de la route). Le préfet notifie ensuite à l'usager sa décision (*cf.* II de la présente note d'information «les modalités de mise en œuvre»).

### 1.2. Les effets de la mesure

Cette mesure ne permet de conduire que des véhicules du groupe léger<sup>4</sup>. Pour mémoire, le dispositif ne s'applique pas à la catégorie AM, qui peut donc être utilisée sans dispositif EAD.

Cette restriction d'usage EAD est mentionnée sur le permis de conduire au moyen de l'apposition du code européen «69» («limité aux véhicules équipés d'un éthylotest antidémarrage conforme à la norme EN 50436»).

Les conducteurs professionnels de taxis, d'ambulances, de VTC, de transport de personnes à moto... ne peuvent pas bénéficier de l'EAD médico-administratif. La conduite de ces véhicules, qui relève en effet, en matière de réglementation médicale, du groupe lourd<sup>5</sup> (C1, C1E, C, CE, D1, D1E, D et DE)<sup>6</sup>, est exclue de l'EAD médico-administratif. Les catégories lourdes feront l'objet d'un avis d'inaptitude et figureront, dans le dossier conducteur et

<sup>1</sup> Article R. 224-6 du code de la route issu des dispositions du décret n° 2018-795 du 17 septembre 2018 relatif à la sécurité routière.

<sup>2</sup> Qui a modifié :

- l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée ;
- l'arrêté du 13 juillet 2012 modifié fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur ;
- l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

<sup>3</sup> Article 5 V de l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié et arrêté du 21 décembre 2005 modifié, annexe 1 : rubrique 4.1.1. du tableau classe IV du groupe léger et annexe 2.

<sup>4</sup> *Cf.* le tableau 4.1.1 de la classe IV du groupe léger en annexe I de l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié.

<sup>5</sup> *Cf.* article 2 de l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée.

<sup>6</sup> *Cf.* le tableau 4.1.1 de la classe IV du groupe lourd en annexe I de l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié.

sur le relevé intégral, à l'état « Inapte ». Lesdites catégories n'apparaîtront plus sur le nouveau titre de conduite, qui aura une durée de validité limitée et qui présentera la mention de restriction d'usage EAD (annexe 3 de la présente note d'information).

À l'expiration de la période de validité temporaire du permis de conduire suite à un EAD médico-administratif, l'usager sera soumis à une nouvelle évaluation d'aptitude physique, cognitive et sensorielle qui permettra aux commissions médicales de se prononcer sur l'aptitude et de proposer, s'il y a lieu, le maintien de la mesure EAD.

## II. – LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 2.1. Le rôle des commissions médicales: repérage, information du conducteur et établissement de l'avis médical

L'expérimentation menée a démontré que l'appropriation par les médecins de ce dispositif est déterminante. Le succès de ce dispositif repose sur la sensibilisation et l'accompagnement des médecins de commission par les représentants de l'État et les services compétents en la matière.

Les formations initiales et continues, obligatoires dans le cadre de l'agrément préfectoral, sensibiliseront également les médecins sur ces problématiques. À cette fin, il est demandé aux organismes de formation d'intégrer le thème de l'EAD médico-administratif aux programmes des formations initiales et continues dispensées aux médecins. Par ailleurs, des formations en e-learning seront mises en place au premier trimestre 2019. Il est opportun que les services préfectoraux s'assurent des bonnes diffusion et connaissance des différents supports, élaborés par la délégation à la sécurité routière et la direction générale de la santé du ministère chargé de la santé, mis à disposition des médecins.

Les médecins des commissions médicales disposent, pour permettre d'aborder sereinement avec les conducteurs la problématique de l'alcool, d'ores et déjà d'un certain nombre d'outils<sup>7</sup> disponibles pour la plupart sur les sites internet des préfectures ou des ministères chargé de la sécurité routière et chargé de la santé<sup>8</sup>, sur le site de la Santé publique France<sup>9</sup> et sur le site « [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr) ». Une fiche intitulée « Indication de l'EAD médico-administratif » destinée à aider les médecins dans leur décision de proposer l'EAD est jointe en annexe 9 de la présente note d'information.

Le conducteur doit se présenter devant la commission avec différents documents (arrêté de suspension, décision d'invalidation ou d'annulation, questionnaire médical, arrêté restreignant le droit à conduire avec un EAD...), ainsi que les résultats des examens médicaux qui auront, le cas échéant, été préalablement demandés<sup>10</sup>.

Les médecins de la commission proposant au préfet la délivrance d'un permis de conduire temporaire avec restriction EAD doivent informer le conducteur des motifs d'ordre médical qui ont fondé leur décision et lui présenter les principaux aspects du suivi médico-psychologique obligatoire effectué dans les établissements spécialisés en addictologie. Pour ce faire, les médecins remettent, à l'issue de la visite, la notice explicative figurant en annexe 1 de la présente note d'information présentant les informations relatives au dispositif, le lien renvoyant vers la liste à jour des installateurs agréés d'EAD implantés dans le département<sup>11</sup> (les coordonnées des installateurs agréés du département doivent être disponibles dans chaque préfecture, ainsi que sur le site internet de la préfecture), une notice d'information sur le fonctionnement de l'EAD dont le modèle est disponible sur le site de la sécurité routière<sup>12</sup>, ainsi que la liste des centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA). Le dépliant « L'éthylotest antidémarrage: un dispositif contre l'alcool au volant » peut utilement être remis.

Les conducteurs sont invités à contacter un des CSAPA de référence, afin de se signaler auprès de l'équipe chargée de l'accompagnement prévu dans les textes réglementaires. Pour des raisons de confidentialité et de protection du secret médical, les médecins des commissions médicales ne doivent pas communiquer aux CSAPA l'identité des usagers pour qui l'indication de l'EAD a été posée.

L'avis émis par la commission médicale est matérialisé par le Cerfa n° 14880\*02 « Permis de conduire - avis médical ». La procédure à suivre est décrite dans l'annexe 2. La commission remet l'original du Cerfa au service de la préfecture et une copie à l'usager.

Le bilan de l'expérimentation laisse apparaître que les conducteurs qui ont suivi l'intégralité du parcours font un bilan positif de l'expérience. Ces personnes expliquent qu'elles ont pris conscience des risques encourus et ont modifié

<sup>7</sup> Documents intitulés : « Modernisation du secrétariat des commissions médicales : guide de bonnes pratiques » ; « Fiche sur les examens biologiques demandés pour le passage en commission médicale » ; « La visite médicale d'aptitude à la conduite : repères pour le médecin » ; « Relevé d'observation médicale » ; « Repérage précoce et intervention brève » ; « Dispensation des médicaments présentant des risques pour la conduite des véhicules » ; « Pour une conduite adaptée à sa santé. Médecins : quel est votre rôle ? » - Questionnaire médical à remplir par l'usager. - Cerfa n°14880\*02 « Permis de conduire - Avis médical » - Notice explicative n°51676 03 relative au Cerfa n°14880\*02.

<sup>8</sup> <https://solidarites-sante.gouv.fr/prevention-en-sante/addictions/article/alcool-informations-destinees-aux-professionnels-de-sante>

<sup>9</sup> [http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/591\\_Alcool\\_medicin\\_2014.pdf](http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/591_Alcool_medicin_2014.pdf)

<sup>10</sup> Voir les documents intitulés : « Modernisation du secrétariat des commissions médicales : guide de bonnes pratiques » ; « Fiche sur les examens biologiques demandés pour le passage en commission médicale ».

<sup>11</sup> L'usager peut également s'adresser à un installateur agréé situé dans un autre département.

<sup>12</sup> <http://www.securite-routiere.gouv.fr/medias/documentation/guides-et-depliants/reglementation-et-comportement-du-conducteur>

leurs habitudes de conduite. Le suivi médical proposé leur a permis de créer des liens avec des spécialistes dans le domaine de l'addiction. Les médecins ont dès lors pour mission de s'assurer de la bonne compréhension du dispositif et de l'adhésion du conducteur. L'utilisateur doit, en effet, adhérer au dispositif et s'engager à remplir les deux conditions cumulatives, c'est-à-dire de ne conduire que des véhicules équipés d'un dispositif homologué d'antidémarrage par éthylotest électronique et de suivre un accompagnement médico-psychologique dans un établissement spécialisé en addictologie.

## 2.2. L'émission d'un nouveau titre

L'avis rendu par la commission médicale permet au préfet de délivrer un permis de conduire à durée de validité limitée avec une restriction EAD.

La décision de restreindre la validité d'une catégorie à durée limitée avec restriction d'usage EAD sera retranscrite sur le formulaire « Mesure administrative consécutive au contrôle médical » (imprimé « référence 61 »).

Si le dispositif EAD médico-administratif est mis en œuvre à la suite d'un contrôle médical effectué dans le cadre d'une mesure de suspension, il revient aux services compétents en préfecture d'enregistrer l'avis de la commission médicale, d'émettre et de notifier une référence 61 (« Mesure administrative consécutive au contrôle médical »).

De même, si le dispositif EAD médico-administratif est mis en œuvre à la suite du contrôle médical effectué avant la fin d'une mesure d'autorisation provisoire de conduire sous restriction EAD (en application de l'article R. 224-6 du code de la route), les services préfectoraux sont compétents pour saisir l'avis médical et éditer la référence 61.

En revanche, si le dispositif EAD médico-administratif est mis en œuvre dans le cadre d'une nouvelle demande de permis de conduire à la suite d'une invalidation ou d'une annulation judiciaire, il revient aux services compétents en préfecture d'indiquer l'avis de la commission médicale en message d'information, puis d'émettre et de notifier une référence 61 qui sera complétée de manière manuscrite. Le CERT enregistrera l'avis de la commission médicale dans le SNPC. Le code « 69 » correspondant à la restriction d'usage EAD sera saisi dans le dossier conducteur dès l'enregistrement de l'inscription au permis de conduire.

Afin que puissent figurer, sur la « référence 61 », à la fois l'aptitude temporaire pour les catégories légères (« prorogée jusqu'au... »), la suspension, « *sine die* » des autres catégories (« suspendue à compter du ... ») et le code 69 correspondant à la restriction d'usage EAD, il conviendra d'insérer, dans le champ prévu pour le second considérant, la motivation suivante : « Considérant ... l'avis émis par la commission médicale primaire/d'appel le ... : aptitude temporaire avec restriction d'usage EAD (code 69) pour les catégories légères et inaptitude pour les autres catégories ».

À la fin d'une mesure autorisant temporairement à conduire avec une restriction EAD dans le cadre de l'article R. 224-6 du code de la route, l'utilisateur se présentera devant la commission médicale qui pourra, au regard de l'examen d'aptitude à la conduire, donner un avis d'aptitude temporaire de 6 à 12 mois assorti, le cas échéant, d'une restriction de conduite des véhicules équipés d'un EAD médico-administratif (article R. 226-2 du code de la route).

## 2.3. La mobilisation des agences régionales de santé (ARS) et les modalités du suivi en centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)

L'accompagnement médico-psycho-éducatif, assuré par un CSAPA, se compose d'un premier entretien d'accueil, d'une consultation médicale en début de suivi, de 5 séances collectives et enfin d'une seconde consultation médicale en fin d'accompagnement. L'équipe chargée de l'animation des groupes sera composée d'un binôme de professionnels du CSAPA.

La réalisation de ce suivi médical donne lieu à l'établissement d'une attestation remise à l'utilisateur en vue de la présenter à la commission médicale lors du contrôle prévu pour le renouvellement de son permis de conduire.

Les prestations sont entièrement gratuites pour l'utilisateur.

Le ministère de la santé transmettra une instruction aux agences régionales de santé (ARS) pour leur présenter le dispositif réglementaire et les inviter à identifier un ou plusieurs CSAPA référents EAD par département. Les noms et les coordonnées des CSAPA référents EAD seront transmis aux préfetures entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 30 avril 2019.

Les référents « addictions » des ARS établiront un contact avec les chefs de projet MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives), également les directeurs de cabinet des préfets, afin de faciliter la coordination et la mise en œuvre du dispositif à l'échelle territoriale.

## 2.4. L'avis de la commission médicale est de nouveau requis à l'issue de la période de restriction de conduire sous EAD médico-administratif

Les commissions médicales du lieu de résidence doivent émettre un nouvel avis sur l'aptitude et peuvent proposer, en tant que de besoin, de renouveler la prescription EAD<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Cf. arrêté du 21 décembre 2005, annexe 1 : rubrique 4.1.1 du tableau classe IV du groupe léger et annexe 2.

### III. – LE CONTRÔLE PAR LES FORCES DE L'ORDRE

L'obligation de conduire un véhicule équipé d'un EAD est mentionné, pour les EAD médico-administratifs, directement sur le permis de conduire par l'apposition d'un code européen «69», ainsi que dans le dossier conducteur enregistré dans le système national des permis de conduire (SNPC).

L'interrogation du dossier complet du conducteur dans l'application SNPC permet de vérifier si le code «69» a été apposé à la suite de la décision administrative ou d'une décision judiciaire. Pour mémoire, le code national «69» n'est pas utilisé dans le SNPC pour signaler la mesure de restriction de conduire avec un EAD prise par le préfet en application de l'article R.224-6 du code de la route, celle-ci faisant l'objet d'une procédure particulière.

En cas de contrôle par les forces de l'ordre, le conducteur doit justifier non seulement de son droit à conduire, mais également de la bonne installation du dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique (*cf.* annexe 6).

Le non-respect de ces dispositions, ainsi que tout contournement du dispositif seront sanctionnés pénalement et peuvent faire l'objet d'une contravention de 4<sup>e</sup> classe (annexe 7).

Afin de permettre un suivi dans sa mise en œuvre, je vous saurais gré de bien vouloir nous indiquer annuellement le nombre d'arrêtés que vous aurez prescrits, voire le nombre d'installations d'EAD portées à votre connaissance.

Je vous remercie de votre implication et de celle de vos services dans la mise en œuvre de la présente note d'information et vous invite à me tenir informé des difficultés que son application pourrait générer.

Fait le 22 mars 2019.

*Le magistrat, délégué à la sécurité routière,*

E. BARBE

## ANNEXE 1

### INFORMATION DU CONDUCTEUR SUR LE DISPOSITIF D'ANTIDÉMARRAGE PAR ÉTHYLOTEST ÉLECTRONIQUE MÉDICO-ADMINISTRATIF

#### ***QU'EST-CE-QUE L'ETHYLOTEST ANTIDÉMARRAGE (EAD) ?***

L'éthylotest antidémarrage (EAD) est un instrument homologué de mesure de l'alcool dans l'air expiré associé au système de démarrage du véhicule.

L'EAD empêche de conduire sous l'effet de l'alcool. Il interdit tout démarrage du véhicule si le taux légal d'alcoolémie autorisé pour le conducteur concerné est dépassé.

#### ***QUI EST CONCERNE PAR L'EAD MEDICO-ADMINISTRATIF ?***

L'EAD médico-administratif concerne les conducteurs en situation de mésusage d'alcool ou de troubles de l'usage de l'alcool s'exposant à une décision d'incapacité à la conduite, donc à être privés du droit de conduire.

#### ***COMMENT EST PRESCRIT L'EAD MEDICO-ADMINISTRATIF ?***

La commission médicale (primaire ou d'appel) chargée d'évaluer l'aptitude médicale à la conduite peut proposer au préfet de délivrer un permis de conduire à durée de validité limitée (6 mois à 1 an, le plus souvent 1 an) si le conducteur s'engage à :

- ne conduire que des véhicules équipés d'un EAD ;
- suivre un stage d'accompagnement médico-psychologique dans un établissement spécialisé en addictologie.

La conduite avec dispositif EAD n'est possible que pour les véhicules relevant des catégories légères du permis de conduire. Le conducteur doit s'assurer que l'EAD peut être installé sur le véhicule qu'il envisage de conduire (ex : motorisation essence ou gasoil).

#### ***QUELLE EST LA FINALITE DU DISPOSITIF EAD ?***

Lutter contre les dangers (accidents mortels ou corporels) liés à la conduite sous l'influence de l'alcool, tout en permettant à certains usagers de continuer à conduire (notamment en vue d'exercer leur activité professionnelle), sans risque pour les autres. Ce dispositif de prévention permet également aux conducteurs de réduire leur consommation d'alcool.

#### ***QUE DELIVRE-T-ON AU CONDUCTEUR A QUI EST PRESCRIT L'EAD ?***

Le conducteur obtient un permis de conduire temporaire valable 6 mois à 1 an mentionnant l'obligation de ne conduire que des véhicules équipés d'un dispositif EAD (restriction d'usage EAD).

Le titulaire du permis ne peut conduire que des véhicules des catégories légères.

Les autres catégories éventuellement détenues auparavant n'apparaissent plus<sup>14</sup> sur le permis de conduire.

La restriction d'usage EAD est mentionnée sur le permis de conduire au moyen d'un code, le code 69, apposé en face des catégories concernées par l'EAD.

#### ***QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DU CONDUCTEUR A QUI EST PRESCRIT L'EAD ?***

Si le véhicule n'est pas équipé par construction d'un EAD, le conducteur doit faire installer, à ses frais, un dispositif homologué sur son véhicule (voir ci-après « *Comment fait-on installer l'EAD ?* »).

Le conducteur doit suivre un stage d'accompagnement médico-psychologique dans un établissement spécialisé en addictologie (voir ci-après « *En quoi consiste le stage d'accompagnement ?* »).

#### ***COMMENT FAIT-ON INSTALLER L'EAD ?***

Le dispositif EAD doit être mis en place par un installateur qualifié et agréé.

La liste à jour des installateurs d'EAD agréés et implantés dans le département est remise à l'intéressé par la préfecture.

**La liste des installateurs d'EAD agréés et implantés dans le département de [indiquer le département de résidence du conducteur] est jointe à la présente notice (la liste à jour est également disponible sur le site Internet de la préfecture).**

Il est précisé que l'utilisateur peut s'adresser à un installateur agréé situé hors de son département de résidence, notamment dans un département voisin, installateur agréé dont il trouvera les coordonnées auprès de chaque préfecture ou sur leur site Internet.

Les EAD doivent faire l'objet d'une vérification annuelle réalisée au sein d'établissements agréés.

#### ***COMMENT UTILISE-T-ON L'EAD ?***

Avant le démarrage du moteur, le conducteur doit souffler une première fois dans l'EAD. Le dispositif interdit le démarrage si le taux d'alcool est supérieur au taux autorisé ou si le démarrage n'a pas eu lieu dans les 2 minutes qui suivent le résultat de ce premier souffle.

Le démarrage du moteur n'a lieu que si un premier souffle négatif (inférieur aux taux prévus par les textes) est enregistré.

Entre 5 et 30 minutes après le démarrage du moteur, le dispositif demandera un nouveau souffle, à réaliser à l'arrêt (l'EAD n'intervient pas sur un moteur en marche, la conduite du véhicule n'est pas perturbée par l'appareil).

---

<sup>14</sup>A l'exception de la catégorie AM

Le conducteur disposera alors d'un délai de 20 minutes pour effectuer ce nouveau souffle :

- si aucun taux d'alcool supérieur au taux autorisé n'est décelé, aucun nouveau souffle ne sera effectué jusqu'au prochain arrêt du moteur.
- si le second souffle demandé n'est pas réalisé, une nouvelle alerte sera lancée au conducteur qui disposera alors d'un nouveau délai de 20 minutes pour réaliser ce second souffle.
- si le second souffle n'a pas été effectué dans les délais impartis, l'EAD empêche le redémarrage du moteur dès qu'il aura été arrêté pendant une durée supérieure à 10 secondes. Le véhicule ne pourra alors redémarrer qu'après appel à un installateur agréé (avec remorquage vers l'atelier considéré).

***EN QUOI CONSISTE LE STAGE D'ACCOMPAGNEMENT EN ETABLISSEMENT SPECIALISE EN ADDICTOLOGIE ?***

Le stage doit être effectué dans un centre spécialisé en addictologie (CSAPA). Les préfetures publieront sur leurs sites Internet et/ou afficheront dans leurs locaux le nom et les coordonnées des centres référents EAD dans le département.

**La liste à jour des centres spécialisés en addictologie présents dans le département de [indiquer le département de résidence du conducteur] est jointe à la présente notice (la liste à jour est également disponible sur le site Internet de la préfecture)**

Le stage s'étend sur la période de six à douze mois correspondant à la durée de la prescription de l'EAD (qui est la même que la période de validité du permis et qui est le plus souvent de douze mois). Les frais de stage ne sont pas mis à la charge du conducteur.

Le stage comporte :

- un rendez-vous d'accueil individuel ;
- deux consultations médicales, l'une à la suite du rendez-vous d'accueil, la seconde en toute fin d'accompagnement ;
- cinq séances collectives entre les deux consultations médicales.

La réalisation du stage donne lieu à l'établissement d'une attestation qui sera remise par le conducteur à la commission médicale lors du contrôle prévu pour le renouvellement de son permis de conduire (voir ci-dessous).

***QUE SE PASSE-T-IL A LA FIN DU STAGE D'ACCOMPAGNEMENT ?***

La durée du stage correspond à la durée de la période d'aptitude temporaire à la conduite avec restriction EAD. Un avis médical est nécessaire pour statuer sur l'aptitude à la conduite et le devenir du permis de conduire.

A la fin du stage, l'aptitude à la conduite du conducteur est donc obligatoirement réévaluée par la commission médicale ; en fonction des constatations effectuées, la commission médicale peut alors proposer que soit renouvelée la prescription du dispositif EAD.



***QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PRESCRIPTION EAD ?***

En cas de conduite d'un véhicule non équipé d'un EAD, le conducteur s'expose :

- à l'immobilisation du véhicule ;
- à la suspension de son permis de conduire ;
- au prononcé d'une décision d'inaptitude (il est alors mis fin à la mesure EAD ; l'intéressé n'a plus le droit de conduire, avec ou sans EAD) ;
- aux sanctions pénales pour la ou les infractions constatée(s).

En cas de non-respect du suivi médico-psychologique obligatoire accompagnant la mesure EAD, l'attestation de fin de stage exigée pour la réévaluation par la commission médicale n'est pas remise au conducteur.



## ANNEXE 2

### ÉTABLISSEMENT DE L'AVIS MÉDICAL ET INFORMATION DU CONDUCTEUR

L'avis médical est transcrit sur le formulaire CERFA n° 14880\*02 « Permis de conduire – Avis médical » (à terme, ce processus sera dématérialisé).

#### **Partie 5 du Cerfa :**

S'il est proposé de recourir à la mesure EAD médico-administratif, il convient de cocher :

- la case « groupe léger » (seule concernée par le dispositif EAD médico-administratif) ;
- les cases « *Apte temporaire pour une durée de validité limitée à [6 à 12 mois selon les cas]* » et « *à réexaminer par la commission médicale* » ;
- la case « *Apte avec les restrictions (...) suivantes...* ».

Sera portée dans la case « Observations », la formule suivante :

« *Code 69 – Véhicules avec EAD – Stage dans un établissement spécialisé en addictologie* ».

La commission peut également porter, dans la case observations, tous autres éléments qu'elle juge utiles, ne relevant pas du secret médical ;

- la case « *Inapte* » en cochant les cases « Groupe lourd » si d'autres catégories étaient effectivement détenues (l'aptitude temporaire avec des restrictions indiquées ci-dessus ne concernant que les catégories légères).

#### **Partie 7 du Cerfa :**

Dans ce cadre, doivent impérativement être indiqués les civilités, nom et prénom de l'usager qui déclare avoir pris connaissance des motifs d'ordre médical qui ont entraîné l'avis d'aptitude temporaire avec restriction EAD pour les catégories légères et l'avis d'inaptitude pour les autres catégories (hors AM).

## ANNEXE 3

### OPÉRATIONS À EFFECTUER DANS LE SYSTÈME NATIONAL DES PERMIS DE CONDUIRE

#### I. - Opérations à réaliser par la préfecture

##### I-1. *A l'issue d'une mesure de suspension ou toute autre mesure restrictive du droit de conduire*

Les opérations à effectuer dans le Système national des Permis de Conduire sont les suivantes :

- Par la fonction SDMED

- enregistrement de l'avis médical d'aptitude temporaire pour les catégories légères,
- enregistrement de l'avis médical d'inaptitude pour toutes les autres catégories<sup>15</sup>,
- édition de la « Mesure administrative consécutive au contrôle médical (« référence 61 ») ;

- Par la fonction PMODC

- apposition du code restrictif 69 sur les catégories légères par la touche « Y ».

##### I-2. *A l'issue d'une annulation judiciaire ou invalidation du permis de conduire*

Les opérations à effectuer dans le Système national des Permis de Conduire sont les suivantes :

- Par la fonction INFO

- inscription, dans le message d'information, de l'existence d'un avis médical EAD  
(Exemple: « VM120219 APTE 1A CAT légères EAD 69 PSY290119 REF61 NOTIF180219 » => avis médical du 12/02/2019 Apte 1 an catégories légères avec restriction EAD code 69, examen psychotechnique réalisé le 29/01/2019, Référence 61 notifiée le 18/02/2019.

N.B. : la préfecture reste chargée de l'arrêté préfectoral portant restriction de conduire sous EAD. Aussi, elle doit remplir de manière manuscrite un arrêté réf. 61, qu'elle fait notifier à l'usager.

#### II. - Opérations à réaliser par les CERT

##### II-1. *A l'issue d'une mesure de suspension ou toute autre mesure restrictive du droit de conduire*

Le CERT instruit la demande de titre après l'exécution de la mesure administrative dans le Portail Guichet Agent et valide l'édition du titre qui comportera la mention EAD.

##### II-2. *A l'issue d'une annulation judiciaire ou invalidation du permis de conduire*

a) Le CERT instruit la demande d'inscription aux examens du permis de conduire dans le Portail Guichet Agent.

Les opérations à effectuer dans le Système national des Permis de Conduire sont les suivantes :

- Par la fonction SDMED

- enregistrement de l'avis médical d'aptitude temporaire pour les catégories légères,

---

<sup>15</sup> Sauf catégorie AM

- enregistrement de l'avis médical d'incapacité pour toutes les autres catégories<sup>16</sup>.

Le CERT valide ensuite l'inscription dans le PGA et retourne sur le SNPC pour enregistrer la restriction d'usage EAD ;

- Par la fonction PMODC

- apposition du code restrictif 69 sur les catégories légères par la touche « Y ».

b) Le CERT saisi d'une demande de titre après réussite à l'examen doit vérifier les catégories qui portent la restriction d'usage EAD code 69. Le CERT finalisera ensuite la demande du PGA et doit demander l'édition d'un titre.

N.B. : pour utiliser la fonction SDMED, se reporter au mode opératoire décrit dans le « Manuel utilisateurs – Médical » Version 4 mise à jour au 25 septembre 2018 (pages 15 et suivantes).

Pour utiliser la fonction PMODC, se reporter au mode opératoire décrit dans le « Manuel utilisateurs – Permis et titres » Version 5 mise à jour au 25 septembre 2018 (pages 123 et suivantes), en ligne sur l'intranet du BNDC.

### III. - La mention d'EAD dans le SNPC

La consultation à l'écran du *dossier complet du conducteur* (fonction CDOCP : « Consultation du dossier complet ») et/ou la lecture du *relevé d'information intégral* imprimé à partir du SNPC (fonction EDI : « Edition du dossier complet » ou fonction EDOCP 2 « Edition du dossier complet ») fera/feront apparaître :

- le dossier conducteur à l'état « Valide » ;
- les catégories légères à l'état « Valide », et « Prorogée jusqu'au [...] » (selon la durée d'aptitude limitée retenue). La date et l'origine de l'avis médical sont également mentionnés ;
- le code restrictif 69 apposé au regard des catégories légères ;
- les autres catégories (sauf AM) s'il y a lieu, à l'état « Inapte » et « Suspendues sine die ». La date et l'origine de l'avis médical sont également mentionnées. La restriction d'usage « Limité véhicules avec EAD » appliquée aux catégories légères peut également être constatée (sans le code 69) en consultant à l'écran le *dossier restreint du conducteur* (fonction CDORT : « Consultation du dossier restreint ») et/ou en lisant le *relevé d'information restreint* imprimé à partir du SNPC (fonction EDOCP : « Edition du dossier restreint »).

---

<sup>16</sup> Sauf catégorie AM.

ANNEXE 4

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DE L'ÉTHYLOTEST  
ANTIDÉMARRAGE (EAD) DANS LES VÉHICULES

L'article 4 de l'arrêté du 30 octobre 2016 prévoit que les appareils devant être installés par les personnes soumises à la restriction fixée par le préfet sont identiques à ceux installés dans un cadre judiciaire et doivent l'être dans les mêmes conditions.

Les EAD doivent ainsi être installés par un installateur déjà agréé par la préfecture du département pour l'installation des EAD judiciaires.

Les modalités de fonctionnement de ces EAD sont fixées par l'arrêté du 13 juillet 2012 fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur.

Les usagers se rapprocheront des installateurs agréés pour connaître les appareils EAD compatibles avec leurs véhicules.

Les principes suivants peuvent être retenus :

- \* le taux maximal vérifié par l'appareil est fixé, au moment de l'installation dans le véhicule, en fonction du permis de conduire de la personne concernée par la mesure (ex : permis de conduire affecté par le délai probatoire : l'EAD est réglé lors de l'installation à 0,1 mg/l d'air expiré – pour les autres : 0,25 mg/l) ;

- \* avant le démarrage du moteur, un premier souffle est demandé ;

Le dispositif interdit le démarrage si le taux d'alcool est supérieur au taux maximum ou si le démarrage n'a pas eu lieu dans les deux minutes qui suivent le résultat de ce premier souffle ;

- \* le démarrage du moteur n'a lieu que si un premier souffle négatif (inférieur aux taux prévus par les textes) est enregistré ;

- \* dès lors que le moteur du véhicule a démarré, le matériel demandera de manière aléatoire (entre 5 et 30 minutes après le démarrage du moteur) un nouveau souffle qui devra être réalisé à l'arrêt (l'EAD n'intervient pas sur un moteur en marche, la conduite du véhicule n'est pas perturbée par l'appareil) : le conducteur dispose alors d'un délai de 20 minutes pour effectuer ce nouveau souffle.

En cas de souffle avec un taux inférieur au taux autorisé, aucune autre demande de souffle ne sera effectuée jusqu'au prochain arrêt du moteur.

Si le conducteur n'obtempère pas à cette demande de nouveau souffle, l'EAD émet alors à nouveau des appels sonores et lumineux en vue de la réalisation de ce nouveau souffle. Ce dernier doit être réalisé dans un nouveau délai de 20 minutes laissé au conducteur.

- \* si le second souffle n'a pas été réalisé dans les délais impartis, l'EAD empêche le redémarrage du moteur dès qu'il aura été arrêté pendant une durée supérieure à 10 secondes. Le véhicule ne pourra alors redémarrer qu'après appel à un installateur agréé (avec remorquage vers l'atelier considéré).

Les EAD doivent faire l'objet d'une vérification annuelle réalisée au sein d'établissements agréés.

ANNEXE 5

DISTINCTION ENTRE EAD JUDICIAIRE ET EAD MÉDICO-ADMINISTRATIF SUR LE TITRE DE CONDUITE ET DANS LE SYSTÈME NATIONAL DES PERMIS DE CONDUIRE

**1. DISTINCTION ENTRE EAD JUDICIAIRE ET EAD MÉDICO-ADMINISTRATIF SUR LE TITRE DE CONDUITE.**

**a) EAD judiciaire.**

La restriction d'usage est appliquée au dossier du conducteur.

En conséquence, le code correspondant à la restriction d'usage (code 69) figure au verso du titre, dans la partie inférieure, sur la ligne 12 des codes située au-dessous des catégories.

**b) EAD médico-administratif.**

La restriction d'usage est appliquée aux catégories légères.

En conséquence, le code correspondant à la restriction d'usage (code 69) figure au verso du titre, à la colonne 12 (codes), sur la ligne correspondant aux catégories légères.

**N.B.** : parfois, une mention applicable à une catégorie peut figurer sur la ligne surnuméraire (voir supra) si l'espace à la colonne 12 n'est pas suffisant (par ex. : plusieurs mentions concernant la même catégorie) ; dans ce cas, la catégorie concernée par la mention inscrite sur la ligne surnuméraire est précisée entre parenthèses.

**2. DISTINCTION ENTRE EAD JUDICIAIRE ET EAD MÉDICO-ADMINISTRATIF DANS LE SYSTÈME NATIONAL DES PERMIS DE CONDUIRE.**

**a) EAD judiciaire.**

**- Dans le dossier complet du conducteur affiché à l'écran (fonction CDOCP).**

La restriction d'usage EAD apparaît sur le premier écran qui s'affiche après la saisie du numéro de dossier ou de l'état civil.

Sur cet écran, la mention « Ethylo test antidémarrage du [.....] au [.....] » figure sous la ligne « Etat dossier : ..... Solde de points : .... ».

**- Sur le relevé d'information intégral édité à partir du SNPC (fonctions EDI ou EDOCP).**

La mention « Ethylo test antidémarrage du [.....] au [.....] » est inscrite sous la ligne « Etat dossier » (valide, annulé judiciaire, etc.).

**b) EAD médico-administratif.**

**- Dans le dossier complet du conducteur affiché à l'écran (fonction CDOCP).**

La restriction d'usage EAD figure sur le seul écran correspondant aux catégories légères (accessible à partir de « 1- Consultation des droits à conduire »).

Sur cet écran, la mention « Y Limité véhicules avec EAD 69 » apparaît à la rubrique « Restr. usage ».

**- Sur le relevé d'information intégral édité à partir du SNPC (fonctions EDI ou EDOCP).**

La restriction d'usage EAD « Limité véhicules avec EAD 69 » apparaît au regard des catégories légères, alignée à l'état de validité de la catégorie.

## ANNEXE 6

### CONTRÔLE DE LA BONNE INSTALLATION DE L'ÉTHYLOTEST ANTIDÉMARRAGE MÉDICO-ADMINISTRATIF ET MODÈLE DE CERTIFICAT DE MONTAGE DE L'EAD

#### **1. CONTROLE DE LA BONNE INSTALLATION DE L'EAD**

En cas de contrôle, la bonne installation de l'EAD peut être vérifiée par :

- la production par le conducteur du certificat de montage (reproduit sur la seconde page de la présente annexe) ou de l'attestation de vérification périodique remise par l'installateur agréé et prévus par l'arrêté du 13 juillet 2012 ; sur ce certificat, apparaît le taux auquel est paramétré l'appareil (valeur nominale limite de concentration de détection d'alcool dans l'air expiré). Ce taux doit correspondre au seuil maximal applicable au conducteur en fonction du permis de conduire détenu (ex : permis de conduire affecté du délai probatoire : 0,1 mg/l d'air expiré) ;
- un contrôle des informations présentes sur le combiné EAD, notamment sur l'étiquette qui y est apposée et qui indique la date de prochaine vérification de l'appareil ;
- le contrôle de l'étiquette apposée sous le capot du moteur (partie fixe du châssis) et qui reprend le marquage de l'unité centrale (nom ou marque du fabricant ou du mandataire ; désignation de la série ou du type ; numéro(s) de réception à l'homologation ; numéro de série du dispositif ; version logicielle du combiné et de tout équipement entrant dans la constitution du dispositif).

En cas de non présentation du certificat de montage, une contravention de la première classe pourra être relevée par les forces de l'ordre. Le fait de ne pas justifier de la possession de ce document dans un délai de 5 jours est sanctionné d'une contravention de la quatrième classe (article R. 233-1 du code de la route).

#### **2. MODELE DE CERTIFICAT DE MONTAGE**

Le modèle de certificat de montage figurant à l'appendice 1 de l'arrêté du 13 juillet 2012, fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur, est reproduit sur la seconde page de la présente annexe.

**Arrêté du 13 juillet 2012 fixant les règles applicables à l'homologation nationale  
des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions  
d'installation dans les véhicules à moteur**

APPENDICE 1

MODÈLE DE CERTIFICAT DE MONTAGE

Je soussigné (nom et prénom)

Constructeur Installateur indépendant qualifié

certifie que le montage de l'éthylotest antidémarrage dans le véhicule décrit ci-après a été effectué par moi-même, conformément aux instructions de montage fournies par le fabricant de l'éthylotest antidémarrage.

Description du véhicule

Marque :

Type :

Numéro de série (VIN) :

Numéro d'immatriculation :

Description du dispositif pour le véhicule :

Marque :

Type :

Numéro du procès-verbal d'homologation nationale (EAD) :

Valeur nominale limite de concentration de détection d'alcool dans l'air expiré :

Fait à :

Le :

Adresse complète et cachet de l'installateur :

Numéro de l'attestation de qualification de l'installateur indépendant :

FONCTION	
Signature	

ANNEXE 7

CONTRÔLE DU RESPECT DE L'OBLIGATION DE NE CONDUIRE QUE DES VÉHICULES ÉQUIPÉS D'UN ÉTHYLOTEST ANTIDÉMARRAGE MÉDICO-ADMINISTRATIF

***1. LE CONTRÔLE DU RESPECT DE L'OBLIGATION DE NE CONDUIRE QUE DES VÉHICULES ÉQUIPÉS D'UN EAD***

La conduite d'un véhicule non équipé d'un EAD, alors qu'une décision préfectorale restrictive l'impose, est sanctionnée, au même titre que les autres restrictions, d'une contravention de la quatrième classe et d'un retrait de trois points du permis de conduire, en application des dispositions de l'article R. 221-1-1 du code de la route.

L'article R. 221-1-1 dispose également que l'immobilisation du véhicule peut être prescrite et que l'infraction peut, par ailleurs, être punie des peines complémentaires de suspension du permis de conduire, d'interdiction de conduire certains véhicules terrestres à moteur, y compris ceux pour la conduite desquels le permis de conduire n'est pas exigé, et de l'obligation d'accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

Dans la mesure où l'infraction peut être punie de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire, elle entre dans le champ d'application de l'article L. 224-7 du code de la route qui permet au préfet du lieu de l'infraction de prononcer la suspension administrative du permis de conduire.

Afin de permettre au préfet compétent de mettre en œuvre cette mesure de suspension sur le fondement de l'article L. 224-7 du code de la route et dans les conditions précisées par la circulaire n° 12-001510-D du 7 février 2012 relative aux mesures de rétention et de suspension du permis de conduire, le protocole suivant sera observé :

- Les forces de l'ordre, en lien avec l'autorité judiciaire, traiteront de façon non forfaitaire l'infraction de conduite malgré une mesure restrictive. Il ne sera donc pas recouru à la procédure de l'amende forfaitaire. Les forces de police ou de gendarmerie adresseront au préfet du département du lieu de l'infraction, dans un délai aussi court que possible, le procès-verbal qui permettra à celui-ci d'engager la procédure de suspension administrative prévue par l'article L. 224-7 du code de la route.
- Le préfet compétent prendra aussitôt la mesure de suspension administrative du permis de conduire (« arrêté 1F ») et en informera, dès sa signature (en utilisant les moyens de communication les plus rapides) le préfet du département qui a délivré le titre comportant la restriction EAD (en pratique, le préfet du lieu du domicile du contrevenant).

Il appartient au préfet de fixer la durée de la suspension dans les limites fixées par la réglementation en vigueur, notamment en fonction des infractions connexes commises et des circonstances liées au comportement du conducteur ; en tout état de cause, la durée de la suspension sera supérieure à un mois.



Il est précisé que la mise en œuvre de la procédure contradictoire prévue aux articles L. 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration ne sera (en principe) pas nécessaire dans la mesure où le non-respect de la prescription EAD caractérise, par lui-même, une situation d'urgence imposant de prendre très rapidement la mesure de suspension. En effet, le conducteur en infraction, dont la situation de mésusage d'alcool ou de troubles de l'usage de l'alcool a été dûment constatée lors d'un contrôle médical de l'aptitude à la conduite effectué le plus souvent à la suite d'une infraction pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique, n'a bénéficié d'une décision d'aptitude temporaire à la conduite qu'à la condition de s'engager à ne conduire que des véhicules équipés d'un dispositif EAD et à suivre un stage médico-psychologique dans un établissement spécialisé en addictologie. Dans ces conditions, le fait de différer la suspension du permis du contrevenant pendant le temps nécessaire à l'accomplissement de la procédure contradictoire créerait des risques graves pour le conducteur en infraction lui-même ou pour les tiers.

A ces considérations peuvent s'ajouter d'autres éléments liés au comportement du conducteur de nature à justifier, a fortiori, la dispense d'une procédure contradictoire (commission concomitante d'autres infractions, conduite dangereuse ayant motivé le contrôle, refus d'obtempérer, mise en danger des forces de l'ordre, etc.).

Aussi, la lettre de notification qui accompagnera la mesure de suspension devra-t-elle mentionner expressément et de façon précise l'ensemble des éléments justifiant de ne pas recourir à la procédure contradictoire.

- Dès notification de la mesure de suspension, le préfet enverra (en utilisant les moyens de communication les plus rapides) la copie de l'arrêté « 1F », de sa lettre d'accompagnement, ainsi que du procès-verbal établi par les forces de l'ordre au préfet du département ayant délivré le titre comportant la restriction EAD.

Le conducteur devra, évidemment, restituer son titre de conduite sous peine d'encourir les sanctions prévues par l'article L. 224-17 I du code de la route.

- Le préfet qui a délivré le permis de conduire avec restriction d'usage EAD, ainsi informé, enjoindra au conducteur en infraction de se présenter dans les plus brefs délais, en tout état de cause avant la fin de la suspension, devant la commission médicale, compétente pour réévaluer sa situation au regard de la prescription EAD et de l'aptitude à la conduite. Il est précisé que le renvoi du contrevenant devant la commission médicale peut trouver son fondement juridique tant dans les dispositions du code de la route imposant un contrôle médical avant la fin de la suspension (suspensions supérieures à un mois) que de celles de l'article R. 221-14 du code qui permettent au préfet de prescrire un contrôle médical lorsque les informations en sa possession lui permettent d'estimer que la situation du titulaire du permis peut être incompatible avec le maintien de ce permis de conduire.

Si un avis d'aptitude est émis, une décision préfectorale d'aptitude concernant l'ensemble des catégories (y compris les catégories légères) sera éditée au moyen du formulaire « Mesure administrative consécutive au contrôle médical (référence 61) », mettant ainsi fin à la prescription de l'EAD (pour les mêmes raisons que celles exposées supra, il ne sera pas fait application de la procédure contradictoire).

**2. LA PROCÉDURE A SUIVRE EN CAS D'INFRACTION DE CONDUITE SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE RELEVÉE A L'EGARD DU TITULAIRE D'UN PERMIS AVEC RESTRICTION D'USAGE EAD**

Si l'infraction de conduite d'un véhicule non équipé d'un EAD s'accompagne de conduite sous l'empire d'un état alcoolique, deux situations peuvent se présenter :

- soit le taux d'imprégnation alcoolique de l'intéressé se situe dans les limites prévues par l'article R. 234-1 du code de la route. L'infraction constitue alors une contravention de la quatrième classe. La procédure à utiliser est celle décrite à la section précédente (traitement non forfaitaire de l'infraction ; mesure de suspension « 1F » prise sur le fondement de l'article L. 224-7 du code de la route...) ;
- soit le taux d'imprégnation alcoolique est supérieur aux seuils fixés par l'article L. 234-1 du code de la route et l'infraction constitue alors un délit.

La procédure applicable est celle prévue par les articles L. 224-1 et suivants du code de la route (rétention du permis de conduire par les forces de l'ordre, mesure de suspension « 3F » prise dans un délai de 72 heures sur le fondement de l'article L. 224-2 du code de la route,... cf. la circulaire susvisée n° 12-001510-D du 7 février 2012). Il est rappelé que, postérieurement à la transmission d'un avis de rétention, une mesure de suspension peut être prise sur le fondement de l'article L. 224-7 (« arrêté 1F ») et dans le respect des règles fixées par le code de la route, lorsque l'infraction n'a pu être qualifiée dans les 72 heures et n'a donc pu générer une suspension sur le fondement de l'article L. 224-2. Dans ce cas de figure, la procédure contradictoire pourra être écartée (voir les conditions exposées supra) si la décision de suspension intervient très rapidement (dans un délai de l'ordre de quelques jours) après l'expiration du délai de 72 heures, la qualification de situation d'urgence étant susceptible d'être contestée dans le cas contraire.

Il est précisé que la suspension prise dans les 72 heures de la rétention sur le fondement de l'article L. 224-2 constitue, par elle-même, une procédure d'urgence excluant, en principe, la procédure contradictoire.

Bien sûr, les forces de l'ordre pourront utilement prendre attache avec le parquet afin de veiller à son information immédiate sur les circonstances particulières entourant la commission de ce délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique et de lui permettre ainsi d'évaluer cette situation pour qu'il puisse également prendre sans tarder une décision en conséquence.

## ANNEXE 8

### DÉPLIANT EAD

<http://www.securite-routiere.gouv.fr/medias/documentation/guides-et-depliants/reglementation-et-comportement-du-conducteur>

**RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION CONCERNANT L'ALCOOL AU VOLANT**

La limite fixée est de 0,5 g d'alcool par litre de sang, soit 0,25 mg par litre d'air expiré. Pour les conducteurs titulaires d'un permis, probatoire et ceux en situation d'apprentissage, la limite fixée est de 0,2 g par litre de sang, soit 0,1 mg par litre d'air expiré.

**À NOTER**

Lorsque vous avez consommé de l'alcool, contrôlez votre alcoolémie avec un éthylotest pour conduire sans risque. Réduisez du moteur dans le véhicule d'une personne qui ne semble pas être en mesure de conduire en toute sécurité.

**EN SAVOIR PLUS ?**

[www.securite-routiere.gouv.fr](http://www.securite-routiere.gouv.fr)

[ethylotest.com/fr/anti-demarrage](http://ethylotest.com/fr/anti-demarrage)

**L'ÉTHYLOTEST ANTIDÉMARRAGE (EAD)**

L'EAD est un instrument de mesure du taux d'alcool dans l'air expiré associé au système de démarrage d'un véhicule. Il empêche la mise en route du moteur si le taux d'alcool enregistré est supérieur à celui autorisé par la législation.

Ce dispositif permet de lutter contre les accidents liés à la conduite sous l'influence de l'alcool en contraignant certains conducteurs avant le démarrage de leur véhicule.

**CONTRE L'ALCOOL AU VOLANT**

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE TOUS RESPONSABLES**

010 - 507000000 0007 - 4000002745 - Les communications téléphoniques sont destinées aux personnes à la recherche d'informations. Elles ne sont pas destinées à la vente de produits ou de services.

## LES CONDUCTEURS CONCERNÉS

L'éthylotest antidémarrage (EAD) peut être imposé aux conducteurs sur décision judiciaire ainsi que sur décision du préfet de département.

Ces conducteurs ne sont pas autorisés à conduire un véhicule non équipé d'un EAD.

## L'INSTALLATION

L'EAD est un dispositif qui fait l'objet d'une homologation. Il doit être mis en place par un installateur agréé par la préfecture.

La liste actualisée des installateurs agréés est disponible en préfecture ou sur le site Internet de celle-ci.

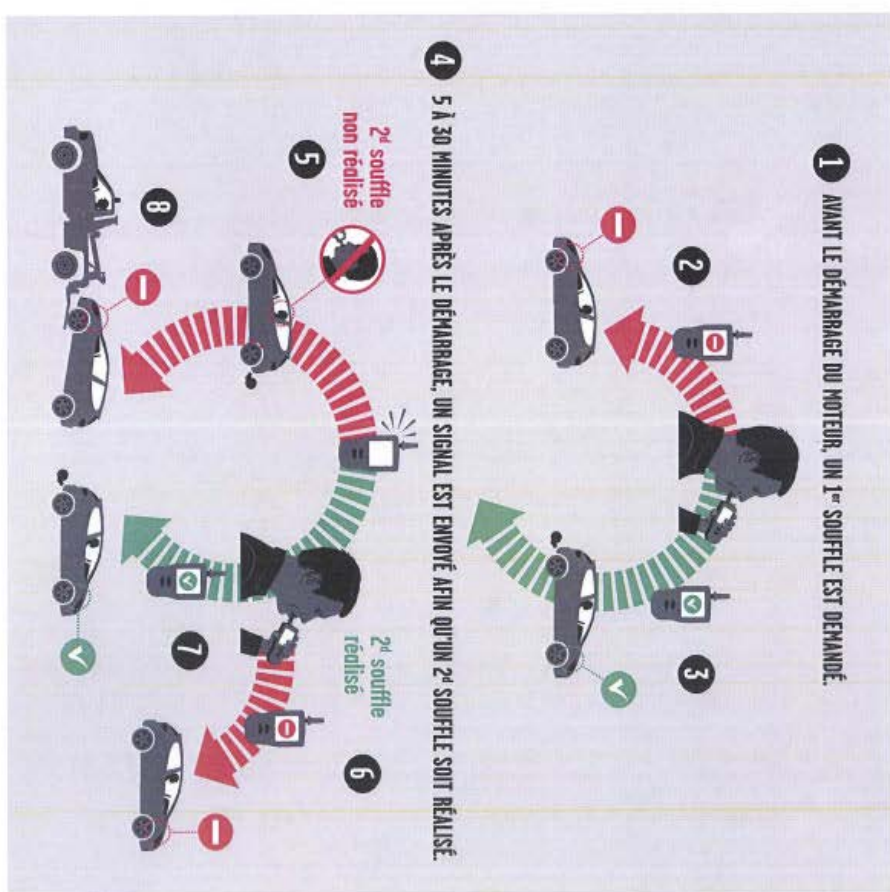
Les frais d'installation et de fonctionnement de l'EAD sont à la charge du conducteur. Il peut choisir d'acheter en préfecture ou sur le site Internet de celle-ci.

L'EAD doit faire l'objet d'une vérification annuelle réalisée au sein d'un établissement agréé. Si cette vérification n'est pas effectuée, l'EAD empêche le démarrage du moteur.

En cas de contrôle par les forces de l'ordre, le conducteur doit justifier de la bonne installation de l'EAD.

Le taux d'alcool contrôlé par l'EAD est paramétré au moment de l'installation dans le véhicule. En fonction du permis, il est fixé à 0,1 mg/l ou 0,25 mg/l d'air expiré. Le conducteur ne peut pas modifier ce taux.

L'EAD prend en compte le fonctionnement des dispositifs automatiques d'arrêt et de redémarrage d'un moteur en circulation. L'EAD empêche le démarrage du moteur, mais il n'arrête pas un moteur en marche.



## COMMENT FONCTIONNE UN EAD ?

- 1 Avant le démarrage du moteur, un premier souffle est demandé.
- 2 Si le taux d'alcool dépasse la limite fixée ou si le démarrage n'a pas lieu dans les 2 minutes qui suivent ce premier souffle, le dispositif empêche le démarrage.
- 3 Si le taux d'alcool ne dépasse pas la limite fixée, le dispositif autorise le démarrage.
- 4 Après le démarrage du moteur, un second souffle\* est demandé de façon aléatoire (entre 5 et 30 minutes) par des signaux visuels et/ou sonores. Il doit être réalisé quand le moteur est à l'arrêt : le conducteur dispose d'un délai de 20 minutes pour effectuer ce nouveau souffle.
- 5 Si le conducteur ne souffle pas, l'EAD émet à nouveau des signaux visuels et/ou sonores ; il dispose alors d'un délai supplémentaire de 20 minutes pour effectuer son second souffle.
- 6 Si le taux d'alcool dépasse la limite fixée, le dispositif empêche le redémarrage du moteur.
- 7 Si le taux d'alcool ne dépasse pas la limite fixée, le dispositif autorise le redémarrage. Il n'y aura aucune autre demande de souffle, sauf si un arrêt de plus de 2 minutes est effectué.
- 8 Si le second souffle n'est pas réalisé, l'EAD empêchera le redémarrage du moteur dès que celui-ci aura été arrêté pendant une durée supérieure à 10 secondes. Le véhicule ne pourra alors redémarrer qu'après l'intervention d'un installateur agréé, réalisée au sein de son établissement. Ces frais seront à la charge du conducteur.
- 9 \* Le second souffle permet notamment de contrôler à nouveau que le taux d'alcool est toujours inférieur à la limite fixée et, donc, que l'usager n'a pas consommé de nouvelles boissons alcoolisées pendant la période d'attente avant de le laisser prendre le volant.

Le non respect de l'intervention de contrôle d'un véhicule non équipé d'un EAD ainsi que tout contournement ou aide au contournement de l'EAD sont sanctionnés pénalement.



ANNEXE 9

FICHE D'AIDE À LA DÉCISION POUR LES MÉDECINS DES COMMISSIONS MÉDICALES  
DE L'APTITUDE À LA CONDUITE

**INDICATIONS DE L'ETHYLOTEST ANTIDEMARRAGE (EAD)  
MÉDICO- ADMINISTRATIF (janvier 2019)**

**Les indications de l'EAD médico-administratif seront pondérées et rigoureuses.**

La prescription de l'EAD **ne doit pas être une sanction supplémentaire, ou un « principe de précaution » systématique**, utilisé sans argument objectif.

**Les conducteurs dans les situations suivantes :**

- **usage à risques, d'usage nocif** ou de troubles faibles à modérés liés à l'alcool et **s'étant montrés peu réceptifs ou peu sensibles à l'intervention brève** et pour lesquels **le risque de conduite en état d'alcoolisation paraît important** ;
- **présence lors de l'examen de trouble clinique et/ou biologique** : signes cliniques et/ou biologiques (bilan hépatique, VGM, CDT,...) de consommation chronique excessive et pour lesquels **le risque de conduite en état d'alcoolisation paraît important** ;
- **antécédent(s) de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique** et pour lesquels **le risque de récurrence de conduite en état d'alcoolisation paraît important** ;
- **récurrence\*(s) de conduite en état d'alcoolisation** ; (\*« légale »)
- **passage devant la commission primaire à l'issue d'une période de suspension du permis de conduire, et entrant dans l'une des situations ci-dessus** ;
- **passage devant la commission primaire après une période d'EAD alternatif**, et entrant dans l'une des situations ci-dessus ;
- **passage devant la commission primaire immédiatement après des soins urgents** ou une prise en charge spécialisée (sevrage) ;
- **doute sur une aptitude durable à la conduite**, faute de la garantie d'un changement radical et persistant du comportement de consommation d'alcool (impression clinique, biologie limite, discours minimisant ou banalisant de l'usager...) ;
- **inaptitude lors de la visite médicale** ( mésusages, trouble sévère de l'usage de l'alcool ou dépendance), et dans une **situation sensible** socialement ou médicalement,

**pourront se voir proposer par les médecins de la commission primaire, pour éviter leur mise en inaptitude à la conduite, un éthylotest antidémarrage et son stage médico-psycho-éducatif d'accompagnement.**

**Des soins spécialisés seront aussi préconisés à chaque fois que cela sera nécessaire.**

**En cas de dépendance physique avérée :**

- **cette situation**, sans constituer stricto sensu une contre-indication, **est, en l'absence de soins préalables, une non indication à la prescription d'un EAD.**

- l'EAD, **prescrit après les soins**, permettra à l'usager de retrouver plus vite une aptitude à la conduite avec cette mesure restrictive.

**L'éthylotest antidémarrage constitue dans tous les cas un outil de réduction des risques de conduite et de récidence de conduite en état d'alcoolisation.**

**La prescription d'un éthylotest antidémarrage, véritable alternative à l'inaptitude à la conduite, permettra une restitution, sous condition et avec restriction, du permis de conduire, conciliant alors sécurité publique, sécurité routière, maintien dans l'emploi et préservation du lien social.**